

Université de Montréal

**La perception de la puissance de l'Union soviétique  
par les milieux diplomatiques français et britannique  
de 1933 à 1939**

par  
Raphaël Pinet

Département d'histoire  
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A)  
en histoire

Mai 2006

© Raphaël Pinet, 2006



D

7

U54

2006

V.021

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**La perception de la puissance de l'Union soviétique par les  
milieux diplomatiques français et britannique de 1933 à 1939**

présenté par :  
Raphaël Pinet

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

**Président rapporteur: Paul Létourneau**

**Directeur de recherche: Samir Saul**

**Membre du jury: Yakov Rabkin**

**mémoire accepté le 10 octobre 2006**

## Résumé

La nature des relations anglo et franco- soviétiques au cours des années trente n'a pas permis de déboucher sur un accord qui aurait peut-être évité au monde les affres de la Seconde Guerre mondiale.

Le travail entrepris dans le cadre de ce mémoire s'est appuyé principalement sur les dépêches des ambassadeurs français et britanniques à Moscou. Nous y avons comparé l'idée que se faisaient les diplomates des deux pays de la puissance soviétique à partir de 1933. La puissance idéologique, d'abord, est apparue aux Britanniques comme une source d'instabilité tandis que les Français ont souligné l'instrumentalisation de la doctrine communiste au service d'une politique étrangère soviétique plus pragmatique. Au point de vue militaire, l'URSS a été perçue comme une puissance montante et les deux ambassades ont toutes deux souligné la valeur défensive de l'Armée rouge. Mais, après les purges politiques de 1937 qui fragilisent la Défense de l'URSS, la question de la régénération de l'armée a divisé les milieux diplomatiques. Les Français ont fait montre d'un optimisme qui redonnait à leurs yeux de la valeur à un partenaire dont on pouvait avoir besoin, tandis que les experts britanniques déclaraient le pays hors jeu. Quant à la place réservée à l'URSS au cours des années trente, les Britanniques et les Français ont pris conscience de la nécessité de réintégrer le régime issu de l'ancien empire des tsars dans le jeu diplomatique européen. Cependant, le danger d'un rapprochement avec l'Allemagne ainsi que la répulsion à l'idée d'une alliance contre-nature poussèrent également Londres et Paris à assigner à Moscou le simple rôle de contrepoids à l'expansionnisme nazi.

**Mots-clés :** France, Grande-Bretagne, URSS, puissance, relations internationales.

## **Abstract**

The nature of both French and Anglo-Russian relations throughout the decade of the 1930's did not result in an agreement, which may have spared the world the torments of the Second World War.

The work undertaken within the context of this mémoire was based principally on diplomatic dispatches issued by the French and British Ambassadors from Moscow. We compare the perception of the diplomats from both countries with regards to the Soviet power from 1933 on. The ideological power first appeared to the British as a source of instability; on the other hand, the French noted the use of the Communist doctrine as an instrument serving more pragmatic Foreign policies.

With regards to the military, the USSR was perceived as a rising power, and both embassies noted the defensive value of the Red Army. However, after the political purges of 1937, which weakened the USSR's Defense, the question concerning the rebuilding of the army divided diplomatic circles. The French showed an optimism, which bestowed value onto a partner that could be needed, while the British experts declared the country out of play. With regards to the place kept for the USSR during the 1930's, the British and the French became aware of the necessity to reintegrate into European diplomatic relations the regime issued out of the ancient Tsar Empire.

However, the danger of entertaining closer ties with Germany, as well as the repulsion at the very idea of an alliance which would go against their nature, forced both London and Paris to assign to Moscow a simple role as counterweight to Nazi expansionism.

**Keywords** : France, Great Britain, USSR, power, international relations

# Table des matières

	Page
<b>Page titre</b>	<b>i</b>
<b>Page d'identification du jury</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé</b>	<b>iii</b>
<b>Abstract</b>	<b>iv</b>
<b>Table des matières</b>	<b>v</b>
<b>Dédicace</b>	<b>vii</b>
<b>Remerciements</b>	<b>viii</b>
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre I Regards français et britannique sur la puissance idéologique de l'URSS</b>	<b>11</b>
<u>1- L'État soviétique et le nationalisme</u>	12
a- <i>La problématique de l'État dans la construction marxiste du socialisme</i>	13
b- <i>Un nationalisme émergent</i>	14
c- <i>Les deux modalités d'interprétation du nationalisme soviétique</i>	17
<u>2- L'instrumentalisation du Komintern</u>	21
a- <i>La dynamique de l'Internationale communiste par rapport au gouvernement soviétique</i>	21
i- <i>Un lien de subordination</i>	21
ii- <i>L'utilité de l'IC pour le régime soviétique</i>	23
iii- <i>Le jeu de bascule entre l'idéologie et le réalisme</i>	26
b- <i>L'idéologie marxiste de l'URSS représente-t-elle encore un danger ?</i>	29
i- <i>Des préoccupations différentes</i>	29
ii- <i>Les théories française et anglaise sur le danger de subversion</i>	32
<u>3- La durabilité d'un gouvernement révolutionnaire</u>	37
a- <i>La stabilité du régime</i>	37
b- <i>Le réalisme soviétique vu par les Français</i>	40
c- <i>L'opportunisme soviétique vu par les Britanniques</i>	42

<b>Chapitre II L'estimation de la puissance militaire soviétique</b>	<b>46</b>
<u>1- La montée en puissance de l'Armée rouge aux yeux de la France et de l'Angleterre</u>	47
a- <i>L'aspect économique de la puissance militaire soviétique</i>	47
b- <i>Les évaluations des ressources de la force armée</i>	51
i- Les hommes	51
ii- Le matériel	53
<u>2- L'estimation de la force de frappe soviétique</u>	56
a- <i>L'instrument de combat</i>	56
b- <i>La dissymétrie franco-britannique dans l'évaluation de la force</i>	59
c- <i>La question navale vue des deux capitales</i>	63
d- <i>Les intérêts envers l'aéronautique soviétique</i>	66
i- Les besoins de l'aviation française	66
ii- L'évaluation britannique d'une force de frappe aérienne dissuasive	68
<u>3- Le tournant de l'année 1937</u>	70
a- <i>La purge de l'armée soviétique</i>	70
b- <i>Un constat identique</i>	72
c- <i>La capacité de rebond de l'Armée rouge vue de Paris et de Londres</i>	75
d- <i>L'Armée rouge et la marche à la guerre des Français et des Britanniques</i>	78
<b>Chapitre III La puissance stratégique soviétique vue de Paris et de Londres</b>	<b>82</b>
<u>1- Quels sont les ressorts de la politique étrangère soviétique aux yeux des diplomates anglais et français ?</u>	82
a- <i>La politique de sécurité</i>	82
b- <i>La puissance qui divise</i>	89
c- <i>La recherche d'alliance</i>	92
<u>2- Quelle place l'URSS occupe-t-elle sur la scène européenne selon les diplomates?</u>	97
a- <i>L'intégration au concert européen</i>	99
b- <i>La tentation du retour à la politique de Rapallo</i>	101
c- <i>La tentation de l'isolationnisme</i>	106
<u>3- Les diplomates considèrent-ils l'URSS comme utile à la France et à la Grande-Bretagne?</u>	109
a- <i>La valeur inerte du contrepoids</i>	109
i- En Europe	110
ii- En Extrême-Orient	113
b- <i>Demander, mais pas trop</i>	114
i- L'appui logistique	114
ii- La splendide indifférence et la décrépitude du régime	116
<b>Conclusion</b>	<b>121</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>129</b>

En témoignage d'amour filial,  
Je dédie ce mémoire à ma mère,  
Conteuse habile et cultivée,  
Qui m'a donné le goût de l'Histoire  
Et la soif d'apprendre.

« Nous n'avons pas les moyens de refuser le concours des Russes, quelque horreur que nous ayons pour leur régime. C'est l'histoire de François 1<sup>er</sup> allié aux Musulmans contre Charles Quint ».

Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*. 20 décembre 1936

« We have no eternal allies and we have no perpetual enemies. Our interests are perpetual and eternal and those interests, it is our duty to follow ».

Lord Palmerston 1848

Мы живем, под собою не чуя страны,  
Наши речи за десять шагов неслышны,  
А где хватит на полразговорца,  
Там припомнят кремлеского горца.

Ossip Mandelstam 1934

## Remerciements

Le travail intellectuel est un labeur qui se conçoit dans la solitude mais qui prend forme dans l'accompagnement. Je ne saurais présenter ce mémoire sans rendre témoignage aux personnes qui l'ont rendu possible.

Je remercie, en premier lieu, Monsieur Samir Saul qui, par sa rigueur exigeante et la pertinence de ses remarques, m'a donné l'exemple d'un chercheur qui sait, dans le domaine de l'histoire des relations internationales, interroger la complexité d'une époque et faire ressortir du questionnement des sources, une problématique originale. Pour avoir suscité en moi l'intérêt pour ce domaine, qu'il trouve ici, la reconnaissance de ma dette à son égard.

En second lieu, je tiens à remercier mon épouse, Caroline Gascon, et mes enfants, Jonathan, Nicolas, Marie-Anne, Timothée, Laetitia, Noémie et Béatrice. C'est une gageure que d'entamer un tel projet au milieu des responsabilités familiales si exigeantes et si exaltantes à la fois. J'ai pu compter sur la compréhension des miens, leur patience et leur support. Il n'est pas donné à tous de pouvoir relever ce défi au sein d'une Aventure aussi vaste. Que ma famille trouve, dans ces quelques lignes, combien je suis conscient de ce que je leur suis redevable.

## Introduction

Moscou ne croit pas aux larmes, dit le proverbe russe...

Pendant que Westminster brûle sous les assauts de la Luftwaffe, Kiev s'étire paisiblement le long du Dniepr ; pendant que le pavé de Paris résonne sous la botte nazie, on entend sur la Moskova le grondement sourd d'une ville en paix qui s'éveille. La France et l'Angleterre affrontent la Wehrmacht partout victorieuse pendant que l'Union soviétique assiste impavide à l'expansion de la puissance nazie vers la Pologne.

Pourtant, Paris et Londres auraient peut-être pu dans les années d'avant-guerre prévenir le conflit en se rapprochant de Moscou. Et la première question qui vient à l'esprit de qui se penche sur les relations internationales dans l'Europe des années trente, est la suivante : Pourquoi la France et l'Angleterre n'ont-elles pas conclu une entente avec l'URSS qui aurait pu endiguer les velléités d'expansion allemandes ? L'un des éléments de réponse à cette question conduit à aborder l'évaluation de l'URSS dans le calcul diplomatique sous l'angle de la puissance, telle qu'elle a été évaluée par la France et l'Angleterre. À cet égard, la connaissance de la teneur des relations franco et anglo-soviétiques est primordiale pour mieux comprendre la marche à la guerre de ces années lourdes d'un noir destin.

Avant d'exposer les différents axes de recherche de la présente étude, brossons un rapide tableau de la politique étrangère de Paris et de Londres au cours de cette période.

Dès le lendemain de la victoire chèrement acquise sur l'Allemagne en 1918, la France a construit sa politique étrangère autour d'une question principale : sa sécurité face à une possible renaissance de l'expansionnisme germanique. Elle a pour cela tissé un réseau d'alliances avec les petits pays d'Europe centrale (Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie). Mais ces partenaires de la France n'entretiennent pas entre eux de relations amicales et la doctrine de défense nationale de la France est basée sur un emploi défensif de ses unités qui

est incompatible avec la nécessité de projeter, selon le besoin, ses forces auprès de ses alliés d'Europe centrale.

L'Angleterre, quant à elle, a retenu la leçon de son basculement dans le dernier conflit. Elle répugne, dès lors, à s'engager sur le continent et se réserve le rôle d'arbitre dans les multiples griefs germano-français, et ce, au grand dam de la France.

Avec l'avènement d'Hitler en janvier 1933, la situation internationale se crispe. Le nouveau chancelier de l'Allemagne claque la porte de la Conférence sur le désarmement en octobre et entreprend une politique de faits accomplis pour satisfaire son besoin d'affirmation nationale (militarisation de la Rhénanie, renaissance de la Wehrmacht en violation du traité de Versailles, Anschluss de l'Autriche et protectorat sur la République tchèque).

Quelle alternative s'offre à la France et à l'Angleterre ? Soit la poursuite d'une détente chaque année plus improbable, soit le retour à une politique de dissuasion fondée sur une alliance de revers que la géographie impose, l'alliance avec Moscou. La France est prête jusqu'à un certain point à courtiser l'Union soviétique tandis que l'Angleterre n'y voit qu'un pis-aller. Londres mise avant tout sur la détente et promeut ce que l'on appelle l'Appelment. Or, la France épuisée dans ses forces matérielles et morales, conscientes de la montée en puissance de l'Allemagne militaire et industrielle, n'a qu'un seul credo : s'assurer du soutien de son grand allié, l'Angleterre, et ne rien entreprendre en politique étrangère qui ne soit en conformité avec ce que Londres est prête à accepter<sup>1</sup>.

Mais le 23 août 1939, il est trop tard. L'Allemagne et l'URSS signent un traité de non-agression qui laisse Hitler les mains libres en Pologne. La Seconde Guerre mondiale éclate dix jours après.

La scène finale du drame des relations anglo-franco-soviétiques s'est donc jouée en août 1939. Et l'historiographie s'est d'abord concentrée sur l'épilogue

---

<sup>1</sup> Seul Louis Barthou en 1934, puis Édouard Daladier en 1939 s'efforceront de se démarquer de cet attentisme pour prendre l'initiative du rapprochement avec l'URSS.

pour expliquer l'échec des relations entre Paris, Londres et Moscou. Les mémorialistes de l'immédiat après-guerre ont imposé une vision qui résonnait juste dans le climat de guerre froide qui a suivi le conflit : ce sont les Soviétiques qui, par duplicité, ont trahi la France et l'Angleterre qui négociaient de bonne foi avec Moscou pour faire échec à la poussée nazie<sup>2</sup>. Les opposants à la politique d'*Appeasement* arguaient de la faiblesse intrinsèque de cette politique envers l'Allemagne nazie, tandis que ses défenseurs insistaient sur l'absence d'alternative crédible, notamment du côté soviétique. Il fallut attendre le début des années soixante pour qu'un chercheur britannique, A.J.P. Taylor<sup>3</sup>, prenne à contre-pied l'aspect idéologique de l'interprétation dans un ouvrage qui, à l'époque, fit scandale. Le mérite principal qui, encore aujourd'hui, revient à Taylor est d'avoir permis le renouvellement complet de l'historiographie de cette période.

L'un des axes de ce renouvellement est constitué par l'appréciation approfondie de l'idéologie dans les relations diplomatiques des pays occidentaux avec l'URSS. Anita Prazmowska a montré par exemple la cristallisation des rapports de méfiance réciproque, de Moscou avec l'Occident<sup>4</sup>. Les affrontements qui ont suivi l'avènement du régime bolchevique ont en effet constitué la pierre d'achoppement sur laquelle sont venus buter nombre de politiciens acquis à l'anticommunisme hérité des années vingt. De son côté, Moscou, menacée par le Japon en Extrême-Orient et persuadée d'une attaque imminente de la part des pays capitalistes, inaugura une politique prudente d'ouverture (traités de non-agression avec la France, la Roumanie, la Pologne, les pays baltes).

Mais son adhésion soudaine à la sécurité collective, naguère méprisée, n'empêchait pas le Komintern d'appeler à la révolution prolétarienne, ou la presse soviétique d'éreinter Londres et Paris. Philippe Burin<sup>5</sup>, parmi les

---

<sup>2</sup> Citons parmi eux : W. S. Churchill, *The gathering storm*, Boston, 1948; A. Eden, *Facing the dictators, The Eden Memoirs*, Londres, Cassel, 1962; G. Bonnet, *Défense de la paix : de Washington au Quai d'Orsay*, Genève, 1946.

<sup>3</sup> A. J. P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, Hamilton, 1961.

<sup>4</sup> A. J. Prazmowska, *Eastern Europe and the origins of the Second World War*, New York, St Martin's Press, 2000.

<sup>5</sup> Philippe Burin, « Diplomatie soviétique, Internationale communiste et PCF au tournant du Front Populaire (1934-1935) », *Relations internationales*, n° 45, printemps 1986, p.19-34.

nombreux historiens intéressés par cette apparente contradiction, a eu le mérite d'analyser cette dualité avec finesse : pour lui, l'Internationale communiste apparaît comme un instrument de rechange dans la main de Staline au cas où le rapprochement avec l'Occident échouerait. La menace de la révolution prolétarienne redeviendrait effective le jour où un rapprochement de l'Allemagne – toujours redouté - avec les démocraties occidentales constituerait une menace mortelle pour Moscou.

L'historiographie a renouvelé également l'estimation du poids de l'URSS dans les affaires intérieures de Londres et de Paris. Ce poids est souvent perçu à travers l'importance du Parti communiste local dans la vie politique. Andrew Thorpe a montré que le Parti communiste de Grande-Bretagne a joué un rôle mineur dans la vie électorale et la vie politique en général. De plus, le grand parti de gauche, le Labour, s'il a été sensible au thème de la planification économique et du pacifisme, ne pouvait admettre en tant que parti social-démocrate et réformiste la politique de Moscou<sup>6</sup>.

L'influence communiste en France est à la fois plus évidente par les succès électoraux et le nombre d'adhérents que par l'attitude hostile de larges pans de la société, de la droite la plus dure à l'État-major des forces armées<sup>7</sup>. Sur le premier point, on a beaucoup discuté des origines du Front populaire sorti des urnes de mai 1936. Pour les uns, l'alliance électorale qui mène à la victoire est téléguidée de Moscou et obéit à un changement d'orientation politique qui fait suite aux attaques virulentes d'Hitler en 1933<sup>8</sup>. Pour les autres, Moscou fonde sa politique sur la sécurité et a tout intérêt à s'entendre avec ses voisins, de sorte que l'action

---

<sup>6</sup> Andrew Thorpe, « Stalinism and british politics », *History*, 1998, 83 (272), p.608-627.

<sup>7</sup> Pour les préventions anti-communistes de l'armée, on notera la contribution de George Vidal, « L'armée française face au problème de la subversion communiste au début des années trente », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 204, décembre 2001, p.41-65. Cependant, Jean-Baptiste Duroselle considère que l'armée reste très peu politisée, même si elle est marquée par un conservatisme politique et social. Voir J-B. Duroselle, *La décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p.261.

<sup>8</sup> C'est la position de Stéphane Courtois dans « Le système communiste internationale et la lutte pour la paix (1917-1939) », *Relations internationales*, n° 53, printemps 1988, p.5-22. De son côté, Jonathan Haslam dans *The Soviet Union and the struggle for collective security in Europe, 1933-1939*, Londres, Mac Millan, 1984, met l'accent sur l'initiative du Parti communiste français (PCF).

du PCF ainsi que les succès du Front populaire embarrassent davantage Moscou qu'ils ne l'aident dans ses efforts pour se rapprocher de Paris et de Londres<sup>9</sup>.

Est-ce à dire que l'anticommunisme a pu influencer sensiblement la politique étrangère des deux pays face à l'URSS ? Deux tendances historiographiques s'affrontent : les uns, comme Martin Gilbert et surtout Michael Carley insistent sur l'importance du dogmatisme des décideurs français et britanniques pour expliquer l'échec de l'alliance avec Moscou<sup>10</sup>. Les autres, parmi lesquelles Duroselle<sup>11</sup>, Élisabeth Du Réau<sup>12</sup> et Gottfried Niedhart<sup>13</sup>, minimisent ces préventions. L'échec était prévisible, étant donné les exigences contradictoires sur lesquelles étaient fondées les alliances en Europe de l'Est.

Le corollaire de cette question est bien de savoir si Moscou apparaissait crédible dans sa politique de sécurité collective, puis dans ses tentatives de rapprochement vers la France et l'Angleterre face à l'expansionnisme germanique. Jusqu'à quel point Londres et Paris pouvaient-ils croire que l'URSS aspirait à devenir un pays « normal », répondant aux aspirations traditionnelles du nationalisme et de l'Empire russe ? Après 1933, en effet, Moscou opère un virage radical dans sa politique étrangère et se convertit aux vertus de la sécurité collective et à la défense de la paix. Niedhart fait valoir que le gouvernement britannique et le Foreign Office ont toujours considéré la recherche soviétique de la paix comme foncièrement opportuniste et circonstancielle. En revanche, Prazmowska, même si elle reconnaît l'hostilité irrépressible de l'URSS à l'égard

---

<sup>9</sup> Pierre Broué, spécialiste du trotskysme, insiste sur le caractère conservateur du régime stalinien qui se met en place au début des années trente. Voir son *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997 et Michael J. Carley, « Down a blind-alley : anglo-french-soviet relations, 1920-1939 », *Canadian Journal of history*, XXIX, avril 1994, p.147-172.

<sup>10</sup> Louise Grace Shaw dans un ouvrage récent arrive à la même conclusion que Carley en ce qui concerne l'ensemble du personnel politique et diplomatique. Louise G. Shaw, *The British political elite and the Soviet Union 1937-1939*, Londres, Taylor & Francis, 2003.

<sup>11</sup> Duroselle, *op. cit.*

<sup>12</sup> E. Du Réau, « Enjeux stratégiques et redéploiement diplomatique français : novembre 1938, septembre 1939 », *Relations internationales*, n° 35, automne 1983, p.319-335.

<sup>13</sup> G. Niedhart, « British attitudes and policies towards the Soviet Union and international communism, 1933-1939 », Gottfried Niedhart dans « British attitudes towards the Soviet Union » dans Wolfgang J. Mommsen et Lothar Kettenacker (dir.), *The Fascist Challenge and the policy of appeasement*, Londres, éd. G.Allen & Unwin, 1983, p.286-296.

du monde capitaliste, se range parmi les historiens qui affirment le sérieux des intentions soviétiques<sup>14</sup>.

Le débat sur l'*Appeasement* a également sa place dans l'historiographie de notre sujet. L'attitude de conciliation envers l'Allemagne prônée par des dirigeants britanniques et français surgit comme l'exact opposé, le négatif d'un recours envisageable au contrepois soviétique. La première vague historienne provient des mémorialistes de l'après-guerre ; ceux-ci condamnent sans appel cette politique d'abandon qui ne pouvait barrer la route à l'appétit nazi. Pour les historiens qui font leur cette position, citons Duroselle<sup>15</sup> et Eugen Weber<sup>16</sup> dont les propos sont de considérer l'*Appeasement* comme le signe du déclin que connaîtrait la France dans les années trente. À l'opposé se situe Robert J. Young qui voit dans cette période une longue succession de crises dont l'issue ne débouchait pas nécessairement sur la défaite<sup>17</sup>. Il est rejoint dans son analyse par Martin Alexander qui étudie précisément la politique de défense nationale à travers la figure malmenée de Maurice Gamelin<sup>18</sup>. Pour cet auteur, la Défense nationale se heurte aux inerties de l'économie et des mentalités, tandis que le chef suprême des Armées jusqu'à la veille du conflit assure le réarmement du pays et la cohésion de la Grande Muette face aux institutions républicaines. Citons également les historiens qui, dans une voie médiane, ne remettent pas en cause la thèse de la décadence française ou de la pusillanimité britannique, mais affirment qu'il existait une alternative à la politique de conciliation<sup>19</sup>. Ceux-ci s'opposent aux historiens, tels John Charmley qui s'attachent à réhabiliter la

---

<sup>14</sup> Voir à ce sujet les ouvrages de Geoffrey K. Roberts, *The Soviet Union and the origins of the Second World War : russo-german relations and the road to war, 1933-1941*, New York, St Martin's Press, 1995 et de Haslam, *op. cit.*, p.1-5.

<sup>15</sup> Duroselle, *op. cit.*

<sup>16</sup> Eugen Weber, *The hollow years : France in the 1930s*, New York, 1994.

<sup>17</sup> Robert J. Young, «A. J. P. Taylor and the problem with France», dans G. Martel (dir.), *The origins of the Second World War reconsidered. A. J. P. Taylor and the historians*. Londres et New York, 1999, p.75-92.

<sup>18</sup> Martin S. Alexander, *The Republic in danger : general Maurice Gamelin and the politics of French defence, 1933-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

<sup>19</sup> Nous avons déjà cité parmi ceux-là Michael Carley. S'y ajoute notamment Donald N. Lammers, *Explaining Munich : the search for motive in British policy*, Stanford, 1996.

politique controversée des figures politiques de l'*Appeasement* comme Chamberlain<sup>20</sup>.

Cette revue historiographique montre que le terrain des recherches a été amplement labouré en tout sens et que les différentes tendances s'affrontent sur des positions tranchées. Les relations franco et anglo-soviétiques ont été l'objet de toutes les attentions. La principale originalité de notre travail ne résidera donc pas dans l'étude de ces relations mais bien dans la comparaison des analyses que font Paris et Londres de la puissance soviétique. Ce travail, à notre connaissance, n'a jamais été conduit auparavant en tant que tel.

La question principale de notre sujet est de faire apparaître les différences et les similitudes dans la perception de la puissance soviétique par Londres et par Paris. Pour y répondre, nous avons élaboré une problématique qui s'articule autour de trois des aspects qui fondent la puissance d'une nation : l'idéologique, le militaire et le stratégique.

À travers l'analyse de la puissance idéologique, nous chercherons à savoir quels regards l'Angleterre et la France portent sur le danger de subversion que représente l'URSS. Cette partie visera également à situer l'importance du Komintern dans la perception franco-anglaise de la politique étrangère de l'Union soviétique. Ce sera aussi le lieu de s'interroger sur la façon qu'ont les diplomates français et anglais de résoudre le paradoxe d'un pays en voie de normalisation qui se voue par ailleurs à l'exaltation permanente de l'appel au messianisme révolutionnaire. Autrement dit, pour les diplomates anglais et français, le bolchevisme est-il soluble dans le nationalisme soviétique ?

En ce qui concerne le volet militaire, la question est vitale, à Paris comme à Londres, pour qui veut situer correctement la force de l'hypothétique allié. L'apparition d'une armée soviétique de conscription, encadrée par des professionnels a-t-elle été perçue de façon similaire en France et en Grande-Bretagne ? Plus encore, l'instrument de combat que Moscou forge à grands renforts de dépenses budgétaires sans cesse croissantes est-il crédible pour les

---

<sup>20</sup> John Charmley, *Chamberlain and the lost peace*, Londres, Hodder and Stoughton, 1989.

observateurs de la scène diplomatique ? Il conviendra dès lors de voir dans quelle mesure les analyses de la force militaire ne sont pas invalidées par l'effroyable purge qui frappe l'Armée rouge à partir de 1937. L'analyse comparative des perceptions française et anglaise devra prendre ici toute sa force, compte tenu des attentes très différentes des deux capitales à l'égard de Moscou.

Enfin, le volet stratégique conclura notre étude. Il conduira à savoir comment les diplomates de la France et de la Grande-Bretagne comprennent les grandes orientations de la politique étrangère soviétique, mais encore la place que ces deux pays sont prêts à reconnaître à l'URSS dans le concert des nations européennes. Fort de ces deux aspects, il nous restera à préciser quelle importance occupe l'URSS dans le jeu stratégique de Paris et de Londres en vue d'éviter le conflit menaçant.

L'analyse de la puissance soviétique, telle que perçue par les chancelleries française et britannique, s'insère particulièrement bien dans le cadre chronologique des années trente. Notre étude, toutefois, commence avec l'année 1933, parce qu'elle marque un tournant dans les affaires européennes. La désignation du chancelier Hitler est le début d'une longue suite d'événements qui, chaque fois, désigneront l'URSS auprès de l'Angleterre et de la France comme un partenaire de rechange. Notre étude s'appuie sur les documents diplomatiques jusqu'en juin 1939, date à laquelle l'interrogation sur la puissance soviétique perd de son acuité dans la course contre la montre que mènent à Moscou, Paris et Londres face à Berlin.

Nous nous proposons de vérifier si, dans la définition des politiques française et anglaise envers l'URSS, les préoccupations stratégiques tant à Paris qu'à Londres, ont pesé de tout leur poids dans l'évaluation par les diplomates de la puissance soviétique comme allié potentiel, en dépit des préventions idéologiques. Nous supposons que la France et l'Angleterre ont perçu avec une acuité grandissante le caractère nationaliste de la puissance soviétique en dépit

de son message révolutionnaire affiché. Enfin, nous nous proposons de vérifier lequel des deux pays – de la France ou de l'Angleterre – s'est montré, par le truchement de ses diplomates, le plus sensible à un juste examen de la puissance soviétique émergente.

Pour mener à bien cette étude, nous nous appuyons sur des sources primaires. Le corpus des documents est constitué par les recueils de dépêches et de rapports diplomatiques qui sont envoyés depuis les ambassades française et britannique au Quai d'Orsay et au Foreign Office, ou qui en émanent<sup>21</sup>. Il est à noter que les recueils utilisés sont des compilations de documents transcrits à partir des originaux. Or, cette compilation est une sélection et les documents retenus l'ont été selon des critères qui donnent toutes les garanties d'une édition savante. Cependant, l'exploitation des sources exige de comparer les recueils disponibles pour mettre au jour les lacunes respectives. La fréquentation assidue des recueils nous a montré que la sélection offerte ne laisse inédits que les documents de valeur secondaire, de sorte que nous pouvons affirmer que notre étude repose sur un échantillon représentatif des relations entre la représentation diplomatique et la chancellerie.

La méthodologie appliquée à l'exploitation des documents a consisté, dans un premier temps, à établir une critique externe basée sur l'identification de la personne et de sa fonction hiérarchique afin de mieux évaluer le poids de son rapport ou de sa note. Il a fallu chaque fois mettre en lumière l'opinion de l'interlocuteur à propos de l'URSS quand celle-ci est bien établie. La connaissance du personnel diplomatique a été de première importance, ainsi que celle de la série plus variée des ministres chargés des affaires étrangères. Situer le document a été ensuite un critère de lecture important pour voir l'évolution des opinions des diplomates en fonction de l'actualité internationale. La lecture

---

<sup>21</sup> Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945. *Documents diplomatiques français*, 1932-1939. 1<sup>ère</sup> série, Paris, Imprimerie nationale, 1964-1984, 13 volumes. *Documents diplomatiques français*, 1932-1939. 2<sup>e</sup> série, Paris, Imprimerie nationale, 1963-..., 18 volumes; Donald Cameron Watt (ed.), *British Documents on Foreign Affairs-reports and papers from the Foreign Office confidential print. Part II, From the First to the Second World War. Series A, the Soviet Union, 1917-1939*, University Publications of America, c 1984-..., 15 volumes; E. L. Woodward and Rohan Butler (ed.), *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, Londres, H. M. Stationnery Office, 1946-..., 2<sup>nd</sup> serie, 21 volumes et 3<sup>rd</sup> series, 10 volumes.

du document a donné lieu systématiquement à une critique interne pour déterminer l'idée générale, le contenu et l'argumentation de l'auteur après quoi, chaque document, français ou britannique a été analysé pour lui-même. L'analyse finale des documents a conduit à une lecture croisée des perceptions qui ont permis de révéler les grandes lignes de notre étude selon une logique thématique.

Nous attendons de cette étude qu'elle affine l'image que la communauté historique se fait du tandem franco-britannique durant les années trente sur une question essentielle à l'élaboration d'une politique alternative au face à face avec l'Allemagne, à savoir la question de la puissance estimée de l'URSS. C'est aussi et enfin un sujet qui, dans l'histoire des relations internationales, permet de voir de l'intérieur les motivations d'un rapprochement, les malentendus qui fondent le refroidissement, les stratégies nationales élaborées face à un pays tiers – en l'occurrence l'Union soviétique – et les incompréhensions qui en résultent entre les deux pays occidentaux. En ce sens, c'est un sujet dont la résonance est aujourd'hui d'une grande actualité.

## I- Regards français et britannique sur la puissance idéologique de l'URSS

En 1933, l'Union soviétique célèbre le quinzième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Durant ce court laps de temps, ce pays a connu de profonds bouleversements internes qui ont modifié les institutions politiques et la société russe dans son ensemble. La révolution qui l'a secoué a également eu des répercussions majeures sur les relations internationales. Très tôt, la révolution bolchevique a dû affronter à l'intérieur l'opposition armée des Russes blancs et elle dut aussi sauvegarder le régime instauré, des mains de l'opposition des pays capitalistes que son message révolutionnaire avait alarmés. La croisade menée notamment par la France et l'Angleterre en soutien aux armées blanches allait durablement altérer les relations de Moscou avec Paris et Londres.

Il faut dire que la création de la Troisième Internationale en mars 1919 à Moscou donnait le ton : la révolution bolchevique devait s'étendre par-delà les frontières nationales et libérer les masses prolétariennes du monde capitaliste. Les vingt-et-une conditions d'adhésion au Komintern comportaient essentiellement un appel à la lutte des classes, à la guerre civile, à la propagande subversive dans les pays capitalistes ainsi qu'à l'agitation révolutionnaire dans leurs colonies<sup>22</sup>.

Malgré la normalisation diplomatique avec l'Angleterre d'abord, puis la France en 1924, les relations avec Moscou se déclinent sur le mode de l'affrontement idéologique. En octobre de cette année-là, la publication à Londres d'une lettre attribuée à Zinoviev - dans laquelle celui-ci appelle à l'action clandestine et au noyautage de l'armée - aide sensiblement les conservateurs à renverser le gouvernement travailliste de Ramsay Mac Donald<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> En Angleterre, par exemple, le souvenir de l'agitation subversive des années vingt formera le substrat de l'anti-soviétisme de nombreux dirigeants britanniques, comme l'a mentionné L. G Shaw : « During the 1920s ... the Comintern circulated subversive communist propaganda within Britain and India. Suspicion and fear of Communist expansion emanating from Moscow ... appeared to many to be reaffirmed by the general strike in 1926 and uprising in both China and India in 1927 » Louise Grace Shaw, *op. cit.*, p.22.

<sup>23</sup> Curtis Keeble, *Britain, the Soviet Union and Russia*, London, Macmillan Press, 2000 p. 99-101.

En juillet 1925, les communistes français lancent un « Appel contre la guerre » pour protester contre la guerre du Rif. Cette campagne de presse, qui soulève l'indignation du pays, installe pour longtemps le communiste dans l'image du traître à la solde de Moscou et plus encore Moscou comme agent virulent de la gangrène révolutionnaire. Albert Sarrault peut lancer le 22 avril 1927 son objurgation restée célèbre « *Le communisme, voilà l'ennemi !* », l'obsession du cordon sanitaire est là pour rester et surtout empoisonner le climat des relations franco et anglo-soviétiques.

Est-ce à dire que les relations avec Moscou sont condamnées à n'être décodées que selon une grille de lecture strictement idéologique de part et d'autre ? Certes non. Des hommes politiques<sup>24</sup> soucieux de rétablir les ponts avec Moscou ont dès le début des années vingt tenté de tracer la voie du réalisme. Ce choix politique de la normalisation s'élargit dans les années trente. Il s'appuie sur une modification subtile de l'image de l'URSS et notamment sur une évaluation du caractère idéologique du régime. L'État soviétique, patrie des prolétaires, peut-il devenir nationaliste ? Quels sont les véritables rapports qui unissent le Komintern au gouvernement soviétique et à l'élaboration de sa politique étrangère ? Quelle est enfin l'avenir - stabilité ou désordre prévisible – d'un régime à vocation révolutionnaire ? Ce sont-là trois des plus importantes questions que l'on se pose à Paris et à Londres pour évaluer le caractère et la puissance idéologique de l'Union soviétique dans les années trente.

### 1- L'État soviétique et le nationalisme

L'évaluation de la « dangerosité » de l'URSS, c'est-à-dire pour la France et l'Angleterre de sa capacité de projection idéologique vers l'étranger, se mesure à l'aune de deux concepts cardinaux *a priori* en contradiction complète avec les fondements du marxisme-léninisme : la construction d'un État durable et l'exaltation naissante de l'idée de nation. Une fois établie la théorie de l'État,

---

<sup>24</sup> Citons Mac Donald et Herriot dont les gouvernements ont reconnu *de jure* l'Union soviétique en 1924, le premier en janvier, le second en octobre.

puis l'observation faite *in situ* par les ambassades française et britannique, il nous faudra montrer quelles interprétations en tirent Paris et Londres.

*a- La problématique de l'État dans la construction marxiste du socialisme*

L'arrivée au pouvoir des Bolcheviques en novembre 1918 a provoqué l'irruption spectaculaire des grands concepts de l'orthodoxie marxiste dans l'Histoire. Or celle-ci prévoyait à l'avènement de l'âge communiste le lent mais sûr dépérissement de l'État. Lénine dut, dès le début de l'insurrection, infléchir la théorie communiste de l'État. Ses successeurs après sa mort en janvier 1924 durent admettre l'insertion d'un État transitoire justifié par le qualificatif de « dictature du prolétariat ». Une fois la lutte des classes achevée – et elle l'est officiellement selon la Constitution de 1936 – l'État devrait s'étioler. Or c'est à ce moment que Staline le magnifie.

« Pour lui, l'absence de lutte de classes à l'intérieur n'est pas une donnée fondamentale car la lutte des classes se déroule désormais à l'échelle mondiale, opposant l'État socialiste soviétique et les États capitalistes. Ce n'est donc pas l'évolution intérieure qui détermine l'avenir de l'État, mais la persistance de l'encerclement capitaliste qui impose le maintien et même le renforcement de l'État »<sup>25</sup>.

C'est donc un facteur exogène qui non seulement justifie mais cause à la fois un changement dogmatique aussi radical. Ce redéploiement obéit à un critère de sécurité et de défense à l'extérieur qui oblige l'État soviétique à se plier au jeu de la diplomatie.

« Tout en maintenant leur discours radical, les dirigeants soviétiques cherchent par tous les moyens à réintégrer le jeu de la diplomatie internationale et à améliorer leurs relations avec leurs voisins, entrant parfois de manière spectaculaire en contradiction avec les analyses qu'ils développent dans le champ communiste »<sup>26</sup>.

Or, c'est la conjoncture extérieure à l'URSS qui va provoquer, surtout à partir de 1934, cet infléchissement doctrinal. Moscou, alerté par l'élection du chancelier Hitler en janvier 1933, hésite une longue année avant de se faire à l'idée que les

<sup>25</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *Staline. L'ordre par la terreur*, Paris, Flammarion, 1979, p74.

<sup>26</sup> Courtois, *loc. cit.*, p10.

intentions hostiles de l'Allemagne à son égard fondent la nouvelle politique étrangère de ce pays<sup>27</sup>.

« Sur le plan extérieur, les changements survenus dans la conjoncture internationale au début des années trente plaidaient ... en faveur du maintien de l'État. Menacée par les visées expansionnistes de l'Allemagne nationale-socialiste, l'URSS ne pouvait défendre sa cohésion territoriale qu'en la rattachant à un concept généralement admis, celui de l'État et de sa souveraineté. En définissant un État spatialement stable, l'URSS sans doute se fermait le droit d'étendre l'aire révolutionnaire à d'autres pays ; mais à partir de 1930, il était clair qu'elle avait plutôt à se défendre de l'expansion allemande qu'à penser à sa propre extension territoriale »<sup>28</sup>.

Il en ressort deux remarques essentielles à notre étude. D'une part, la sensibilité de la politique soviétique à la conjoncture internationale ne pouvait qu'être remarquée en premier lieu par les milieux diplomatiques dont les émissaires sont précisément placés pour observer la scène internationale. D'autre part, ces mêmes milieux devaient rendre compte de cette apparente mise en sourdine du discours révolutionnaire qu'impliquait la normalisation des relations de l'Union soviétique avec le reste du monde.

#### *b- Un nationalisme émergent*

La constatation de l'apparition du sentiment national est conjointe aux deux ambassades de notre étude. À partir de 1933, c'est un lieu commun à l'ambassade de France que d'affirmer, comme le fait l'ambassadeur Charles Alphand en novembre, que le gouvernement soviétique agit « conformément à ses intérêts spécifiquement nationaux »<sup>29</sup>. Celui-ci, ancien chef de cabinet d'Édouard Herriot, se fait le promoteur infatigable du rapprochement franco-soviétique. Non content de constater le virage patriotique de l'URSS, il veut l'encourager dans cette voie qui l'écarte progressivement de la voie révolutionnaire et redoute :

<sup>27</sup> « On 12 December 1933 the Soviet Politburo authorised a major change in foreign policy. Henceforth collective security became the main policy pursued both by the Commissariat for Foreign Affairs and the Comintern ». Prazmowska, *op. cit.*, p.56.

<sup>28</sup> Carrère d'Encausse, *op. cit.*, p75.

<sup>29</sup> *Documents diplomatiques français* [désormais *DDF*], Paris, Imprimerie nationale, 1964-1984, 1<sup>ère</sup> série, IV, n° 401, p. 713-716, Alphand à Paul-Boncour, 6 novembre 33.

« ...certains déboires qui pourraient amener des velléités de modification dans l'orientation diplomatique de l'Union, ne serait-ce que par un désintéressement plus grand des affaires européennes et par le retour à une politique plus exclusivement communiste. Aucun État du monde n'aurait intérêt à risquer un tel allié. Nous avons tous intérêt à désinternationaliser (sic) la politique soviétique et à en intensifier le caractère gouvernemental d'État dans lequel elle est nettement engagée à l'heure actuelle »<sup>30</sup>.

Alphand affirme également avec force, dans une dépêche au ministre des Affaires étrangères Louis Barthou, l'existence d'un nationalisme et d'un impérialisme soviétique sous couvert de rhétorique marxiste<sup>31</sup>. Ce changement, selon lui, vient de Staline qui prône contre le trotskysme « l'édification du socialisme dans un seul pays ». Le sommet de cette analyse du nationalisme soviétique est constitué du côté français par la lettre de Payart, conseiller à l'ambassade de Moscou, à Pierre Laval en septembre 1935, soit quelques mois après la signature du pacte franco-soviétique en mai.

« Les dirigeants de Moscou, que l'orgueil de l'œuvre réalisée sur un territoire géographiquement délimité a rendu nationalistes et qui ne sont plus du tout disposés à sacrifier le sort de leur pays à celui d'une révolution mondiale, ne pourraient concevoir celle-ci que dans la mesure où elle serait appelée à favoriser la réalisation de leurs rêves d'impérialisme mi-politique mi-idéologique »<sup>32</sup>.

Non seulement l'horizon de la politique de Moscou se rétrécit aux normes plus connues du nouveau militantisme patriotique mais Payart avance même le divorce prévisible entre le gouvernement soviétique et le Komintern.

« L'Internationale moscovite – c'est à dessein que je ne dis pas : la III<sup>e</sup> Internationale – se meurt. J'ai déjà signalé ... la contradiction interne qui réside dans cette situation : un parti international poursuivant à l'échelle mondiale des fins révolutionnaires générales, et dont la section directrice est intégrée dans un État devenu statique, poursuivant, à une échelle géographiquement réduite à ses limites, des fins étroitement égoïstes et à certains égards conservatrices. La contradiction ne pourra se résoudre à la longue que par la dissociation de l'URSS et de la III<sup>e</sup> Internationale, dissociation qui pourra trouver son symbole dans le transfert à l'étranger, loin du contrôle de Moscou, de l'appareil du Komintern »<sup>33</sup>.

<sup>30</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VI, n° 185, p.435-437, Alphand à Barthou, 8 mai 34.

<sup>31</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VII, n° 356, p.547-549, Alphand à Barthou, septembre 34.

<sup>32</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 249, p.360-362, Payart à Laval, 26 septembre 35.

<sup>33</sup> *ibidem*

Cette lecture hardie de Payart montre au passage la perméabilité de l'ambassade française à la thèse même que Litvinov assène aux ambassadeurs occidentaux : le Komintern serait une gêne pour la diplomatie moscovite dont le gouvernement se passerait à la première occasion<sup>34</sup>.

Du côté britannique, Lord Chilston, ambassadeur à Moscou à partir de 1933, fait lui aussi le constat du nationalisme dans une analyse de la politique étrangère soviétique en décembre 1933. « It is interesting to observe how the general policy of the Soviet rulers appears now to be turning towards nationalism, almost as great a nationalism as in tsarist days, rather than to internationalism »<sup>35</sup>. Le prédécesseur de Chilston au poste d'ambassadeur, Strang, se faisait, lui, plus circonspect en juin en notant malgré tout le virage de la politique soviétique vers le camp anti-révisionniste<sup>36</sup> défendu par la France. Plutôt que de mettre l'accent sur la nation, l'orientation soviétique aurait pour objet principal de sauvegarder la Révolution. Pour ce faire, sa nouvelle politique de paix viserait à sauvegarder Moscou en évitant à tout prix l'éclatement d'un conflit trop menaçant pour la survie du régime. Strang montre cependant les limites de son analyse en restant à cette date attaché à la conception traditionnelle de la politique du Narkomindel<sup>37</sup> basée depuis Lénine sur l'antagonisme des pays capitalistes, seulement tempérée par une récente frénésie de pactes de non-agression<sup>38</sup>. En octobre, c'est-à-dire après l'admission de

<sup>34</sup> Litvinov le disait aussi bien aux Français qu'aux Britanniques. Hugh D. Philipps rapporte dans *Between the revolution and the West : a political biography of Maxim M. Litvinov*, Boulder, Westview Press, 1992, p.107 : « Discussing the British Communist Party with Ovey in December 1929, Litvinov grimly suggested that London deal with its Communists as the Soviet authorities handled its domestic troublemakers, stating, "You can hang them or burn them alive if you catch them". During a discussion with Ovey in February 1930, Litvinov lost his composure. He called the Comintern hopeless and added: "Why don't you take the thing? You are a free country. We don't want it here. Do arrange for it to hold its sessions in London »

<sup>35</sup> *British Documents on Foreign Affairs, reports and papers from the Foreign Office confidential print. Part II, From the First to the Second World War. Series A, the Soviet Union, 1917-1939*, Donald Cameron Watt (dir.), University Publications of America, c1984-1992, [désormais *DFA*], 11, n° 246, p.360-361, Chilston à Simon, 18 décembre 1933.

<sup>36</sup> Les tenants de la révision du traité de Versailles (1919), comme l'Allemagne, mettaient de l'avant les conditions exorbitantes de l'armistice pour récupérer une partie des concessions faites lors du traité (réparations, responsabilité, territoires) tandis que les anti-révisionnistes comme la France, voulaient une stricte et sévère application du traité.

<sup>37</sup> Commissariat du peuple aux Affaires étrangères à la tête duquel se trouve Maxim Litvinov de 1930 à mai 1939.

<sup>38</sup> *DFA*, Series A, 11, n° 107, p.136-140, Strang à Simon, 4 juin 1933.

l'URSS à la Société des Nations, le constat se fait plus définitif. Charles, conseiller de Chilston à Moscou note l'encouragement délibéré du patriotisme soviétique par les autorités.

« The reference to 'our great fatherland' are further proof of the patriotic movement which has been energetically fostered by the Communist party since the spring of this year ... The influence of the new nationalism can be traced in the changes which have taken place in Russian foreign policy. Mention of world revolution and of solidarity of the world proletariat is no longer so frequent, and the spread of disorder in foreign lands seems now to be regarded rather as a means of protecting the fatherland than as an ideological aim in itself »<sup>39</sup>.

### *c- Les deux modalités d'interprétation du nationalisme soviétique*

Nous avons constaté que Londres et Paris voient également la montée du nationalisme en Union soviétique. Nous pourrions nous attendre à ce que cette analyse concordante débouche sur une conclusion convergente de la part des deux ambassades. Or, il n'en est rien car les arrière-pensées sont différentes et obéissent à une nécessité pratique qui n'a rien à voir avec l'objectivité des faits rapportés.

La ligne de partage entre les deux pays réside dans leur capacité à définir l'URSS comme un pays normal. À cet égard, le nationalisme soviétique est pour la France un facteur normalisant. L'émergence du sentiment national rassure car il réintègre l'URSS dans une grille de lecture familière aux pays occidentaux. Il rend – enfin – le pays des Soviets intelligible. Or cette demande de rationalité remonte en France aux années vingt. Comme l'a affirmé Sophie Coeuré, « le bolchevisme apparaît à beaucoup un héritage anti-occidental et messianique des ambitions des nationalistes et des slavophiles »<sup>40</sup>. En revanche,

« à partir d'une même recherche de la continuité, que l'on peut largement interpréter, pour les radicaux par exemple, comme une incapacité à penser l'après-guerre autrement que par des catégories anciennes, le fait que l'URSS prenne en quelque sorte le relais national et territorial de l'Empire des tsars semble inscrire l'établissement de relations franco-soviétiques dans une logique historique »<sup>41</sup>.

<sup>39</sup> DFA, Series A, 12, n° 177, p.214-215, Charles à Simon, 5 octobre 1934.

<sup>40</sup> Sophie Coeuré. *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999, p.109.

<sup>41</sup> *Ibidem*.

Le nationalisme raccroche le pays de la révolution bolchevique au pays d'avant la révolution et assure la continuité historique. D'ailleurs le mouvement patriotique encouragé par les autorités après 1934 remet au goût du jour les grands héros de la Russie et se réapproprie la littérature classique. « La réhabilitation de l'histoire russe est en effet un aspect fondamental de cette résurrection du principe national »<sup>42</sup>.

Ce désir français de normalisation<sup>43</sup> va jusqu'à l'extension de l'analyse aux critères de la raison d'État et de l'État de droit. Pour Robert Coulondre, qui remplace Charles Alphan en novembre 1936 à l'ambassade de France, le sentiment national est révélateur pour lui de la primauté de l'État. « En somme, ce qu'a voulu montrer M. Litvinov en parlant de 'bons patriotes', c'est qu'il plaçait, dans ses rapports avec l'Occident, les considérations de raison d'État au-dessus des considérations idéologiques »<sup>44</sup>. Par ailleurs, Coulondre en avril 1937 revient sur la Constitution de l'URSS promulguée en décembre peu après son entrée en fonctions.

« ...Il apparaît bien que, soucieux de normalisation, les pouvoirs publics soviétiques cherchent actuellement à substituer dans les relations entre la puissance publique et les individus la notion de 'droits garantis' à la notion de 'lutte' qui, reposant sur le rapport des forces et l'opportunisme, ne pouvait trouver son expression que dans l'arbitraire »<sup>45</sup>.

<sup>42</sup> Carrère d'Encausse, *op. cit.*, p.78.

<sup>43</sup> Cette préoccupation de voir l'URSS peu à peu devenir un pays « normal » s'accordait avec le souci des Soviétiques de s'intégrer au concert des nations via la participation aux conférences et aux institutions internationales. Voir Sabine Dullin, « Les diplomates soviétiques à la Société des Nations », *Relations internationales*, n° 75, automne 1993, p.329-343. « La stratégie adoptée par l'URSS, une fois entrée à la SDN, semble bien poursuivre ce même objectif d'intégration à la société internationale. Il s'agit en effet, pour les représentants soviétiques, d'obtenir la reconnaissance de leurs « pairs », et d'intégrer l'Union soviétique à l'organisation de la sécurité collective orchestrée par les grandes puissances ».

<sup>44</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, IV, n° 60, p.81-82, Coulondre à Delbos, 28 novembre 1936. Nous ne résisterons pas à la tentation de citer, dans la même dépêche, le savoureux appel que lance le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères qui amène la conclusion de Coulondre que nous venons de mentionner : « Ce qu'il nous faut en France, dans l'intérêt de bonnes relations franco-soviétiques, ce sont de bons patriotes; ... de même, ce qu'il nous faut en Angleterre, ce sont des impérialistes, de bons impérialistes britanniques ».

<sup>45</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, V, n° 301, p.484-488, Payart à Delbos, 17 avril 1937.

Plus loin, il cite le procureur général Vychinsky<sup>46</sup> « interprète autorisé de la pensée de Staline » dont les conclusions sont nettes : « exaltation de l'État, exaltation du droit garanti par l'État » en contradiction flagrante avec « la doctrine du dépérissement de l'État que l'on relève cependant chez Engels ».

L'ambassade britannique a le même souci de lire avec clarté la société et surtout la politique soviétique. La constatation maintes fois réitérée de l'esprit asiatique des Russes revient comme une antienne. Ce caractère prétendument asiatique sert autant à qualifier la diplomatie soviétique de tortueuse, lente et raffinée qu'à justifier la difficulté de comprendre le pays en se réfugiant derrière l'opacité d'une culture continentale qui a surtout le défaut de ne pas être européenne, donc intelligible et civilisée. Citons par exemple Vereker qui en mai 1938 analyse la puissance militaire soviétique et nuance la portée de son diagnostic: « We must not however forget that Russians were Asiatics more now than at any period since the time of Peter the Great and that with the present Byzantine régime in the Kremlin anything might happen »<sup>47</sup>. L'observation du sentiment national dans ces conditions aide-t-elle l'Angleterre dans son évaluation globale de l'URSS ?

Cette constatation pour les Britanniques met surtout en relief le double langage, idéologique d'un côté, nationaliste de l'autre, et par là-même le manque de fiabilité des intentions soviétiques. En somme, la « nationalisation » de l'État soviétique, dûment et maintes fois constatée, révèle le cynisme des autorités moscovite plus qu'elle ne rassure.

La constatation de ce cynisme est particulièrement éclairante à l'occasion du premier procès de Moscou qui s'ouvre en août 1936. Là où le conseiller Payart voit dans ce procès « une crise d'adaptation, issue elle-même de l'évolution à laquelle on assiste actuellement des concepts de base du régime

---

<sup>46</sup> Il n'est pas indifférent de constater que c'est Vichynsky en tant que procureur général de l'URSS qui conduit les procès de Moscou commencés l'été précédent. Cette position médiatique et son maintien durant les procès qui s'échelonnent jusqu'en mars 1938 montre en effet toute la confiance qu'il jouit auprès de l'autorité suprême.

<sup>47</sup> *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, [désormais *DBFP*], E.L. Woodward et Rohan Butler (dir.), Londres, H.M. Stationery Office, 1946-..., 3<sup>rd</sup> Series, 1938-1939, 1, n° 222, p.303-307, Vereker à Halifax, 16 mai 1938.

soviétique »<sup>48</sup> mais aussi une affirmation stalinienne du nationalisme contre les radicaux de l'opposition, doctrinaires essentiellement d'origine non-russe, les diplomates britanniques sans doute échaudés par le procès de Metro-Vickers<sup>49</sup> n'y voient qu'un motif de plus pour stigmatiser l'État soviétique et le classer au rang des curiosités barbares : « Whatever the motive, the fact of the trial is profoundly discouraging to those who had begun to hope that the USSR might be in process of settling down to the life of a normal and orderly state »<sup>50</sup>.

Le nationalisme est aussi perçu comme un facteur de danger dans un contexte de montée des périls et de course aux armements. Chilston note en janvier 1936 à l'occasion du budget soviétique qui fait une large place aux dépenses militaires que les dispositions du peuple semblent pacifiques. « But there can be no doubt that Russian nationalist is gradually coming back into its own, and this presents certain dangers »<sup>51</sup>. Constatons au passage que le sentiment national soviétique fait peur aux Britanniques au même titre que l'impératif idéologique qui lui est théoriquement opposé comme si, de toutes façons, Moscou n'avait pas l'heur de susciter le moindre désir de rapprochement avec Londres. La vague de xénophobie et de lutte au cosmopolitisme qui s'abat sur le pays à partir de l'ouverture des procès constitue le point de convergence entre l'obsession obsidionale de l'URSS et l'exaltation de la nouvelle patrie soviétique. Londres y est sensible et y voit des raisons de ne pas se rapprocher de Moscou tandis que Paris s'attache à y voir les indices qui neutralisent le danger d'un tel rapprochement.

---

<sup>48</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, III, n° 310, p.462-464, Payart à Delbos, 2 octobre 1936.

<sup>49</sup> Le procès en question mettait en cause des ressortissants britanniques travaillant pour la firme Metro-Vickers à Moscou accusés d'espionnage industriel. Ce procès commença en avril 1933 et empoisonna les relations anglo-soviétiques. Pour avoir une vue d'ensemble de l'affaire, on se reportera à G. L. Owen « *The Metro-Vickers crisis : Anglo-soviet relations between trade agreements, 1932-1934* », *Slavonic and East European Review*, 1971, 49 (114), p.92-112 ainsi que Donald N. Lammers, « *The engineers'trial (Moscow 1933) and Anglo-Soviet relations* », *South Atlantic Quaterly*, 1963, 62 (2), p.256-267.

<sup>50</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> Series, 17, n° 130, p.164, Chilston à Foreign Office, 10 août 1936.

<sup>51</sup> DFA, Series A, 13, n° 128, p.125-127, Chilston à Eden, 25 janvier 1936.

## 2- L'instrumentalisation du Komintern

Le repoussoir d'un rapprochement avec l'Union soviétique est certainement constitué par l'organisme qui a la charge de promouvoir et de répandre le message révolutionnaire. À cet égard, les prises de positions contrastées du Komintern en matière internationale sont déjà un élément de séduction ou de provocation possible pour Paris et pour Londres. Pour mieux cerner ces relations, nous nous attacherons également à définir précisément en quoi peut résider l'utilité de l'IC pour la politique étrangère moscovite. Enfin, les observateurs français et britanniques tâchent dans leurs dépêches de donner une image plus juste de la place de l'idéologie dans la définition de cette même politique.

### *a- La dynamique de l'Internationale communiste par rapport au gouvernement soviétique*

#### i- Un lien de subordination

Nous devons constater une deuxième fois que les points de vue français et britannique partent de prémisses identiques. La relation entre le Komintern et le gouvernement soviétique est un lien de dépendance<sup>52</sup>. Dès le mois de juin 1933, Payart note le basculement de l'URSS dans le camp anti-révisioniste, rejoignant en cela même les orientations de la Société des Nations fondée sur et par le Traité de Versailles. Il souligne l'alignement du Komintern sur la politique étrangère soviétique tout en reconnaissant que la docilité de l'IC ne l'empêche pas d'exprimer des vues parfois divergentes avec les organismes de l'Union

---

<sup>52</sup> "After the civil war the Comintern failed to assert itself and remained subordinate to Soviet foreign policy. From the outset the Comintern did not enjoy organisational independence. The Soviet Union provided finance for Communist Parties in other countries... During the following years the Comintern came to mirror all the ambiguities which characterised internal ideological conflicts in the Soviet Union". Anita J. Prazmowska, *op. cit.*, p.53. Voir Burrin, *loc. cit.*, p.33. « L'étude contredit l'hypothèse d'une quelconque autonomie des instances concernés; l'IC, et conséquemment, le PCF, changèrent de ligne dans la mesure même où la diplomatie soviétique progressait vers les objectifs fixés par Staline ».

soviétique<sup>53</sup>. Plus tard en novembre, Alphan se faisant plus précis à l'occasion de la normalisation des relations entre l'URSS et les USA, oppose à la vue simpliste de l'identité entre gouvernement soviétique et Komintern une analyse plus subtile.

« La thèse du département d'État ne manque pas de présenter de grandes apparences de fondement et cependant elle n'est pas – ou plutôt n'est plus – complètement exacte. De moins en moins, ainsi que l'ambassade l'a exposé à diverses reprises, les tendances du gouvernement soviétique en tant que tel peuvent être considérées comme se confondant absolument avec celles de l'Internationale en tant que telle. Par fonction et par vitesse acquise, la III<sup>e</sup> Internationale paraît le plus souvent en flèche par rapport au gouvernement soviétique et lorsque ce dernier exerce une influence sur ses décisions, il agit alors conformément à ses intérêts spécifiquement nationaux tels qu'il les envisage actuellement »<sup>54</sup>.

Peu après, l'ambassadeur se fait plus incisif encore et affirme contre l'État-Major des Armées et le Comité des forges qu'il juge dogmatiques et hostiles à l'URSS, non seulement l'indépendance naissante de la politique soviétique mais encore la subordination de l'IC à ses orientations: « ... je suis de plus en plus convaincu que la III<sup>e</sup> Internationale est, au même titre que l'Armée rouge, un moyen d'action extérieur entre les mains des Soviets... »<sup>55</sup>. Plus tard lors de l'entrée de l'URSS à la SDN, Alphan ne voit plus dans la doctrine du Parti communiste qu'un « instrument » qui « sait à la longue s'assouplir aux convenances spécifiquement russes du gouvernement de l'URSS »<sup>56</sup>.

De son côté, l'Angleterre observe attentivement les activités du Komintern et proteste régulièrement auprès des autorités soviétiques contre la propagande subversive de celle-ci. Ainsi, la déclaration de Staline<sup>57</sup> lors de la

<sup>53</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, III, n° 352, p.630-636, Payart à Paul-Boncour, 2 juin 33. L'IC ne se montre pas toujours des plus dociles. Stéphane Courtois parle de la « prégnance idéologique » du congrès de 1928 pour expliquer les grincements de dents lors de l'année 1934 marquée par l'adoption de la politique de Front commun. Stéphane Courtois, « Le système communiste international... », p.18.

<sup>54</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, IV, n° 401, p.713-716, Alphan à Paul-Boncour, 6 novembre 1933.

<sup>55</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, V, n° 158, p.312-313, Alphan à Paul-Boncour, 20 décembre 1933.

<sup>56</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VII, n° 285, p.422-423, Alphan à Barthou, 10 septembre 1934.

<sup>57</sup> On se rappellera que Staline déclara sur la demande de Pierre Laval que la France avait le droit de se défendre et de se doter d'une armée efficace. La déclaration visait surtout à calmer l'agitation communiste en France. Voir à ce sujet le résumé de Pierre Laval dans DDF, 1<sup>ère</sup> série, X, n° 388, p.57-59, Laval au Ministère des Affaires étrangères, 16 mai 1935.

signature du pacte franco-soviétique en mai 1935 est-elle l'occasion de prouver à ses yeux la collusion de l'IC avec le gouvernement soviétique.

« From the point of view of the outside observer this passage is chiefly of interest as constituting a scarcely veiled admission of the control exercised over the Comintern by the Soviet Government – or at least by the All-Union Communist Party. The Soviet Government will in any case henceforth find it considerably more difficult to deny the existence of any such control »<sup>58</sup>.

Un an plus tard, on voit apparaître du côté britannique le thème de l'IC comme instrument aux mains de Moscou lorsque MacKillop écrit à Anthony Eden, alors ministre des Affaires étrangères britanniques : « ... though the professional prophets of world revolution do not of course admit in terms their subserviency to Soviet policy, there seems to be little doubt that the Comintern is on this most important of all issues the servant, not the master, of the Soviet Government »<sup>59</sup>.

Au fur et à mesure que la décennie s'écoule, l'hypothèse de départ s'affermir. Ainsi, Vereker réagit à un manifeste anti-britannique de la part du comité exécutif du Komintern en mai 1938. « Never has it been so clear that the Communist International is merely a tool, used by the rulers of the Soviet Union as a means of furthering the purely national and selfish aims of Soviet foreign policy »<sup>60</sup>. Il est clair qu'à cette date l'affirmation est un lieu commun pour la diplomatie britannique et ne fait plus l'objet d'une quelconque préoccupation ultérieure.

## ii- L'utilité de l'IC pour le régime soviétique

Si donc les diplomates finissent par voir dans le Komintern un instrument au service de la politique soviétique, quelle est alors l'utilité recherchée par le gouvernement de Moscou? À cette question, les Britanniques et les Français apportent la même réponse et elle tient en deux volets. La première utilité est d'ordre intérieur. Le régime, obsédé par sa propre perpétuation au milieu des intrigues bolcheviques à la fin des années vingt, puis de la stalinisation

<sup>58</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 305, p.408-411, Charles à Simon, 21 mai 1935.

<sup>59</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 171, p.248-251, MacKillop à Eden, 5 mai 1936.

<sup>60</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 266, p.352-353, Vereker à Halifax, 2 mai 1938.

rampante des années trente, a besoin avant tout de renforcer sa mainmise sur le pouvoir. Comme l'indique Lord Chilston au secrétaire au Foreign Office John Simon en décembre 1933,

« in spite of the continued activities of the Comintern in world propaganda, which I imagine to be largely considered necessary for home consumption, one may now conjecture that any serious thought of producing world revolution has given place since Trotsky left the scene, to that of complete consolidation of communistic rule in this empire »<sup>61</sup>.

Payart fait le même constat en creux lorsque l'URSS se place en retrait sur la question des sanctions à la SDN lors de la campagne italienne en Éthiopie. « Sous le couvert du mot d'ordre 'défense de la paix européenne', le gouvernement soviétique semble ainsi devoir pratiquer une politique réaliste déviant nettement de la ligne tracée par M. Ercoli au cours du congrès du Komintern »<sup>62</sup>. Or, celui-ci, rapporteur au VII<sup>e</sup> (et dernier) congrès de la III<sup>e</sup> Internationale à Moscou, prenait position contre le colonialisme, pour les Abyssins opprimés par l'impérialisme mussolinien. Il devient clair que le discours d'Ercoli vise avant tout la "consommation intérieure" pour reprendre l'expression de Chilston. La rhétorique révolutionnaire est là pour sauver les apparences et, en l'occurrence, diverge totalement des buts poursuivis par le régime à l'étranger, soit d'éviter à tout prix l'éclatement d'hostilités réputées fatales pour le régime.

Examinons maintenant ce que dit Coulondre en mars 1937. Cette année est particulièrement marquée par les efforts d'Hitler pour former un front anti-Komintern qui aboutira d'ailleurs en novembre à grouper l'Allemagne, l'Italie et le Japon dans un pacte expressément dirigé contre le communisme international et l'URSS. Ce document a l'avantage de montrer les deux aspects utiles de l'IC. En premier lieu, le Komintern sert d'exutoire pour les révolutionnaires qui n'ont pas compris que la Révolution était close. Il montre, d'autre part, la seconde utilité de l'institution révolutionnaire, à savoir l'utilisation du Komintern comme moyen de pression aux mains du

<sup>61</sup> *DFA*, Series A, 11, n° 246, p.360-361, Chilston à Simon, 18 décembre 1933.

<sup>62</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 112, p.154-155, Payart à Laval, 4 septembre 1935.

gouvernement soviétique pour arriver à ses fins. Par exemple en matière de défense, elle sert de menace à un éventuel adversaire - lire l'Allemagne. « Ainsi on arrive à la conclusion en apparence paradoxale que c'est Hitler lui-même qui assure la solidarité du gouvernement de l'URSS avec le Komintern ». Cependant,

« Les efforts du gouvernement soviétique pour garder la direction du mouvement révolutionnaire à l'étranger pourront par moments encore donner le change, mais le Komintern, s'il demeure l'organe de Moscou, doit se vider peu à peu de sa substance communiste. Il importe de suivre attentivement cette évolution, car le jour où elle sera résolue, l'élément essentiel de la polémique germano-soviétique aura disparue »<sup>63</sup>.

Par ailleurs, l'agitation révolutionnaire n'est pas seulement utile pour faire pression sur les ennemis potentiels mais aussi pour tenter d'influer sur les alliés comme la France ou l'Angleterre. En mai 1938, c'est ce que constate Vereker alors que l'opinion publique anglaise se tourne progressivement vers une alliance avec Moscou devant les intentions qui se précisent de l'Allemagne hitlérienne.

« ... The workers of the world ... are invited to employ every method, such as strikes, sabotage and political demonstrations, not for revolutionary purposes, but in order to force their bourgeois governments to bring their respective national policies into line with the national policy of the Soviet government »<sup>64</sup>.

On notera également du côté français cette remarque de Coulondre à propos du revirement idéologique soviétique peu après le pacte anti-Komintern. Si la proximité du gouvernement avec l'IC n'est pas nouvelle, elle est maintenant publique afin de rassurer les masses étrangères, mais aussi - et c'est là notre propos - afin de donner un avertissement « aux gouvernement dont il attend l'appui »<sup>65</sup>.

Cette alternance entre l'action idéologique qui dit bien son nom et le pragmatisme de dirigeants soviétiques qui sont revenus de leurs ardeurs révolutionnaires a bien de quoi dérouter la diplomatie occidentale.

<sup>63</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, V, n° 156, p.249-252, Coulondre à Delbos, 23 mars 1937.

<sup>64</sup> DFA, Series A, 14, n° 266, p.352-353, Vereker à Halifax, 2 mai 1938.

<sup>65</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VII, n° 290, p.550-552, Coulondre à Delbos, 29 novembre 1937.

### iii- Le jeu de bascule entre l'idéologie et le réalisme

La décennie qui est l'objet de notre étude voit la politique étrangère de l'URSS s'engager dans la voie du pragmatisme - sous couvert de justifications à caractère idéologique - dès 1933 lorsque Moscou bascule dans le camp du *statu quo* versaillais. C'est alors l'heure de la sécurité collective dont le thuriféraire sera jusqu'en mai 1939 Maxim Litvinov. Nouveau et surprenant héraut de la Société des Nations, naguère vouée aux gémonies, Moscou poursuit la voie de l'apaisement lors de l'examen de la question de l'imposition de sanctions contre l'Italie enferrée dans la question éthiopienne. Puis viennent deux moments qui marquent le retour de la politique étrangère moscovite vers l'idéologique : la guerre d'Espagne qui éclate en juillet 1936 et l'affaiblissement notable de la France et de l'Angleterre au long de l'année 1938 face à l'agression programmée de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie.

Dans le premier cas, les documents diplomatiques ne sont guère diserts. Les dépêches consultées insistent sur l'implication de l'URSS dans le comité de non-intervention, dit comité de Londres. La question était d'éviter à tout prix un soutien aux adversaires nationalistes et républicains pour ne pas embraser le continent. Or la neutralité affichée, si elle fut relativement bien respectée par Londres et Paris, fut rapidement bafouée sous couvert de protestations indignées tant par l'Allemagne et l'Italie d'un côté que par l'Union soviétique de l'autre. Pourtant, ce n'était pas l'intérêt de Moscou d'attiser la révolution dans l'Espagne du *Frente popular*. Chilston le note dès le mois d'août. Moscou ne veut pas d'un gouvernement communiste en Espagne car le véritable danger réside dans un possible affaiblissement de l'allié français. « ... Spain and the world revolution can wait; meanwhile any danger to France is a danger to the Soviet Union »<sup>66</sup>.

Robert Vansittart, sous-secrétaire permanent au Foreign Office, pourtant réputé favorable à un rapprochement avec l'Union soviétique juge sévèrement la politique de louvoiement de Moscou en Espagne pris entre ses exigences dogmatiques et la réalité géostratégique. « ... The Soviet government, which

---

<sup>66</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> Series, 17, n° 78, p.83-85, Chilston au Foreign Office, 10 août 36.

seems lately bereft of statesmanship or even card-sense, is largely responsible for making Spain the scene and cause of the bloodiest form of that very ideological struggle that we are seeking to prevent »<sup>67</sup>. À l'inverse, Coulondre se montre nettement plus compréhensif à l'égard de Moscou. Les échecs de la politique de sécurité collective et l'intervention allemande et italienne en Espagne ont mis à mal cette position et forcé la retraite de Moscou sur une position idéologique. Coulondre, malgré tout, « doute qu'en Occident, et notamment en Angleterre, on ait suffisamment apprécié le réalisme courageux dont eurent alors à faire preuve les avocats russes d'une neutralité officielle où d'aucuns voyaient une trahison à l'idéal »<sup>68</sup>. En réalité, la lecture idéologique de l'intervention soviétique en Espagne est beaucoup plus le fait de ceux qui ont donné crédit aux déchirements internes à l'Union soviétique. L'opposition, ou plutôt ce qui en restait, a pris l'Espagne comme terrain de contestation de la légitimité révolutionnaire d'une URSS de plus en plus perçue comme une puissance normalisée<sup>69</sup>.

L'autre moment fort de cette alternance entre une politique réaliste au grand jour et une politique aussi pragmatique mais fardée d'un maquillage idéologique obligée est l'année 1938, marquée par la menace rampante puis effective contre la Tchécoslovaquie. En mars, les relations franco-soviétiques languissent sans que le pacte ratifié en février 1936 ait été suivi de pourparlers d'États-majors qui eussent pu donner à l'accord tout son poids dans les relations stratégiques européennes. Au milieu des reproches mutuels qui émaillent désormais le quotidien des relations entre la France et l'URSS, Coulondre

---

<sup>67</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> Series, XVII, Appendice II, p.779-780, Memorandum by R. Vansittart The world situation and British Rearmament, 31 décembre 1936.

<sup>68</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, X, n° 197, p.359-361, Coulondre à Bonnet, 12 juillet 1938.

<sup>69</sup> Le journal de Dimitrov – secrétaire général de l'IC depuis 1935 - aujourd'hui partiellement publié montre la préoccupation uniquement stratégique de l'URSS en Espagne, comme l'ont montré A. Elorza et M. Bizcarrondo dans « La Komintern y España » in *Las brigadas internacionales. El contexto internacional, los medios de propaganda, literatura y memorias* M. Requena Gallego et R. Ma Sepúlveda Losa (dir.) ed Universidad de Castilla-La Mancha, Cuenca 2002. « Les notes de Dimitrov sur les prises de position de Staline durant la guerre d'Espagne donnent créance à la priorité accordée aux intérêts de l'URSS. Contrairement à l'interprétation trotskiste traditionnelle, si souvent exposée, Staline ne s'inquiétait pas de la véritable révolution socialiste qui avait lieu en Espagne mais choisissait encore une fois d'agir avec prudence de sorte que les puissances capitalistes ne réagissent en isolant l'URSS et en se rapprochant de Hitler ».

déplore que la France ne soit pas épargnée par les durs jugements que porte l'Union soviétique sur les pays capitalistes. Il conclut, philosophe, qu'il voit dans cette attitude « le jeu de bascule qui fait actuellement incliner pour des fins nationales, la politique soviétique vers l'action idéologique »<sup>70</sup>.

Ce virage idéologique est plus accentué encore après le dénouement peu glorieux des accords de Munich où la faiblesse de l'Angleterre et de la France commence à jeter l'alarme dans l'esprit des Russes. Devant le désarroi de Moscou face à la neutralisation de la Tchécoslovaquie, Payart pronostique un retour soviétique vers ses racines bolcheviques. Il note, en effet, « que d'une manière générale, tous les déboires éprouvés par l'URSS en matière de sécurité collective ont eu dans le passé pour corollaire une reprise de l'agitation révolutionnaire en vue soit de faire pression sur les gouvernements étrangers, soit de détourner vers l'ouest le danger de guerre »<sup>71</sup>. Le même jour, Chilston télégraphie à Halifax à la suite du vingtième anniversaire de la Révolution d'Octobre, ponctué de discours politiques marqués de radicalisme révolutionnaire :

« The upshot of all this seems to be that some further justification has now been found for continuing the policy of internal oppression and maintaining the state of tension existing in this country, that the Soviet armed forces will continue to be strengthened and, finally, that there may be an increase in Communist propaganda in foreign countries in favour of a common anti-Fascist front »<sup>72</sup>.

Comme nous venons de le voir, les milieux diplomatiques de la France et de l'Angleterre à Moscou se montrent également sensibles aux variations de tonalité de la partition idéologique jouée par les Soviétiques devant la galerie. Il reste à savoir si la réception du discours révolutionnaire provoque la même résonance dans les deux chancelleries, si la gestuelle subversive moscovite est perçue comme un spectacle *son et lumière* ou comme l'annonce du « Grand soir » tant redouté.

<sup>70</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VIII, n° 419, p.772-774, Coulondre à Delbos, 13 mars 1938.

<sup>71</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XII, n° 310, p.573-576, Payart à Bonnet, 15 novembre 1938.

<sup>72</sup> DFA, Series A, 14, n° 314, p.424-428, Chilston à Halifax, 15 novembre 1938.

*b- L'idéologie marxiste de l'URSS représente-t-elle encore un danger ?*

i- Des préoccupations différentes

C'est bien entendu la propagande et l'agitation subversive à l'étranger qui exprime le mieux l'idée effective de danger idéologique aux yeux des diplomates en poste<sup>73</sup>. À cet égard, les préoccupations françaises et britanniques partent de la même hypothèse de travail. Tant le protocole de reprise des relations diplomatiques anglo-soviétique en décembre 1929 que le pacte de non-agression franco-soviétique en novembre 1932 stipulent précisément l'interdiction de l'action de propagande ou de l'action subversive de la part de Moscou.

En partant de ce principe, les deux capitales élaborent cependant des préoccupations sensiblement différentes. En France, c'est le territoire national qui fait l'objet de tous les soins. Nous avons déjà évoqué l'entrevue Laval-Staline où la seule demande précise du ministre français des Affaires étrangères est d'obtenir de Staline l'arrêt de l'action communiste en France, en particulier dans le domaine de la défense où les communistes français ont la réputation bien établie de travailler activement au noyautage de la Grande Muette<sup>74</sup>. L'Angleterre, elle, est davantage préoccupée par la sécurité de ses colonies sans doute parce que le poids du Parti communiste de la Grande-Bretagne (CPGB) est plus que négligeable dans le pays<sup>75</sup>. Coulondre résume ainsi le contentieux lancinant qui grève les relations anglo-soviétiques :

---

<sup>73</sup> Les virages effectués par la politique soviétique laissaient planer le doute sur ses intentions. Voir Gottfried Niedhart *loc. cit.*, p.286-296. « Irrespective of the current aims of Soviet policy, which in the 1930s were scarcely occupied with world revolution, having veered round instead to the tactic of the Popular Front, Moscow continued to be regarded as the warehouse of revolutionary ideas and the USSR as the 'merchant of dangerous thoughts', as Vansittart put it in the context of the Spanish Civil War ».

<sup>74</sup> George Vidal, « L'armée française face au problème de la subversion communiste au début des années 30 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 204, décembre 2001, p.41-65.

<sup>75</sup> Voir à ce propos Gottfried Niedhart, *loc. cit.*, p.288. « It can in general said that no member of the British government regarded the activities of Soviet Russia or of the Communists as a whole as a direct threat to the liberal order in Great Britain... Immunisation of the political and social system in Britain itself was not in fact the most pressing problem. It was otherwise with respect to Communist propaganda and activity in regions where there was fear of encroachment on

« ... par une sorte d'équivoque qui pèse étrangement sur la politique européenne, la défiance des Soviétiques à l'endroit des intentions anglaises les incite à une politique de division internationale qui provoque à son tour la défiance britannique. Celle-ci trouve au demeurant un autre aliment important de l'action du Komintern aux colonies, notamment aux Indes »<sup>76</sup>.

C'est d'ailleurs l'un des sujets irritants que mentionne Eden dans le panorama des relations anglo-soviétiques qu'il dresse à l'issue de sa visite officielle à Moscou<sup>77</sup>.

Notons maintenant qu'une fois posées les préoccupations sensiblement différentes de la France et de l'Angleterre, les attitudes sont également marquées d'une manière différente. Les protestations britanniques sont nombreuses et régulières; elles s'attaquent à l'hostilité de la presse soviétique ou aux attaques virulentes des discours anti-impérialistes de l'IC. La protestation du ministre John Simon le 4 avril 34 en fournit un exemple. Il y déplore que l'effet de telles attaques soit d'empêcher de bonnes relations pourtant souhaitées par Moscou entre les deux pays<sup>78</sup>. À la fin de la même année, Vansittart vitupère contre l'ingérence répétée de la part de Moscou « It [is] really time that any interference by the Comintern in our domestic affairs should cease. I personally [have] an unimpeachable knowledge that such interference [is] going on ». Mais Vansittart conclut que ce jeu-là n'en vaut pas la chandelle<sup>79</sup>. Pourtant c'est un irritant tel que les diplomates affectent le plus grand scepticisme à l'occasion des protestations de bonne foi de leurs vis-à-vis. Lord Chilston écrit à l'occasion du congrès de l'IC : « The proceedings of the congress demonstrate convincingly that while the Soviet government and M. Stalin himself are prepared at any time to give the most specific and binding anti-propaganda pledges, they will always do so with the full attention of breaking them at once and continuously »<sup>80</sup>.

---

British interests along the Empire's lines of communication or in the colonial territories themselves".

<sup>76</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 347, p.740-744, Coulondre à Bonnet, 15 mai 38.

<sup>77</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 272, p.346-360, Records of anglo-soviet conversations held at the People's Commissariat for Foreign Affairs, Moscou, 28 mars 1935.

<sup>78</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 57, p.69-70, Simon à Chilston, 4 avril 34.

<sup>79</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 229, p.275-276, Simon à Chilston, 27 décembre 1934.

<sup>80</sup> *DFA*, Series A, n° 13, 42, p.75, Chilston à Hoare, 26 août 1935.

Plus loin, Chilston se fait philosophe et reconnaît qu'au moins « such anti-propaganda pledges, no doubt, have some value as the basis for protests ». Mais, et c'est le point de rebroussement des relations anglo-soviétiques: "... it is now abundantly clear that the Soviet government are not prepared to sacrifice the Comintern on the altar of good relations »<sup>81</sup>.

L'attitude des diplomates français se fait plus attentiste sur la question de la propagande. Non que ceux-ci fassent preuve de naïveté. Ainsi Robert Coulondre en février 1938 fait état auprès de son ministre de tutelle, Yvon Delbos, de l'appel de Staline à la solidarité des masses prolétariennes de l'Ouest.

« Moscou affirme nettement son intention d'user de son influence sur les masses communistes pour faire pression sur ces gouvernements, les orienter dans un sens favorable aux intérêts de l'Union. Ce qui est grave en effet, dans la déclaration de M. Staline, c'est l'affirmation de la volonté du Kremlin de faire appel à ces masses communistes des pays étrangers, par-dessus les gouvernements et éventuellement contre eux ».

Puis l'ambassadeur émet l'une des rares critiques dont les documents font état. « Ainsi, la déclaration publique de M. Staline, bien que la France n'y soit pas nommée, constitue-t-elle à plus d'un titre un manquement aux engagements de non-immixtion réciproque contenus dans le pacte franco-soviétique de 1932 »<sup>82</sup>.

Cette absence de protestations auprès du gouvernement soviétique peut s'expliquer par le besoin français de croire au caractère effectif des accords franco-soviétiques qui ont marqué au début des années trente le rapprochement opéré entre Paris et Moscou. Il existe une deuxième raison pour expliquer la relative apathie française devant les violations flagrantes de la non-ingérence par l'URSS. Pour faire pièce aux récalcitrants du rapprochement France-URSS, l'argument avancé en juillet 1934<sup>83</sup> dès la tentative par Barthou de constituer un pacte de Locarno à l'Est, consiste à réfuter le danger qu'un tel rapprochement

<sup>81</sup> *Ibidem*.

<sup>82</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VIII, n° 230, p.454-456, 21 février 1938.

<sup>83</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VI, n° 474, p.979, Alphanand à Barthou, 16 juillet 1934. Alphanand félicite Barthou lors de son voyage en Europe centrale : « Votre Excellence a très justement fait remarquer à Belgrade que le communisme est surtout dangereux dans les pays qui n'entretiennent pas avec Moscou des relations cordiales ... En France, le parti communiste est moins dangereux depuis notre rapprochement avec l'URSS, et sans doute reçoit aujourd'hui plus d'encouragement de Berlin que de Paris ».



implique en matière de subversion communiste accrue en France. Au contraire, Alphand est en communion de pensée avec le président Bénéès lorsque celui-ci se dit « persuadé que Moscou ne soutiendra aucune agitation communiste dans les pays amis »<sup>84</sup>. En d'autres termes, le rapprochement franco-soviétique vaccinerait la France contre le danger communiste<sup>85</sup>. En décembre 1935, Alphand va même plus loin en faisant écho aux encouragements donnés régulièrement par Litvinov à la répression des communistes : « La répression aussi vive qu'elle soit, loin de nous attirer des protestations soviétiques, nous fera respecter, car on n'a à Moscou que considération pour les gouvernements forts qui savent se défendre, fût-ce contre une idéologie communiste »<sup>86</sup>.

Ainsi quand l'Angleterre proteste vivement et régulièrement – mais pour une question de principe – contre l'ingérence soviétique, la France préfère ignorer en général les manquements tout en restant obnubilée par le danger du communisme en territoire national.

## ii- Les théories française et anglaise sur le danger de subversion

Quelle est, d'abord, l'idée que se font les diplomates français du Komintern et du lien qu'il entretient à long terme avec la politique étrangère de l'URSS ? Certes, nous avons montré qu'il s'agit d'un lien de subordination. Examinons dès lors quel modèle d'interaction entre le gouvernement soviétique et le Komintern la France tire de ses observations sur le terrain. Nous qualifierons ce modèle de français parce qu'il revient fréquemment dans les dépêches de l'ambassade en question et parce qu'il s'impose au début des années trente à l'heure du rapprochement prôné par la France avec l'URSS. La description des relations Komintern/ gouvernement soviétique repose sur la notion de déphasage. Non seulement l'IC est un outil, mais c'est un outil alourdi

<sup>84</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XI, n° 45, p.69, Alphand à Laval, 11 juin 1935.

<sup>85</sup> Notons que le premier but recherché dans le rapprochement franco-soviétique est d'assurer à la France un contrepoids oriental à l'Allemagne. Mais cette option suscitait la peur de l'invasion du communisme en France. À quoi les tenants du rapprochement ont mis de l'avant qu'une telle orientation aurait justement l'avantage de s'en prémunir. Voir William Evans Scott, *Le pacte franco-soviétique Alliance contre Hitler*, Paris, Payot, 1965, p.80.

<sup>86</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XIII, n° 330, p.479-482, Alphand à Laval, 2 décembre 1935.

par le poids de l'idéologie. Ainsi Alphan, après avoir brocardé la versatilité des principes soviétiques, affirme que la III<sup>e</sup> Internationale répond et a répondu aux exigences de « l'impérialisme russo-soviétique ». Aujourd'hui, reprend-il, la III<sup>e</sup> Internationale suit avec retard le revirement de la diplomatie soviétique « résultant de la lourdeur de son organisation »<sup>87</sup>. Dès juin 1933, Payart remarquait dans une dépêche d'une grande finesse d'analyse cette notion de décalage que mettait en lumière la brutalité de la révision diplomatique soviétique<sup>88</sup>. Le Komintern agit avec retard et réagit lentement aux volte-face de Moscou, « agissant souvent par inertie et par vitesse acquise »<sup>89</sup>. En octobre 1936, le même conseiller revenait sur la question et précisait que l'idéologie « constitue ... par elle-même une force que l'URSS n'est pas disposée à négliger pour son service. Mais l'idéologie une fois formulée, a quelque chose de rigide qui l'empêche de s'assouplir immédiatement aux circonstances variables qui marquent le cours de la vie politique ». Dans la même dépêche, Payart explique les velléités apparentes d'indépendance du Komintern comme le résultat d'un utilitarisme soviétique forcené<sup>90</sup>.

« Je ne crois pas du tout que la politique extérieure moscovite soit dominée par le souci de répandre l'idéal révolutionnaire... Elle se sert de la révolution, mais elle ne la sert pas, quitte cependant parfois, par un raffinement d'opportunisme à lui lâcher la bride pour pouvoir ensuite mieux la contrôler et l'utiliser avec une force accrue à ses fins propres »<sup>91</sup>.

Considérons maintenant quelle image les Britanniques se font des activités du Komintern quand elles sont comparées à la politique extérieure soviétique. Face au nouveau credo de la sécurité collective qui saisit la politique étrangère soviétique durant l'année 1933, le scepticisme est le mot qui qualifie le mieux l'attitude des Britanniques devant cette nouvelle donne diplomatique.

<sup>87</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VII, n° 285, p.422-423, Alphan à Barthou, 10 sept 34.

<sup>88</sup> Courtois, *loc. cit.*, p.15.

<sup>89</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, III, n° 352, p.630-636, Payart à Paul-Boncour, 2 juin 1933.

<sup>90</sup> Notons que Philippe Burrin ne voit pas toujours du retard dans l'action de l'IC par rapport aux orientations de la politique étrangère soviétique, par rapport à l'établissement de la politique de Front commun en 1934 par exemple. Il s'inscrit en faux contre l'« autonomie relative de l'IC par rapport à la diplomatie soviétique qu'elle aurait précédée, le tournant du Front populaire se produisant un bon semestre avant la conclusion du pacte franco-soviétique ». Burrin, *loc. cit.*, p.20.

<sup>91</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, III, n° 365, p.557-562, Payart à Delbos, 16 octobre 1936.

Ainsi lorsque Chilston rapporte les déclarations de Staline lors d'une entrevue journalistique qui condamne l'action subversive du Komintern - « These statements appear at first sight to represent a considerable advance on any previous official Soviet statement disavowing Comintern activities, or at least dissociating the Soviet Government as such from international revolutionary agitation »<sup>92</sup> - il s'empresse de réfuter l'argumentation de Staline en évoquant la théorie léniniste bien ancrée de l'action révolutionnaire à l'échelle planétaire.

Mais le scepticisme ne fonde pas une politique. Il révèle davantage le regard critique et la conception particulière que se font les Britanniques de la nature réelle de l'Internationale communiste. Contrairement aux Français qui conçoivent l'IC comme un paravent parfois gênant devant la politique du Kremlin, les Britanniques considèrent l'institution comme une partie intégrante du régime soviétique. Chilston réaffirme inlassablement que le rôle du Komintern est de propager la révolution mondiale. Plus encore, la III<sup>e</sup> Internationale n'est que l'une des deux facettes du régime, l'autre étant l'État territorial de l'Union. Or, comme cette dernière a beaucoup évolué dans le sens de la normalisation, Chilston déplore que l'opinion étrangère en conclut à l'innocuité d'une IC devenue embarrassante<sup>93</sup>. Payart, de son côté n'est pas loin de la thèse britannique lorsqu'il fait le constat d'une séparation des tâches, « une sorte de spécialisation fonctionnelle qui peut comporter divergence de vues, les uns pensant sur le plan russe, les autres sur le plan révolutionnaire »<sup>94</sup>. Coulondre même, promoteur lucide du rapprochement avec l'URSS, fait le constat en novembre 1937 que l'Union soviétique peut voir dans l'IC un recours possible et déplore

« ... une fois de plus le cercle vicieux dans lequel sont enfermées les relations franco-soviétiques : d'une part, l'opinion française tend à reporter sur le pacte d'assistance la responsabilité de la persistance de l'agitation idéologique moscoute ; et d'autre part l'URSS, dans la mesure où elle sent se dérober l'appui qu'elle attend de nous, se ménage avec le Komintern le seul moyen d'action qui lui resterait dans le cas où elle se trouverait isolée »<sup>95</sup>.

<sup>92</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 151, p.208, Chilston à Eden, 9 mars 1936.

<sup>93</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 44, p.53-57, Chilston à Simon, 10 mars 1934.

<sup>94</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, III, n° 352, p.630-636, Payart à Paul-Boncour, 2 juin 33.

<sup>95</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, VII, n° 237, p.433-435, Coulondre à Delbos, 16 novembre 1937.

Déjà en décembre 1932, le comte Dejean, prédécesseur de Charles Alphanand à Moscou, se situait dans une attitude critique qui rappelait la vision britannique des deux facettes du régime. « En cas de faiblesse de notre part, [Litvinov] verra ... dans le Komintern une sorte de contre-assurance qui lui permettra de jouer d'autant plus efficacement sur deux tableaux que nous nous prêterons nous-mêmes au jeu »<sup>96</sup>. Mais l'esprit critique de Dejean ne reflète pas du tout l'attitude ultérieure de l'ambassade de France et montre *a contrario* le chemin parcouru par la France sur la voie du rapprochement au prix d'une indulgence que les Britanniques ont du mal à comprendre.

Pour ces derniers, en effet, l'horizon révolutionnaire du Komintern tient aux circonstances et aux moyens et non à une hypothétique renonciation de principe. Ainsi, alors qu'Alphanand rapporte que l'on verrait à Moscou d'un bon œil le transfert de la III<sup>e</sup> Internationale à Amsterdam ou ailleurs, Chilston s'inscrit en faux contre cette confiance et réaffirme la force des circonstances.

« Whatever may be the inconsistency or apparent incompatibility of close relations – and indeed alliances – with capitalist powers and at the same time world revolutionary propaganda, the present regime is by no means deterred by inconsistencies; it has moreover, shown itself fully capable of departure from original Communist principles when considered necessary. But if and when Soviet Russia, under the regime and the nationalist policy of Stalin, finds herself strong enough and sufficiently secure from foreign attack the international world-communistic aims of the Bolshevik state may be revived to greater strength. The Comintern may therefore be considered as far too useful and, indeed, necessary a tool to be renounced »<sup>97</sup>.

C'est aussi le facteur circonstanciel qui fait dire à Chilston que l'URSS est avant tout préoccupée par le renforcement intérieur de son régime. Le Parti communiste n'a pu avoir renoncé à ses principes<sup>98</sup>. En attendant de promouvoir la révolution par les armes, le gouvernement prêche par l'exemple car, pour le

<sup>96</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, II, n° 122, p.282-285, 19 décembre 1932. Voir aussi cette idée de possible retour en arrière lors de l'élaboration de la politique de Front commun avec les partis sociaux-démocrates. « ...Staline n'appuyait le changement que du bout des doigts, ce qui, à son tour, ne s'explique que dans la mesure où l'issue du processus engagé demeurait enveloppée d'incertitudes et que l'hypothèse d'un retour en arrière gardait de la force », Burrin, *loc. cit.*, p.28.

<sup>97</sup> DFA, Series A, 13, n° 3, p.3-4, Chilston à Hoare, 29 juin 1935.

<sup>98</sup> Prazmowska, « Eastern Europe... », p.47.

moment, faute de moyens « peace is indispensable for the continuance of this régime »<sup>99</sup>.

Finalement, si les déclarations fracassantes d'intentions subversives sont dangereuses, Chilston voit encore d'un plus mauvais œil la tactique de Front commun que l'URSS adopte durant l'été 1934. « No doubt it is not a change of heart which has taken place, but a change of tactics, and no doubt world revolution remains as ever the ultimate end of Comintern policy ». Véritable politique d'entrisme au sein des démocraties<sup>100</sup>, cette approche sera plus séduisante auprès de l'opinion publique et partant gagnera plus de sympathisants. « ... the new policy is far more dangerous than the old crude appeal to revolution »<sup>101</sup>. En novembre, Chilston se fait plus incisif sur le rôle essentiel du Komintern aux mains du gouvernement soviétique.

« The attacks against the 'friendly' countries were more moderate than on former occasions, in conformity with the new Kremlin policy of co-operating with the capitalist Powers for purposes of self-protection and at the same time distracting their attention while Comintern agents introduce a new-fangled-Trojan horse into their midst. This plan seems to be working too effectively in France ... The Comintern has always been and must by the nature of things remain one of the principal weapons of the Soviet Government. The Trojan horse policy is, in my view, a change-over to a far cleverer line of attack, and one which is eventually more likely to bear fruit in democratic countries than the former line of preaching open revolution »<sup>102</sup>.

L'analyse des Britanniques est donc toute de méfiance et de circonspection et ceux-ci gardent le doigt sur la gâchette en observant avec une moue dubitative la conversion de l'URSS aux sirènes de la sécurité collective. On ressent certes sur la question une certaine clairvoyance chez les Français mais la différence entre les deux approches mesure la distance entre l'échéance de la révolution prônée dans un long terme eschatologique chez les observateurs français et le moyen terme indéfini et menaçant chez les Britanniques<sup>103</sup>. Encore faut-il qu'en

<sup>99</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 26, p.30-31, Chilston à Simon, 20 janvier 34.

<sup>100</sup> C'est là l'une des deux stratégies du communisme international que Courtois entrevoit pour arriver à promouvoir la paix indispensable à l'URSS. Courtois, *loc. cit.*, p.21.

<sup>101</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 34, p.56-57, Chilston à Hoare, 13 août 1935.

<sup>102</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 93, p.137, Chilston à Hoare, 29 novembre 1935.

<sup>103</sup> La notion de temps est tout à fait opérationnelle pour étudier les fondements de la réserve britannique à l'égard de l'URSS. L'attentisme de Londres se fonde sur la difficulté à cerner l'échéance révolutionnaire de Moscou. Cela transparait de façon évidente en mai 1933 dans cette

attendant le Grand Soir, le régime soviétique soit encore en place pour provoquer la pandémie révolutionnaire. C'est pourquoi l'interrogation des diplomates s'est portée avec régularité sur la permanence du pouvoir à Moscou.

### 3- La durabilité d'un gouvernement révolutionnaire

#### a- *La stabilité du régime*

La question de la solidité du régime est pour notre étude tout à fait cardinale. La conception que se font les Français et les Britanniques de la dangerosité que représente le régime à vocation révolutionnaire de l'URSS se projette sur le moyen ou long terme. Certes, le régime ne met plus l'insurrection des masses à l'ordre du jour. Certes, le slogan du socialisme dans un seul pays<sup>104</sup> a permis aux puissances occidentales d'apprivoiser le voisinage encombrant de la patrie de Lénine. Mais pour combien de temps ? Si le régime est stable, la question d'un retour aux sources idéologiques est cruciale. Si celui-ci périclité, alors le danger révolutionnaire peut être conjuré au prix, il est vrai quelques fois évoqué, d'un régime fort et militariste. Or, cette interrogation date des années vingt dans un contexte différent toutefois, comme l'a montré Sophie Coeuré<sup>105</sup>. Et les prophètes de l'effondrement se recrutaient alors du côté des opposants et des réfugiés de l'ancien régime. C'est aussi dans le milieu d'opposition à l'étranger que l'on retrouve ce même discours, comme le note en décembre 1933 lord Chilston. Le caractère d'opposition systématique enlève une grande part de crédibilité à ce type de source : « ...its judgements, although interesting, are liable to be coloured by the desire to discern signs of an imminent collapse of the Soviet régime which is not flattered by the accuracy of its information »<sup>106</sup>.

---

dépêche de William Strang responsable de la section Centre au Foreign Office : « The inconsistency [entre la politique extérieure soviétique et la doctrine de l'IC] is mainly due to conflict of the party's view of its own long-run and short-run interests. It is perhaps possible that if some form of national consolidation had taken place in the Soviet Union, the dictatorship might have been converted to a normal nationalist view of raison d'État, but this consolidation has not occurred and the party remains pledged to Komintern policy ». *DFA*, Series A, 11, n° 107, p.136-140, Strang à Simon, 4 juin 1934.

<sup>104</sup> Courtois, *loc. cit.*, p.8.

<sup>105</sup> Coeuré, *op. cit.*, p.108-109.

<sup>106</sup> *DFA*, Series A, 11, n° 247, p.361-363, Chilston à Simon, 18 décembre 1933.

En fait, l'interrogation sur l'avenir du régime apparaît plus prégnante au milieu des années trente. Le sentiment qui prédomine est que le régime est durable, au point que Aston-Gwatkin, attaché commercial à l'ambassade britannique, encourage en septembre 1935 une plus grande implication économique de l'Angleterre. « From a purely economic point of view Russia seems to offer a good risk for a financial investment – as good a risk as is to be found anywhere outside the British Empire. ». Il conclut plus loin : « On purely economic grounds, the risk seems a good one. The Soviet Government have never defaulted; their political stability appears to be safer, and the economic position of the country stronger, than at any time since 1917 »<sup>107</sup>. De son côté, Coulondre démontre l'année suivante la solidité du pouvoir de Staline que des rumeurs avaient alors pu croire défaillant. Sous la férule de Staline, la révolution n'est plus à l'ordre du jour. « Hostile au messianisme, foncièrement russe, Staline a en quelque sorte saisi la révolution dans sa course et l'a fixée au sol national en cherchant à l'adapter aux besoins et aux aspirations du pays. Changement de doctrine ou changement de tactique de sa part ? La question se pose ». Mais peu importe, car aux yeux de l'ambassadeur français, « la réalisation du communisme est reportée à plus tard et l'on admet qu'il s'écoulera bien du temps avant son avènement. 'La durée d'une période géologique' disait Radek ». Il faut dire que la stalinisation du pouvoir apparaît évidente en 1936. « Je crois ... que la position de Staline est toujours aussi forte. Il a pour lui le peuple, l'armée, la police, la grande majorité du parti ». Pour un régime qui s'identifie tant à son guide suprême, autant délivrer un convaincant certificat de pérennité, car enfin s'interroge Coulondre : « où un mouvement insurrectionnel trouverait-il un aliment suffisant pour renverser un chef aussi puissant et aussi profondément national ? »<sup>108</sup>.

Deux mois plus tard, Coulondre donne une analyse étonnante des procès de Moscou. On n'en est qu'à la première vague qui a touché l'aile gauche des opposants avec le groupe de conspiration dit trotskiste-zinovieviste. Le

<sup>107</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 46, p.78-83, Report on Trade Relations and Economic Conditions in the Baltic Area par F. Ashton Gwatkin, 12 septembre 1935.

<sup>108</sup> *DDF*, 2° série, IV, n° 217, p.362-365, Coulondre à Delbos, 28 décembre 1936.

deuxième procès vient de s'achever en janvier. L'ambassadeur estime que l'on s'est mépris à l'étranger en soulignant le côté abject et arbitraire de l'affaire alors que « l'objectif immédiat de Staline ne paraît pas douteux ... : il entend se débarrasser une bonne fois des agitateurs révolutionnaires dont la place n'est plus en Russie ». Hormis le cas toujours possible d'un attentat sur la personne de Staline, celui-ci « est le maître tout-puissant de la Russie et ... ses moyens de gouvernement font bien de lui le ' le tsar rouge ' »<sup>109</sup>.

En définitive, les interrogations les plus fréquentes sur les dangers d'une déstabilisation du gouvernement soviétique proviennent du côté britannique et sont plus tardives dans la décennie. Les risques évoqués sont, à l'intérieur, une implosion due à un durcissement éventuel du régime. En mars 1937, la montée en puissance de l'Armée rouge provoquera des rumeurs de dictature militaire. Chilston démentira une telle analyse : « I do not ... believe in the likelihood of such a pseudo-military regime being established, at any rate, in the immediate future, any more than I believe in the likelihood of a complete overthrow of the present party control of government »<sup>110</sup>. Un an plus tard, l'épuration brutale de l'armée jointe à la dégradation générale de la situation intérieure dissuade les dirigeants soviétiques de s'engager dans un conflit qui risquerait d'entraîner la chute d'un régime apparemment fragilisé. Dans ces conditions, Chilston souscrit sans réserve à l'analyse de l'attaché militaire, le colonel Firebrace : « the Soviet government would only be ready to run the risk of a war if they considered the vital interests of the country to be at stake »<sup>111</sup>.

Lorsqu'enfin l'imminence de la guerre est reconnue de tous en Europe, le thème du danger d'un conflit pour le régime revient sur la table. En mars 1939 alors que le feu couve en Tchécoslovaquie, les conseillers du nouvel ambassadeur britannique, sir William Seeds, sont unanimes pour affirmer la grande stabilité du régime, à moins d'un conflit fatal<sup>112</sup>. La stabilité, selon le conseiller MacLean, repose sur le consentement de la majorité, la passivité de la

<sup>109</sup> *DDF*, 2e série, IV, n° 413, p. 715-720, Coulondre à Delbos, 8 février 1937.

<sup>110</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 42, p.57-58, Chilston à Eden, 9 mars 1937.

<sup>111</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 262, p.347, Chilston à Halifax, 19 avril 1938.

<sup>112</sup> *DFA*, Series A, 15, n° 30, p.57-59, Seeds à Halifax, 6 mars 1939.

population et l'encadrement policier. On est loin de l'évocation du danger révolutionnaire. Depuis 1933, les puissances occidentales – notamment l'Angleterre - ont eu le temps de prendre la mesure du régime de Moscou. L'ambassade britannique étudie pour la première fois l'impact d'une guerre sur l'URSS, tant de fois évoqué mais jamais analysé. La conclusion de Seeds est mitigée : on ne peut conclure comme auparavant à la chute automatique du régime communiste<sup>113</sup>.

La France et l'Angleterre sont en 1939 toutes deux convaincues que le gouvernement soviétique se maintiendra tant et aussi longtemps que celui-ci saura se tenir à l'écart d'un conflit. Mais l'interrogation sur la pérennité de l'Union soviétique évolue dans ses modalités : elle a d'abord pour toile de fond le danger de subversion à l'Ouest, puis à partir du milieu de la décennie elle sert davantage à cerner le poids stratégique de l'URSS dans un conflit européen, alors que l'Internationale communiste se fonde chaque jour davantage dans les tapisseries de l'Histoire.

#### *b- Le réalisme soviétique vu par les Français*

Si les années trente sont des années d'illusion, les milieux diplomatiques français ne tombent pas dans celle de croire à l'adéquation entre le mot et la chose, entre le discours et la pratique. La facilité que nous aurions pu trouver dans les dépêches aurait consisté à observer la permanence d'un cynisme de bon aloi envers le pouvoir de Moscou. Le régime soviétique pense-t-il ce qu'il dit ? A-t-il réellement comme objectif de répandre la révolution ? Le secret de sa durée ne résiderait-il pas davantage dans une prise en compte du réel ? Certes nous retrouvons régulièrement des jugements sans appel comme ceux de l'ambassadeur Alphanth qui, en février 1935, parle de la « phraséologie marxiste »<sup>114</sup> ; ou encore le conseiller Payart, témoin des multiples revirements depuis qu'il est en poste en Union soviétique, qui lâche cet aphorisme digne de figurer dans un guide de survie du diplomate occidental à Moscou : « Tout l'art

<sup>113</sup> DFA, Series A, 15, n° 31 p.59-62, 6 mars 1939.

<sup>114</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, IX, n° 195, p.314-318, Alphanth à Laval, 12 février 1935.

de la casuistique soviétique consiste à adapter la doctrine aux exigences du moment »<sup>115</sup>. Mais la continuité demeure un thème au fil des dépêches et, d'un ambassadeur à l'autre, c'est le réalisme soviétique qui prévaut dans le jugement de la politique étrangère de l'URSS.

Au fur et à mesure de la personnalisation du pouvoir, c'est la figure de Staline qui cristallise l'absence de scrupules, et donc le sens politique qui est l'art du possible. Celui que Coulondre a surnommé dans ses mémoires « le réaliste intégral »<sup>116</sup> devient la figure emblématique tout à la fois de l'esprit asiatique, du cynisme en politique et surtout du pragmatisme. En pleine guerre d'Espagne, alors que les Brigades internationales affrontent les troupes italiennes et allemandes sur le terrain, Moscou et Rome entament des négociations commerciales – du blé soviétique contre des armes italiennes. Coulondre commente.

« Les tractations italo-soviétiques donneraient, s'il était nécessaire, un aperçu de ce qu'il faut penser des luttes idéologiques et de leur sincérité. Ce sont pour les gouvernements, simples moyens d'exploiter la naïveté et la vertu des peuples ; mais seul compte, pour les dictateurs tout au moins, ce qui se prend ou se monnaie »<sup>117</sup>.

Si Payart mentionne « l'opportunisme foncier du gouvernement soviétique et son absence de sentimentalisme »<sup>118</sup>, ce n'est pas le cynisme qui l'inspire mais l'impérieuse obligation de dessiller les yeux du gouvernement à Paris sur les motivations de la politique russe, masquée sous le fard du marxisme-léninisme. Or, la tonalité générale des dépêches françaises reste positive et garde de l'attitude soviétique une vision de pragmatisme. Nous avons déjà évoqué l'hommage de Coulondre à la politique réaliste de l'URSS en Espagne<sup>119</sup>. Lorsqu'en septembre 1938, la question est de savoir si l'URSS tiendra ses

<sup>115</sup> DDF, 2e série, III, n° 365, p.557-559, Payart à Delbos, 16 octobre 36.

<sup>116</sup> Robert Coulondre *De Staline à Hitler. Souvenirs de deux ambassades 1936-1939*, Hachette Paris, 1950, p.76.

<sup>117</sup> DDF, 2e série, X, n° 274, p.498-499, Coulondre à Bonnet, 26 juillet 1938.

<sup>118</sup> DDF, 1ère série, III, n° 352, p.630-636, Payart à Paul-Boncour, 2 juin 33.

<sup>119</sup> Rappelons que cette reconnaissance tranche brutalement avec le jugement acerbe de Vansittart qui donne rétrospectivement raison à Coulondre : les Britanniques ne mesurent pas les efforts conciliants des Soviétiques contre leurs propres idéologies.

engagements avec la Tchécoslovaquie, c'est encore la notion de réalisme qui l'emporte sur toute autre considération :

« Les Soviets ne font pas de sentiment, ils ne se couvrent pas d'une fumée d'idéologie et ils admettent que s'ils doivent se battre, c'est en vertu de considérations tirées du rapport des forces et pour faire échec à une volonté d'expansion, qui croît avec le succès et dont ils craignent de devenir un jour les victimes »<sup>120</sup>.

Terminons par ce jugement de Charles Corbin, ambassadeur de France à Londres depuis 1933. Celui-ci écrit à son ministre George Bonnet en avril 1939 lorsque débutent les difficiles tractations anglo-franco-soviétiques en vue d'un accord d'assistance mutuelle: « ... le gouvernement de l'URSS, quel que soit son désir de ramener la Grande-Bretagne et la France dans le cycle idéologique qu'il a toujours défendu, n'en est pas moins sensible aux considérations d'ordre réaliste que nous pourrions lui exposer »<sup>121</sup>. Nous y voyons la prétention française à user de son influence auprès des Soviétiques, prétention que lui confère le pacte de 1935 et le rapprochement diplomatique qui l'a précédé, mais surtout, et c'est là notre propos, l'insistance avec laquelle l'ambassadeur à Londres ne craint pas de rappeler à son ministre, la marge de manœuvre que confère aux Français un réalisme soviétique auquel ne croit pas Bonnet.

#### *c- L'opportunisme soviétique vu par les Britanniques*

Le regard des Britanniques sur la politique russe semble à première vue identique à celui des Français : la conscience claire d'un décalage entre la théorie socialiste et la pratique du principe de réalité. Rares cependant sont les éloges du réalisme. Mentionnons l'exception. Lors du retournement de la diplomatie soviétique, désormais alignée sur la politique du *statu quo*, Chilston commente le discours de Litvinov à Genève : « ... the Soviet Union is now definitely on the side of the anti-revisionists powers », et salue dans la réconciliation de l'URSS avec la SDN un véritable acte de *realpolitik*<sup>122</sup>. Cette reconnaissance est unique. En effet, l'ensemble des analyses fait plutôt ressortir

<sup>120</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XI, n° 12, p.16-18, Payart à Bonnet, 5 septembre 1938.

<sup>121</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XV, n° 450, p.720-721, Corbin à Bonnet, 20 avril 1939.

<sup>122</sup> DFA, Series A, 12, n° 2, p.1-3, Chilston à Simon, 2 janvier 1934.

le cynisme. Plus que le réalisme reconnu par les Français, les Britanniques, réservés devant l'Union soviétique, concilient dans cette idée d'opportunisme<sup>123</sup>, la possibilité pour ce pays de favoriser ultérieurement ou à chaque occasion possible autant la recherche de ses intérêts nationaux que l'avènement de la révolution mondiale.

En 1935, Chilston dresse ce portrait glacé du dictateur du Kremlin. Staline

« ... certainly loves power, and he is certainly a capable intriguer with a thirst for power; but it must now be admitted that he is more than that. The 'mere intriguer' generally does not know what to do with power when he achieves it; but M. Stalin has always known that, though he has sometimes changed his mind, and is prepared to change his policy at any time, even in disregard of cherished communist principles"<sup>124</sup>.

Pourtant s'il reconnaît que le dictateur n'est pas un idéologue, il déclare que celui-ci conduit « ... a policy which, however mistaken, has undoubtedly a certain 'ideological' basis »<sup>125</sup>. Mais comme l'opportunisme est l'apanage des cyniques, on ne sera pas étonné de la conclusion que tire MacLean de son étude sur la stabilité politique de l'URSS.

« It must be remembered that Soviet policy is purely opportunist and that its ultimate aims in no way correspond to those pursued, to take an example, by the Western democracies, so that, were they to consider that their own interests or those of the Soviet Union required it, the rulers of this country would not scruple to change horses in mid-stream »<sup>126</sup>.

L'argument de l'opportunisme se retrouve également sous la plume de Lloyd Thomas<sup>127</sup> lorsqu'il rapporte sans le démentir les propos d'Alexis Léger, secrétaire général au Quai d'Orsay, à propos du revirement idéologique de l'URSS en Espagne en octobre : « Stalin had no ideals; he was a realist and an opportunist and he had been prepared to cooperate for a few years with the

---

<sup>123</sup> Prazmowska fait remonter au début de la guerre civile le pragmatisme des Soviétiques. « While support for revolutions continued to be the objective of Russian Communists, during the formative period of the civil war they displayed pragmatism which contradicts any suggestion of blinkered dogmatism », dans Prazmowska, *op. cit.*, p.50.

<sup>124</sup> DFA, Series A, 12, n° 253, p.310-312, Chilston à Simon, 22 février 1935.

<sup>125</sup> *Ibidem*.

<sup>126</sup> DFA, Series A, 15, n° 31 p.59-62, 6 mars 1939.

<sup>127</sup> Notons que c'est aussi l'opinion de John Simon, secrétaire au Foreign Office. Voir Niedhart, *op. cit.*, p.290.

bourgeois government of Europe with a view to avoiding war in this continent until Russia was armed once more and free from the menace of war in the Far East »<sup>128</sup>.

Le fait que le diplomate français ait une telle opinion ne contredit pas notre propos; il souligne au contraire que les diplomates récalcitrants à l'idée d'une collaboration active avec l'URSS – et Léger en était – mettaient de l'avant, en Angleterre comme en France, le côté opportuniste de la politique étrangère soviétique. C'était, du côté anglais, le cas d'Orme Sargent, sous-secrétaire à la section Centre du Foreign Office, qui se battit farouchement contre l'idée d'une telle politique. Robert Manne a montré la virulence de l'affrontement qui l'a opposé à Laurence Collier sur la question. Selon lui, « Russia was ... an utterly opportunistic power »<sup>129</sup>.

Les diplomates français et britanniques ont eu sur l'aspect idéologique de l'Union soviétique des observations parallèles qui ont conduit parfois à des conclusions singulièrement divergentes. Les deux chancelleries ont observé la construction de l'État et la montée du patriotisme soviétique. La politique de renforcement national a représenté pour la France la preuve d'une normalisation de l'URSS, tandis que l'Angleterre y a vu un motif nouveau de s'alarmer. En ce qui concerne le Komintern, les deux pays ont constaté l'asservissement net de l'IC aux intérêts nationaux de l'URSS. En France cependant, cette servitude stérilisait le virus de la révolution et avalisait la thèse d'un Narkomindel encombré par l'ultra-gauchisme de l'IC, alors que pour la Grande-Bretagne, l'URSS n'avait renoncé à ses principes révolutionnaires qu'en apparence. Évidemment, l'observation des choix politiques de l'URSS, qui surprend par ses revirements, montre aux diplomates que ce pays a admis la réalité politique de ses voisins, ne serait-ce que par instinct de conservation. Mais la ligne de partage entre la France et l'Angleterre passe par la reconnaissance d'un certain réalisme

<sup>128</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> Series, 17, n° 333, p.475-476, Lloyd Thomas à Vansittart, 26 octobre 1936.

<sup>129</sup> Robert Manne, « The Foreign Office and the failure of anglo-soviet rapprochement », *Journal of contemporary history*, 16, n° 4 (1981), p. 715-755.

pour les uns, et d'un opportunisme cynique pour les autres. Quant à la stabilité du pays, elle est unanimement soulignée par les deux ambassades à la condition que l'URSS s'épargne le danger d'un conflit extérieur. Mais cette constatation n'empêche point les rumeurs persistantes d'une évolution du pays vers un régime militariste.

Il faut dire que le potentiel de l'Armée rouge se renforce considérablement pendant que la Conférence sur le désarmement finit d'agoniser en octobre 1934. L'aspect militaire du régime rend perplexes les observateurs de la scène diplomatique tant en France qu'en Angleterre. L'URSS est-elle en passe de devenir une puissance militaire avec qui compter ou s'empêtre-t-elle dans l'élaboration maladroite d'une arme mal adaptée et affaiblie par l'endoctrinement politique ?

## II- L'estimation de la puissance militaire soviétique

Les milieux diplomatiques français et britanniques à Moscou avaient, entre autres tâches, celle de connaître le potentiel militaire de l'Union soviétique. Ce travail d'analyse à caractère technique est normalement dévolu à l'attaché militaire près l'ambassade. Le colonel Mendras pour la France arrive en poste en avril 1933 dans la foulée du pacte de non-agression du mois de novembre précédent. Le colonel Skaife attend septembre 1934 avant de faire de même alors que l'URSS est admise à la Société des nations. Les réticences des uns et des autres tenaient jusque-là à la stricte réciprocité qui régit ce travail de renseignement au grand jour et, à ce titre, les autorités militaires françaises et anglaises hésitaient à autoriser des officiers soviétiques à faire l'inspection de leur armée par crainte de la cueillette d'informations sensibles par une puissance communiste. Une fois sur place, le travail de l'attaché militaire n'est pas des plus aisés car il doit compter avec la bonne volonté des autorités soviétiques pour avoir l'idée la plus juste de ses forces armées.

Au début de notre période, les visites régimentaires ainsi que le contact avec les officiers d'État-major ne sont pas restreints. Skaife, par exemple, obtient les meilleures assurances à ce sujet dès son entrée en fonction, auprès du maréchal Vorochilov<sup>130</sup>. Mais avec les purges militaires de 1937 et la montée de la xénophobie, le travail de renseignement s'en trouve considérablement gêné. Le colonel Firebrace, attaché britannique en 1938, s'en plaint en avril : « For the last six months I have not been allowed to see any units, and it is clear that it is at present the policy to refuse visits to all military attachés ». Au point, tient-il à préciser que "Even my French colleague is included in this ban"<sup>131</sup>. Les attachés, au lieu de végéter, du défilé d'octobre à celui du 1<sup>er</sup> mai, se doivent alors de recouper indirectement les informations parues dans la presse spécialisée ou encore d'inférer des informations économiques officielles ce que l'on peut en

<sup>130</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 193, p.228-229, colonel Skaife à Charles, 5 novembre 1934.

<sup>131</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 263, p.347, colonel Firebrace à Chilston, 18 avril 1938.

déduire dans le domaine militaire qui lui est étroitement associé<sup>132</sup>. À l'interrogation des ambassades s'ajoute donc le sentiment clairement exprimé par les attachés militaires de devoir - tout au plus - estimer le potentiel militaire dans des conditions de renseignement particulièrement opaques.

Nous montrerons dans cette partie comment les milieux diplomatiques et leur vis-à-vis militaires, de France et d'Angleterre, ont rendu compte de la montée en puissance de l'armée soviétique. Puis nous examinerons l'impact des purges de 1937 sur la perception militaire de l'URSS. Cette partie devra bien entendu étendre le corpus aux évaluations faites par les autorités militaires (États-majors, service de renseignement) dont les conceptions parfois fort différentes croisent l'opinion des ambassadeurs en poste à Moscou.

## 1- La montée en puissance de l'Armée rouge aux yeux de la France et de l'Angleterre

### *a- L'aspect économique de la puissance militaire soviétique*

La perception naissante de la force soviétique s'appuie sur la conscience claire que l'économie de l'URSS est appelée à s'affirmer de façon originale au gré de la réalisation de son premier plan quinquennal. La planification de son économie fascine en effet les pays occidentaux qui y voient, au-delà des querelles idéologiques, un volontarisme enviable qui lui permet d'échapper à la crise de production des pays capitalistes<sup>133</sup>. Conscients de cette économie émergente, Français et Britanniques surveillent de près la dimension du budget consacré à la défense nationale et prennent la mesure de l'économie de guerre qui prend une ampleur sans précédent dans le pays. Toutefois, l'URSS est un colosse aux pieds d'argile et sa force militaire ne peut dissimuler les faiblesses structurelles d'un pays aux mille défis.

<sup>132</sup> Maurice Vaïsse. « La perception de la puissance soviétique par les militaires français en 1938 », *Revue historique des armées*, 3, 1983, p.19.

<sup>133</sup> René Girault. « Les relations franco-soviétiques devant la crise économique de 1929 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 27, 1980, p.241.

En ce qui a trait à la part budgétaire consacrée à la défense, celle-ci est perçue par Londres et Paris comme un effort colossal. Le colonel Skaife note que les dépenses militaires prévues pour 1934 étaient de 1,665 milliards de roubles mais se sont élevées à 5 milliards. Cela ne constitue que 10 % du budget de l'État soviétique, comparé aux 46,5 % du Japon mais il y a une distinction importante à faire, à savoir « ... the difference between the budget of the USSR, where all manufacture, trade, both internal and external, and indeed all activities are State-owned, and that of a capitalist country »<sup>134</sup>. Les Français sont aussi conscients de l'ampleur des efforts consentis. Sur l'ensemble de la période, Coulondre relève « ... l'importance et la progression de l'effort budgétaire fait en faveur de la défense nationale. Les crédits prévus à ce titre sont passés de 1,3 milliards de roubles en 1931 à 5,03 milliards en 1934, à 14,6 milliards en 1936, et à 22,4 milliards en 1937 »<sup>135</sup>.

Or ce budget reflète non seulement la priorité accordée par les autorités de Moscou à la défense mais aussi la présence de l'ordre militaire dans la définition des besoins économiques de la nation.

« The general impression which may be derived from this speech... is an admission, or rather boast, that the development of Soviet armaments has kept pace with the industrial development of the country, which latter, according to the pretensions of the Soviet government, has been on a colossal scale. ... there are indications in Voroshilov's speech that the war industries have the first claim on the qualified industrial personnel, and it is, in fact well known that the cream, both of raw material and of labour, is devoted to the war industries in the Soviet Union »<sup>136</sup>

Au fur et à mesure que la tension internationale justifie l'obsession sécuritaire, l'économie soviétique finit par s'orienter exclusivement en fonction de la défense du pays<sup>137</sup>.

« Essentiellement orientée, depuis des années, vers la préparation de la défense nationale, l'économie soviétique est, en fait, une économie de guerre. Les forces du pays sont, d'ores et déjà, tendues à l'extrême limite, les cadres sont utilisés à plein,

<sup>134</sup> DFA, Series A, 12, n° 248, p.303, Chilston à Simon, 11 février 1934.

<sup>135</sup> DDF, 2° série, IX, n° 192, p.391, Coulondre à Bonnet, 15 avril 1938.

<sup>136</sup> DFA, Series A, 11, n° 29, p.34, Ovey à Simon, 17 janvier 1933. Il s'agit du discours prononcé par le maréchal Vorochilov devant le comité exécutif du Parti de la garnison de Moscou.

<sup>137</sup> Keith Neilson. « Pursued by a bear: British estimates of soviet military strength and anglo-soviet relations, 1922-1939 », *Canadian Journal of history*, 1993, 28 (2), p.208.

l'industrie, de création récente et assez artificiellement développée, est très près de son plafond de production. On se trouve ainsi en présence d'une mobilisation dès le temps de paix, et les forces militaires soviétiques ne pourraient être accrues en temps de guerre que dans une faible proportion, alors que celles des pays de vieille industrialisation se multiplieraient par des coefficients énormes. Il est à noter en outre que la plus grande partie du matériel militaire russe a été établie d'après des prototypes étrangers; les moteurs d'aviation viennent de France et des États-Unis, l'artillerie lourde est d'origine allemande et elle est actuellement reconstituée d'après des modèles tchécoslovaques. Il est donc à craindre qu'au cours d'un conflit de longue durée, le matériel soviétique ne soit bientôt surpassé par celui des armées adverses »<sup>138</sup>.

L'économie russe marche à plein régime au service de la défense au point que les Britanniques, qui se sont longtemps demandé si le régime politique survivrait à un conflit, finissent en mars 1939 par se demander si cette économie de guerre en temps de paix pourrait supporter la guerre. Prolongeant les doutes de Coulondre précédemment évoqués, Todd, attaché financier auprès de l'ambassade britannique, fait ressortir les faiblesses de l'économie : mauvais état des routes et des chemins de fer, incapacité de produire de l'essence hautement raffinée pour l'aviation, importation d'armements, raréfaction du personnel qualifié en cas de conflit et baisse subséquente du niveau de vie général déjà imposé à la population, sans compter l'usure accélérée du matériel utilisé à temps plein. Malgré tout, Todd reste prudent devant l'opacité des chiffres officiels en invoquant les paramètres difficiles à quantifier. « The answer to the whole question seems to depend upon such uncertain factors as technical skill, the productivity of labour, raw materials, the number of armaments factories, the efficiency of equipment and its rapid replacement when worn out »<sup>139</sup>.

La principale difficulté reconnue par les deux ambassades est la piètre qualité du réseau de communication. Celui-ci d'abord constitue un défi d'ordre strictement économique, compte tenu des dimensions du pays.

« Les grosses difficultés que vont rencontrer les Soviétiques dans les prochaines années sont des difficultés de transport et de distribution. Ils ont disséminé dans leur immense territoire sur 1000, 2000 et même 3000 kilomètres des monstres industriels qu'il faut relier entre eux, où il faut apporter la matière première, d'où il faut distribuer les produits dans le pays qu'il faut ravitailler. Les voies de chemin de fer à peine suffisantes pour le trafic tsariste, sont inexistantes à la cadence économique actuelle, toutes les

<sup>138</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 192, p.392, Coulondre à Bonnet, 15 avril 1938.

<sup>139</sup> DFA, Series A, 15, n° 34, p.64-66, Memorandum D remis à Seeds par Todd, 6 mars 1939.

routes sont à faire, comme les champs d'atterrissage pour avions, comme l'organisation du transport maritime et fluvial. C'est dans ce domaine que, comme avant guerre, la collaboration technique de la France peut s'exercer. Sans en tirer de conséquences d'analogie trop rigoureuse, je ne puis m'empêcher de songer en ce moment au précédent de 1912, où la France a favorisé la construction en Russie de chemins de fer stratégiques qui ont permis la mobilisation tsariste et empêché notre écrasement à la guerre »<sup>140</sup>.

Le gouvernement soviétique est conscient du problème mais n'arrive pas à améliorer notablement la situation. « During the last four years 10 milliards of roubles have been spent on construction and technical reconstruction of State transport, but that in spite of all the money which has been expended the results are very unsatisfactory »<sup>141</sup>. Davantage encore, l'état du transport soviétique obère les chances de succès d'une mobilisation générale en cas de conflit. « Not until 1934 did the progress made in industrialisation begin to show results in terms of military power and, even then, troubles with transportation continued to bedevil the ability of the Russians to mobilise for war from 1935 to 1938 »<sup>142</sup>.

Enfin, à l'état déficient des infrastructures routières et ferroviaires, s'ajoute l'incapacité de l'URSS de fabriquer suffisamment de moteurs pour combler les besoins en matériel roulant. Comme le rapporte Chilston au secrétaire au Foreign Office, « the main strategical roads are now undergoing reconstruction, but all other roads are impossible for extensive use by mechanical transport »<sup>143</sup>.

En mars 1939, à l'heure où les pays comptent leurs pions et leurs alliés, l'ambassadeur Seeds examine la situation diplomatique et économique de l'URSS. « In matters of foreign policy, account is taken of the realities of the situation and above all, of the fact, in the present state of the Red army, of the Soviet economic system and of Soviet transport, the Soviet Union should avoid intervention in a conflict of capitalistic Powers »<sup>144</sup>.

Dotée d'une économie fragile mais gigantesque à la mesure de sa géographie, l'URSS consacre une part prépondérante à la constitution d'une armée capable de défendre un territoire aux mille frontières. Les ambassades

<sup>140</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, IV, n° 251, p.431, Alphand à Paul-Boncour, 27 septembre 1933.

<sup>141</sup> DFA, Series A, 12, n° 256, p.318, Chilston à Simon, 23 février 1935.

<sup>142</sup> Haslam, *op. cit.*, p.1.

<sup>143</sup> DFA, Series A, 14, n° 154, p. 199, Chilston à Eden, 17 septembre 1937.

<sup>144</sup> DBFP, 3<sup>rd</sup> series, 4, n° 452, p. 413, Seeds à Halifax, 20 mars 1939.

française et britannique en sont conscientes et s'efforcent de dresser au mieux de leurs connaissances le portrait-robot de l'Armée rouge.

*b- Les évaluations des ressources de la force armée*

i- Les hommes

Les ressources considérables de l'URSS en conscrits sont certainement ce qui frappe le plus les attachés militaires des deux ambassades. Rappelons qu'à l'admission de l'URSS à la SDN en septembre 1934, celle-ci déclare compter dans ses rangs 560 000 hommes – et femmes. Quelle n'est donc pas la surprise de Skaife lorsque le maréchal Toukhatchevski, vice-commissaire du peuple à la Défense, annonce six mois plus tard une armée forte de 940 000 hommes, au point que l'attaché britannique met en doute le chiffre avancé<sup>145</sup>. Cependant l'heure n'est plus à la suspicion en août 1936 lorsque le même mentionne l'avancée de la conscription de deux ans pour maintenir les effectifs à 1 300 000 hommes<sup>146</sup>. Du côté français, les grandes manœuvres de l'automne 1935 impressionnent le général Loizeau. À cet égard, Martin Alexander rapporte que les services secrets français estiment à 900 000 hommes environ l'effectif des troupes en armes<sup>147</sup>. Il faut ajouter à ce chiffre l'appoint non négligeable de l'Ossaviakhim, milice para-militaire forte de 13 millions de volontaires en 1935 et les tireurs d'élite *Vorochilov*, simples ouvriers ou paysans qui s'entraînent en dehors de leurs heures de travail<sup>148</sup>. Si l'on compte une population de 170 millions de personnes en URSS, on conçoit alors que les rapports des attachés aient unanimement reconnu la ressource humaine quasi-inépuisable de l'Armée rouge.

Encore faut-il que la troupe et les officiers soient motivés et bien formés. Les doutes sont légitimes en ce qui concerne une armée issue de la guerre civile

<sup>145</sup> DFA, Series A, 12, n° 249, p.302-303, Comment by the military attaché on the speech of M. Tukhachevski by colonel Skaife, 11 février 1935.

<sup>146</sup> DFA, Series A, 13, n° 219, p.309, Colonel Skaife à Chilston, 18 août 1936.

<sup>147</sup> Martin Alexander. *The Republic in danger. General Maurice Gamelin and the politics of french defence, 1933-1940*. Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p.294.

<sup>148</sup> DFA, Series A, 12, n° 73, p.80-81, Charles à Simon, 7 mai 1934 et DFA, Series A, 12, n° 248, p.299-302, The Red Army in the Proceedings of the All-Union Congress of Soviets, 1935 par colonel Skaife et wing commander Collier, 11 février 1935.

et d'une révolution dont la doctrine vouait aux gémonies l'institution militaire. Là encore, les analyses britannique et française convergent vers une reconnaissance des progrès accomplis. Ainsi le général Loizeau note le sérieux des troupes et de l'encadrement : « Le soldat paraît très discipliné ... La troupe est instruite : instruction individuelle et collective très poussée »<sup>149</sup>. Quant aux cadres, les « officiers et sous-officiers travaillent beaucoup ». L'ambassadeur Chilston rapporte en février 1934 l'amélioration de l'instruction des officiers : « Special attention is being given to the intellectual attainments of the officers, who have, according to recent measures, now to attend lectures given by university professors on scientific subjects, and will henceforth be obliged to speak at least one foreign language »<sup>150</sup>.

En novembre, Skaife est impressionné par le défilé enthousiaste des troupes et remarque comme son collègue français que la troupe est mieux nourrie que le reste de la population<sup>151</sup>. Son successeur, le colonel Firebrace dit son étonnement lors d'une visite régimentaire où il se dit surpris par la bonne tenue de l'unité : « The 144th regiment impressed me as a unit well trained in accordance with Soviet ideas, with good instructors and with officers who were capable of giving out orders clearly and concisely. The standard of this regiment was higher than I had expected to find ». Plus loin, c'est la qualité de la troupe qui retient son attention : « The soldiers themselves appeared to me of a higher standard of intelligence than I had been led to expect for the Russian soldier »<sup>152</sup>. Le général Loizeau note en revanche l'aspect mécanique de l'instruction : « Il semble bien que le soldat qui exécute très bien ce qu'il a appris n'ait que des connaissances limitées, toujours les mêmes, qu'il appliquera toujours dans le même sens, sans être capable d'action individuelle »; de même, les gradés

<sup>149</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 362, p.510-524, Compte rendu du général Loizeau sous-chef d'État-Major général, 6 octobre 1935.

<sup>150</sup> DFA, Series A, 12, n° 43, p. 51-53, Chilston à Simon, 23 février 1934.

<sup>151</sup> DFA, Series A, 12, n° 199, p.234-236, Colonel Skaife à Charles, 17 novembre 1934.

<sup>152</sup> DFA, Series A, 14, n° 119, p.152, Memorandum respecting a visit to the 48<sup>th</sup> Infantry Division par le colonel Firebrace, 26 juillet 1937.

apprennent « les règlements par cœur, ... agissent par réflexe, schématiquement, manquant d'initiative et d'esprit de décision »<sup>153</sup>.

L'armée soviétique paraît aux Français et aux Britanniques comme une armée forte en effectifs, dotée d'une instruction en progrès et de soldats disciplinés et motivés. Mais cela ne suffit pas pour en faire une arme respectée. Les progrès technologiques considérables enregistrés dans l'entre-deux-guerres font de l'équipement moderne une composante fondamentale de sa force de frappe.

## ii- Le matériel

La mission militaire conduite par le général Loizeau lors des grandes manœuvres menées en Ukraine remet un rapport pour le moins positif sous plusieurs aspects, notamment celui de l'équipement. « Un fait domine toute l'organisation, c'est le développement donné au cours du deuxième plan quinquennal à la construction du matériel de combat moderne – et tout particulièrement des chars et de l'aviation »<sup>154</sup>. Même le général Schweisguth dont le rapport se veut l'antidote de l'élogieux rapport Loizeau de 1935<sup>155</sup>, reconnaît que l'Armée rouge est bien équipée. « L'armée soviétique apparaît forte, pourvue d'un matériel abondant et moderne, animée d'un esprit offensif, au moins dans les cadres, mais insuffisamment préparée à une guerre contre une grande puissance européenne »<sup>156</sup>.

L'évaluation du matériel fait ressortir l'effort soviétique pour se doter d'une armée blindée en un moment où l'emploi d'unités cuirassées fait l'objet de débats contradictoires au sein des différents états-majors européens.

« Chars lourds destinés à la rupture des positions organisées (18t.). Chars rapides (Christie), du poids de 12 tonnes, pouvant marcher à volonté sur roues ou sur chenilles, ayant une grande vitesse qu'ils prétendent être de 120 à 140 km/h sur route et de 60 à 70

<sup>153</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 362, p.510-524, Compte rendu du général Loizeau sous-chef d'État-Major général, 6 octobre 1935.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p.512.

<sup>155</sup> Maurice Vaïsse. « Les militaires français et l'alliance franco-soviétique au cours des années 1930 » in *Forces armées et systèmes d'alliance : colloque international d'histoire militaire et d'études stratégiques*, Université de Montpellier, 1981, p. 689-703.

<sup>156</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, III, n° 343, p.513.

en tous terrains. Matériel bien au point et destiné à assurer l'appui et la protection de l'infanterie dans l'attaque, soit à constituer la force de choc et d'exploitation des divisions de cavaleries ou mécanisées. Chars Vickers (8t.) destinés à l'accompagnement de l'infanterie. ... Enfin, tankettes (genre Carden Loyd), sortes d'automitrailleuses légères de reconnaissance »<sup>157</sup>.

En février, le colonel Skaife et le wing commander Collier constatent l'effort particulier de l'URSS pour se doter d'automitrailleuses (baby tanks), de chars légers et moyens mais aussi d'armements légers (armes anti-chars) et d'une bonne artillerie lourde<sup>158</sup>. Même constat de la part de Loizeau six mois plus tard. « La fabrication du matériel a également porté sur l'artillerie et sur l'armement de l'infanterie, et a permis d'entreprendre la modernisation des grandes unités »<sup>159</sup>. Du côté britannique, le colonel Firebrace, mentionne également - en pleine purge militaire - la très bonne tenue d'un régiment d'artillerie. « I consider that the shooting was good and quick, and that both officers and men knew their job. The standard throughout was higher than I expected »<sup>160</sup>. Terminons ce jugement d'ensemble par ce résumé que fait l'ambassadeur Coulondre de la modernisation matérielle de l'Armée rouge. « Dès 1936 une armée bien équipée, déjà largement motorisée et disposant d'au moins 4500 chars dont certains de 40 tonnes... A la fin de 1938, ... la motorisation de l'armée avait été très développée et l'on pouvait évaluer le nombre de chars à 8000 au minimum »<sup>161</sup>.

Pourtant les avis sont loin d'être unanimes, surtout du côté français. Lorsque Coulondre, défenseur raisonnée de contacts militaires avec l'URSS, demande au colonel Palasse une évaluation de l'armée soviétique, celui-ci parle de « 5000 à 8000 chars, dont une partie groupée en corps mécanisés »<sup>162</sup> tandis

<sup>157</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 362, p.514, Compte rendu du général Loizeau sous-chef d'État-Major général, 6 octobre 1935.

<sup>158</sup> DFA, Series A, 12, n° 248, p.299-302, The Red Army in the Proceedings of the All-Union Congress of Soviets, 1935, par le colonel Skaife et le wing commander Collier. De son côté, le général Wavell note dans son rapport sur les manœuvres de l'automne 1936 que les blindés soviétiques manquent d'originalité dans leur conception mais qu'ils demeurent en avance sur les performances britanniques. Voir Herndon, *loc. cit.*, p.302.

<sup>159</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 362, p.514, Compte rendu du général Loizeau sous-chef d'État-Major général, 6 octobre 1935.

<sup>160</sup> DFA, Series A, 14, n° 126, p.162-165, Colonel Firebrace à Chilston, 9 août 1937.

<sup>161</sup> Coulondre, *op.cit.*, p.128.

<sup>162</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 192, p.392, Coulondre à Bonnet, 15 avril 1938.

que l'évaluation du 2<sup>e</sup> bureau arrive au chiffre plus modeste de 4500 chars (chars lourds de 20 t, chars moyens de 12 t, chars Vickers de 8t). « Mais les Soviétiques ont sacrifié le blindage à la recherche de la vitesse. Les chars sont donc vulnérables. Et en dépit de la motorisation, les résultats restent médiocres, en raison des malfaçons constatées sur les camions et d'une maintenance médiocre »<sup>163</sup>. Déjà Loizeau avait souligné cette faiblesse qui relève d'ailleurs davantage du choix tactique que d'une conception erronée de l'armement<sup>164</sup>.

« L'armée rouge dispose, en chars, d'un matériel neuf et abondant. Quelle est sa valeur? Le matériel paraît au point, mais il est peu blindé : le Commandement estime à cet égard qu'il serait illusoire de rechercher indéfiniment à renforcer la protection qui sera toujours vaincue par la puissance de l'artillerie et que, tout en se protégeant du tir antichar des armes légères, mieux vaut ne pas sacrifier la vitesse qui est une qualité tactique importante du char et qui, d'ailleurs, aide à la protection »<sup>165</sup>.

Les Britanniques, quant à eux, sont plus constants dans leur jugement. James Herndon mentionne la régularité des évaluations du FO et du War Office (WO).

« The Red army was seen as powerful in manpower (with enormous reserves) and equipment, particularly in armour, aircraft and mechanised units. The soldiery was impressive, discipline and morale good, but the officers were less impressive, and there was too heavy a reliance upon set-piece exercises and solutions – little initiative or imagination was displayed. Often equipment was faulty – even the tanks and aircraft »<sup>166</sup>.

La mission britannique conduite par le général Wavell tire de ses observations des manœuvres de 1936 aux alentours de Minsk une vue d'ensemble plus favorable que celle de Schweisguth.

<sup>163</sup> Vaïsse, « La perception de la puissance soviétique... », p.24.

<sup>164</sup> Notons que le blindage des chars était l'obsession de l'État-major français au point que les modèles qui affronteront la Wehrmacht en mai 1940 seront nettement supérieurs aux chars allemands, mais ce, au détriment d'une mobilité bien moindre et qui leur sera fatale. L'obsession française pour le blindage ne prenait pas en compte la perte de vitesse et la perte d'autonomie qui en résultaient. Voir à ce sujet l'étude convaincante de Karl-Heinz Frieser. *Le mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003. p55.

<sup>165</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 362, p.514, Compte rendu du général Loizeau sous-chef d'État-Major général, 6 octobre 1935.

<sup>166</sup> James S. Herndon. "British Perceptions of soviet military capability, 1935-9" dans Wolfgang J. Mommsen et Lothar Kettenacker (dir.), *The Fascist Challenge and the policy of appeasement*, Londres, G.Allen & Unwin, 1983, p.304.

“They have made, and are making, remarkable progress in technical equipment, especially in the mechanical forces for which the generally open nature of the country provides so suitable a field. The design and performance of their armoured machines is in many aspects ahead of ours. But they are producing nothing original in tactical ideas for the use of these armoured forces”<sup>167</sup>.

La comparaison avec l’armée russe est inévitable et sert d’étalon de mesure pour évaluer la crédibilité de la puissance soviétique<sup>168</sup>. Vereker, expert militaire à la section Nord du Foreign Office note que l’Armée rouge est certainement plus efficace et mieux armée que l’armée du Tsar. À la suite du rapport Wavell, il déclare: « with the whole of the resources of the Soviet State behind it so far as equipment and recruiting are concerned it should continue to make similar spectacular progress in the future”<sup>169</sup>.

## 2- L’estimation de la force de frappe soviétique

### a- *L’instrument de combat*

Bien dotée en équipement moderne, une armée n’est jamais condamnée à la victoire. Pourvue d’officiers et d’hommes de troupe bien formés et disciplinés, une armée peut mordre la poussière. L’armée est, en effet, un outil qu’il faut savoir manipuler avec soin. La doctrine militaire est le mode d’emploi de toute force armée. À cet égard, l’Armée rouge est-elle bien utilisée et développe-t-elle toute la potentialité que lui confèrent son matériel et ses ressources humaines ?

Évidemment, les diplomates, comme les attachés militaires et les officiers d’états-majors, n’ont pas accès aux éléments officiels de la doctrine et basent leurs observations sur les manœuvres et les engagements de l’Armée rouge sur le terrain, comme en Mandchourie face à l’armée nippone. Le jugement global de l’armée soviétique par les Britanniques est constant au long

<sup>167</sup> Cité dans Neilson, *loc. cit.*, p.212-213.

<sup>168</sup> *Ibid.*, p.210.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p.213. Le colonel Firebrace rapporte lors d’une visite régimentaire qu’un capitaine, ancien officier de l’armée tsariste lui confiait combien l’armée s’était améliorée depuis le temps du tsar. *DFA*, Series A, 14, n° 119, p.152-153, Memorandum respecting a visit to the 48th division of infantry par le colonel Firebrace, 26 juillet 37.

des dépêches. L'Armée rouge développe des qualités défensives que tous, diplomates et militaires, s'attachent à l'envi de reconnaître<sup>170</sup>. Notons, à titre d'exemple, le jugement du Comité Impérial de Défense (CID) en 1937. « In defence, the Soviet Army is already a power to be reckoned with; in attack it would probably be less effective »<sup>171</sup>. De la même façon, le colonel Firebrace, en poste à Moscou en 1938 au moment où l'on s'interroge sur la capacité d'implication de l'armée soviétique dans les affaires européennes, insiste lui sur la sanctuarisation de la doctrine de défense. « In defence of its territory ... the Red Army would be a formidable opponent »<sup>172</sup>. Les jugements sont d'autant plus affirmés sur la capacité défensive de l'armée de Vorochilov que l'aspect offensif est sévèrement nié dans les différents rapports. Lors de sa tournée en Europe de l'Est, Anthony Eden, estime, selon l'ambassadeur Laroche à Varsovie « que l'URSS sera pendant très longtemps (cinquante ans, aurait-il dit) dans l'impossibilité d'entreprendre une guerre offensive »<sup>173</sup>.

Du côté français, la perception est voisine, bien que l'on insiste davantage sur l'aptitude à la défense. Le général Loizeau en 1935, bien qu'il n'ait pas observé de lacunes remarquables en offensive, conclut ainsi son rapport : « Une armée dont les qualités maîtresses la rendent propre à la défensive, et cela dans des conditions infiniment supérieures à celles de la guerre mondiale en raison de son haut potentiel moral et matériel »<sup>174</sup>. Plus incisif dans son propos, car la question centrale est de savoir si l'armée soviétique est à même de fournir une aide tactique à la France, le deuxième bureau de l'EMA affirme que « l'URSS se prépare à une guerre défensive, car l'Armée rouge est impropre à un effort offensif »<sup>175</sup>.

En ce qui concerne la qualité manœuvrière de l'Armée rouge, on ne peut qu'opposer le rapport positif du général Loizeau, bien que contrecarré un an plus

<sup>170</sup> Herndon, *loc. cit.*, p.304.

<sup>171</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 18, appendix I, Review of imperial defence by the chiefs of staff Sub-Committee of imperial defence, 22 février 1937, p.365.

<sup>172</sup> Shaw, *op. cit.*, p.58.

<sup>173</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, X, n° 120, p.167, Laroche à Laval, 5 avril 1935.

<sup>174</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, X, n° 362, p.521, Compte-rendu du général Loizeau sous-chef d'état-major général, 6 octobre 1935.

<sup>175</sup> Vaïsse, *La perception de la puissance...*, p.23.

tard par le général Schweisguth, à « la maladresse tactique considérable »<sup>176</sup> de l'infanterie relevée par Wavell en 1936. Le colonel Skaife note, pour sa part, la faiblesse tactique de la troupe, le manque de coordination entre les unités ainsi qu'une mauvaise utilisation du champ de tir<sup>177</sup>.

Le troisième aspect de l'armée soviétique qui retient l'attention des experts est l'apparition des troupes aéroportées. Le général Loizeau, témoin de cette première mondiale en 1935 en retire une impression tout à fait favorable qui porte à la réflexion, voire à l'imitation<sup>178</sup>. L'année suivante, le général Schweisguth prend le contre-pied de son collègue sur ce point également. « Les innovations – comme les exercices de « descente aérienne » qui avaient tant impressionné Loizeau – ne sont pas transposables ailleurs »<sup>179</sup>. Les Britanniques ne sont pas en reste. Aux mêmes manœuvres, Wavell nuance l'intérêt qu'a suscité l'innovation. « Although he found the paratroopers impressive, they were too slow in forming up after their jump; he considered the parachute drop of 'doubtful' tactical value »<sup>180</sup>.

L'appui tactique de l'aviation est, d'autre part, un autre aspect qui retient l'attention des Français et des Britanniques. Le général d'aviation Loizeau note le support tactique des avions tant par la « couverture et [l']accompagnement de l'attaque » que par l' « attaque de l'artillerie hors de la portée des chars d'action lointaine ». Il conclut : « On ne peut manquer de souligner la tendance très nette du commandement soviétique en faveur d'une coopération intime de l'aviation contre la lutte terrestre dès la première heure des hostilités »<sup>181</sup>. L'attaché de l'air britannique en 1935 juge trop risqué l'appui aérien tactique dans la mesure où l'aviation devient très vulnérable à la D.C.A. « Collier found the close-support tactics of the Soviet air forces potentially dangerous »<sup>182</sup>. L'année suivante, le

<sup>176</sup> Neilson, *loc. cit.*, p.213.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p.210.

<sup>178</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, X, n° 362, p.519, Compte rendu du général Loizeau sous-chef d'état-major général, 6 octobre 1935.

<sup>179</sup> Vaisse, « Les militaires français et l'alliance franco-soviétique... », p.695.

<sup>180</sup> Herndon, *loc. cit.*, p.302.

<sup>181</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, XII, n° 362, p.517, Compte rendu du général Loizeau, sous-chef d'état-major général, 6 octobre 1935.

<sup>182</sup> Neilson, *loc. cit.*, p.210.

général Wavell critique l'action aérienne, confinée à un simple appui au sol. « The air tactics were clumsy and inept, limited to ground support with no attempt to strike rear areas and with poor reconnaissance »<sup>183</sup>.

Toutefois, la faiblesse unanimement reconnue de l'armée soviétique est le mauvais état des infrastructures de communication, comme nous l'avons déjà mentionné à propos de la mobilisation économique de l'URSS en vue de la guerre. Le colonel Skaife note en 1935 l'état déplorable des chemins de fer. « ... when one considers the military aspect the perusal of these accounts of gross neglect and inefficiency leads one to doubt whether it would be possible at present for the USSR to mobilise the Red army or to conduct a campaign even on a comparatively scale ... »<sup>184</sup>. Même le favorable Loizeau doit reconnaître que les immenses efforts consentis par l'État soviétique ne suffisent pas à la tâche<sup>185</sup>.

L'armée soviétique comme instrument de combat apparaît donc aux Français et aux Britanniques comme un colosse aux pieds d'argile. À côté d'atouts indéniables (matériel moderne, ressources humaines considérables), l'utilisation de l'arme en tant que telle est marquée par des faiblesses structurelles (transport déficient) ou doctrinales (appui tactique aérien, mauvaise qualité manœuvrière). Cependant, si la France et l'Angleterre évaluent sensiblement de la même façon l'Armée rouge, ni les jugements, ni le poids accordés aux arguments stratégiques sous-jacents ne sont identiques.

#### *b- La dissymétrie franco-britannique dans l'évaluation de la force*

Les milieux diplomatiques de la Grande-Bretagne s'en remettent aux experts militaires pour évaluer – techniquement – la valeur de l'armée soviétique. Le rapport du général Wavell, déposé à l'issue des manœuvres de 1936, est globalement positif à l'endroit de l'Armée rouge. « At the Foreign

<sup>183</sup> Herndon, *loc. cit.*, 302.

<sup>184</sup> DFA, Series A, 12, n° 235, p.285-286, Colonel Skaife à Chilston, 12 janvier 1935.

<sup>185</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, X, n° 362, Compte rendu du général Loizeau sous-chef d'état-major général, 6 octobre 1935, p.519. Voir aussi à ce sujet la mention évidemment critique du général Schweisguth dans Vaïsse. « Les militaires français et l'alliance franco-soviétique... », p.695.

Office, this estimate of the Red Army was accepted at face value »<sup>186</sup>. Il est vrai que les enjeux stratégiques ne semblent pas interférer dans ce travail d'analyse. La question de se rapprocher de l'URSS reste sobrement académique, sauf en 1939. Mais d'ici là, les acteurs favorables à ce rapprochement, tels Churchill, Eden ou Vansittart ne peuvent rien contrer la défiance du gouvernement britannique. Cependant, si les présupposés idéologiques semblent absents, l'évaluation de la puissance militaire est nécessaire pour définir l'orientation stratégique de l'Angleterre. Selon Keith Neilson, l'évaluation de cette puissance permet de choisir entre deux solutions : une URSS faible qui oblige l'Angleterre à s'accommoder avec l'Allemagne ou une URSS forte qui forme avec la France et l'Angleterre un front de résistance à l'Allemagne nazie<sup>187</sup>.

L'unanimité n'est certes pas de mise au Foreign Office. La discussion de ces orientations peut à l'occasion faire l'objet de dissentiments marqués. Neilson note par exemple la discussion qui oppose Laurence Collier, chef de la section Nord du FO, et J. L. Doods, tous deux favorables à l'URSS, à Ralph Wigram, directeur de la section Centre, sur l'éventualité d'un rapprochement anglo-soviétique. De la même façon, Anthony Eden se montre plus intéressé à une intervention soviétique aux côtés de la France que les chefs d'états-majors du Comité Impérial de Défense<sup>188</sup>. Par ailleurs, on ne remarque pas, dans l'ensemble, de dissensions entre militaires et diplomates, ni d'ailleurs entre diplomates et gouvernement. William Seeds, par exemple, qui n'apparaît aux yeux de Donald Cameron que comme une créature de Chamberlain<sup>189</sup>, ne se démarque pas de l'attitude d'indifférence qui est prônée par le premier ministre dans son évaluation du rôle de l'URSS en Europe en mars 1939 et ce, malgré la tradition d'indépendance du FO<sup>190</sup>.

---

<sup>186</sup> Neilson, *loc. cit.*, p.213.

<sup>187</sup> *Ibid.*, p.220.

<sup>188</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, XIX, n° 348, p.578, Memorandum by Mr Eden on the strength of Great Britain and of certain others nations as at January 1938, 26 novembre 1937.

<sup>189</sup> Donald Cameron Watt. "Chamberlain's ambassadors" dans Michael Dockrill et Brian McKercher (dir.), *Diplomacy and world power. Studies in british foreign policy 1890-1950*, Cambridge University Press, 1996, p.136-170.

<sup>190</sup> *DBFP*, 3<sup>rd</sup> series, 4, n° 452, p.411-413, Seeds à Halifax, 20 mars 1939.

Du côté français, la question de contacts militaires avec l'URSS en vue d'une alliance stratégique rendait l'évaluation de la puissance militaire infiniment plus complexe. Encore fallait-il que les conversations d'états-majors, qui ouvraient la voie au risque d'espionnage et à l'infiltration communiste dans les rangs de l'armée, apportent plus d'avantages à la France au chapitre de la sécurité que d'inconvénients pour ce que ce voisinage encombrant avait de délicat pour les alliés du pays<sup>191</sup>. Les dissensions éclatent d'abord du côté des experts techniques que sont les militaires. Nous avons déjà suffisamment rapporté les oppositions marquées entre les généraux Loizeau et Schweisguth lors des manœuvres de 1935 puis de 1936. Elles sont le révélateur des divisions qui traversent le haut commandement français. Vaïsse a établi une typologie des acteurs de ce drame.

« Les partisans de l'alliance étaient une petite minorité dont les sentiments sont d'ailleurs susceptibles d'évoluer : le colonel de Lattre, le colonel Mendras, le général Loizeau, le colonel Palasse, le colonel de Gaulle. Les opposants étaient à la fois plus nombreux et mieux placés dans la hiérarchie militaire : le maréchal Pétain, le général Debenev, le général Weygand à partir de 1935, le général Georges, le général Colson, le général Gérodiat, le général Schweisguth, le général Giraud, le commandant de Villelume, les officiers du 2<sup>ème</sup> bureau; la plupart des autres étaient réservés, comme le général Gamelin »<sup>192</sup>.

Si ce dernier cultive l'ambiguïté, certains le jugent plutôt réaliste sur la question du voisinage soviétique, comme Martin Alexander<sup>193</sup>. Dans les faits, Gamelin, vice-président du Conseil supérieur de la guerre, admet que l'URSS puisse assister la France, mais du seul point de vue logistique et non opérationnel, compte tenu de l'absence de frontières communes<sup>194</sup>.

Mais, en général, c'est l'ensemble du haut commandement qui manifeste sa mauvaise volonté devant la possibilité d'une concrétisation militaire du pacte franco-soviétique. « Face à Loizeau qui prêche le rapprochement militaire franco-soviétique, le haut commandement manifeste une attitude ambiguë et

<sup>191</sup> Scott, *op. cit.*, p.278.

<sup>192</sup> Vaïsse, « Les militaires français et l'alliance franco-soviétique... », p.698.

<sup>193</sup> Alexander, *op. cit.*, p.294-296.

<sup>194</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, X, n° 155, p.230, général Maurin à Flandin. Annexe II général Gamelin, vice-président du Conseil supérieur de la Guerre au général Maurin, ministre de la Guerre, 8 avril 1935.

dilatatoire »<sup>195</sup>. Michael Carley, dont la thèse principale est que ce sont les préjugés idéologiques qui ont empêché les décideurs français et britanniques de s'allier à l'URSS, souligne les manœuvres de retardement des militaires français pour éviter à tout prix que n'aboutissent les conversations d'états-majors<sup>196</sup>. Plus grave encore est de constater avec Patrice Buffotot que les militaires sont sortis de leur champ de compétence pour entrer dans le domaine politique<sup>197</sup>. « The French general staff had its own 'foreign policy' which it sought to impose upon the politicians »<sup>198</sup> Ce constat est d'autant plus frappant que le Deuxième Bureau reproche au rapport élogieux du colonel Palasse, attaché militaire à Moscou, d'exagérer les qualités de l'Armée rouge pour mieux influencer l'orientation de la politique étrangère<sup>199</sup>. Rien de moins !

Du côté du personnel diplomatique, l'ambassade à Moscou est d'accord avec l'idée de pourparlers militaires. Coulondre a pris le relais de Charles Alphan pour promouvoir le rapprochement avec Moscou. Promoteur raisonné de contacts militaires, l'ambassadeur demande un rapport sur la situation militaire de l'URSS à l'attaché militaire. Coulondre raconte dans ses mémoires la déception du colonel Palasse qui a été rabroué par ses supérieurs hiérarchiques pour son optimisme exagéré devant l'état de l'Armée rouge, et le soutien sans faille qu'il lui accorde en la circonstance<sup>200</sup>. Tous les diplomates, cependant, n'ont pas la même bonne volonté à l'égard de Moscou. À Londres, on se fait plus critique et, sans doute, plus perméable à l'argumentaire britannique. « In November [1936] the counsellor of the French Embassy, Roland de Margerie, told Liddell Hart that while glowing reports had been received from the French military mission in 1935, the reports on the 1936 manœuvres were more

<sup>195</sup> Vaïsse, « Les militaires français et l'alliance franco-soviétique... », p.693.

<sup>196</sup> Carley, 1939 ..., p.50-55.

<sup>197</sup> Voir, à cet égard, le caractère éminemment politique des commentaires du général Schweisguth dans son rapport en octobre 1936. *DDF*, 2<sup>e</sup> série, III, n° 343, p.511-514, Daladier à Delbos. Annexe Rapport du général Schweisguth, chef de la mission française. URSS Manœuvres de Russie blanche de septembre 1936.

<sup>198</sup> Patrice Buffotot, « The French High Command and the franco-soviet alliance 1933-1939 », *The Journal of strategic studies*, 1982, 5 (4), p.551.

<sup>199</sup> Vaïsse, « La perception de la puissance soviétique... », p.23.

<sup>200</sup> Coulondre, *op. cit.*, p.129.

critical »<sup>201</sup>. En avril 1937, Charles Corbin, ambassadeur à Londres fait valoir qu'une entente militaire avec l'URSS risquerait d'éloigner l'Angleterre dont l'alliance est le pivot de la politique étrangère de la France. Attendons, conseille-t-il « avant de contracter avec le gouvernement de l'URSS des liens qui apparaîtraient à Londres comme créant entre les deux pays une entente plus étroite que celle qui unit la France et la Grande-Bretagne »<sup>202</sup>. Déjà prévenu contre les accords militaires dès 1936, l'EMA fait jouer le même argument de la défiance britannique le mois suivant<sup>203</sup>. En définitive, on peut conclure avec Maurice Vaïsse que « la perception de la puissance soviétique par les militaires français n'est pas gratuite. Derrière des analyses apparemment objectives apparaissent les préjugés favorables ou défavorables à un rapprochement avec l'Union Soviétique, tant et si bien que la perception de la puissance est plus un justificatif ou un prétexte qu'un principe »<sup>204</sup>.

### c- *La question navale vue des deux capitales*

Les milieux diplomatiques français jettent sur la force navale de l'URSS le regard absent d'une nation dont la velléité de puissance maritime remonte à Colbert. Le rapprochement franco-soviétique pouvait provoquer un début de collaboration entre les deux pays en matière navale. Or, lorsque le maréchal Vorochilov déplore l'absence de contact en septembre 1933, le Quai d'Orsay se fait l'écho des regrets du commissaire à la Défense mais dévie la proposition de

<sup>201</sup> Herndon, *loc. cit.*, p.303.

<sup>202</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, V, n° 299, p.477, Corbin à Delbos, 17 avril 1937.

<sup>203</sup> Vaïsse rejoint la thèse de Carley : « ... au début de 1936, avant le rapport Schweisguth et avant l'arrivée au pouvoir du Front Populaire, les militaires français sont dans leur majorité convaincus que le rapprochement franco-soviétique ne doit pas avoir de prolongement militaire et ils le disent à l'occasion de la ratification du pacte franco-soviétique » dans Maurice Vaïsse « Les militaires français... », p.695 et aussi DDF, 2<sup>e</sup> série, I, n° 106, p.152-154, Note sur les répercussions possibles du pacte franco-soviétique, 27 janvier 1936. Sur l'attitude de l'EMA, DDF, 2<sup>e</sup> série, V, n° 480, p.825-828, Note de l'État-Major de l'Armée. Réflexions sur les conséquences possibles d'un contact militaire franco-soviétique, mai 1937.

<sup>204</sup> Vaïsse, « La perception de la puissance soviétique... », p.24. Notons cependant à la décharge du pouvoir et des instances militaires que Léon Blum, alors président du Conseil, reçoit fin 1936 un avertissement de Bénès de se méfier des Soviétiques qui semblent avoir repris leur contact avec les militaires allemands. Cet avertissement tombe au milieu des hésitations françaises devant les demandes soviétiques de collaboration militaire. Voir à ce sujet Patrice Buffotot, *loc. cit.*, p.552.

collaboration vers l'industrie privée<sup>205</sup>. Le ministère de la Marine lui-même, bien au fait de l'aspect politique de l'appel d'offre en 1934, fait ressortir l'aspect confidentiel des demandes soviétiques en France après l'échec de l'envoi de techniciens français en URSS et se montre des plus réticentes<sup>206</sup>.

En ce qui a trait à l'évaluation même de l'arme, l'appréciation ne porte que sur le nombre de navires, le décompte des bases et les possibilités géographiquement limitées de regroupement des escadres soviétiques. L'État-Major de la Marine française juge négligeable l'activité de l'aéronavale et de la flotte sous-marine, de sorte que la conclusion tombe, sèche et sans appel. «L'appoint des forces soviétiques de surface en quelque endroit que ce soit ne peut être sérieusement considéré»<sup>207</sup>. Déjà en février 1937, à l'occasion de la mission de surveillance des côtes espagnoles, l'ambassadeur de France à Londres, Charles Corbin ne cachait guère son scepticisme devant la possibilité pour l'URSS d'assumer ses obligations internationales en matière de surveillance navale. « Les navires de guerre que possèdent la Russie, soit dans la Baltique, soit dans la mer Noire, sont loin de convenir à une croisière assez longue dans une région où la navigation passe pour être très dure, et où même les navires de fort tonnage risquent de se trouver souvent en difficulté »<sup>208</sup>.

Il se dégage en fait des rapports diplomatiques français une sensible indifférence à l'égard de la Flotte rouge, indifférence que symbolise bien l'absence d'attaché naval à Moscou, cette charge étant dévolue à l'attaché militaire.

Le contraste est d'autant plus vif avec l'attitude britannique qui surveille avec soin l'expansion spectaculaire de la force navale soviétique. Partout, les documents britanniques consultés font état de l'effort de l'URSS de se doter d'une force navale crédible. L'attaché naval, le captain Clanchy, en est le témoin constant et minutieux.

<sup>205</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, IV, n° 228, p.385, Note de la Direction politique, 19 septembre 1933.

<sup>206</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, VIII, n° 16, p.19-21, le ministre de la Marine Piétri à Laval, 3 novembre 1934.

<sup>207</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 239, p.503-504, Note du chef d'État-Major général de la Marine sur la situation de la marine de l'URSS au 1<sup>er</sup> mai 1938, 25 avril 1938.

<sup>208</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, V, n° 7, p.10-11, Corbin à Delbos, 20 février 1937.

« I doubt if the Russian navy will ever become a highly efficient offensive weapon; but in the main their needs are of a defensive kind and it must be remembered that, in this respect, they have the great advantage over several other navies in that their naval air wing and coast defence form part of the navy, and all arms of the service work in unison under the direct control of the head of all naval forces of the Workers' and Peasants' Red Army »<sup>209</sup>.

Trois mois plus tard, l'attaché naval dresse un portrait d'ensemble très élogieux, bien qu'il blâme l'effet désastreux du système des commissaires politiques.

« Progress in all directions is being made; modern ships are being built; older ones have in some cases been modernised; the discipline and spirit of the men is excellent, but the vital factors of building up an efficient and progressive naval staff and producing an efficient officer corps have, it is true, been faced, but some time must elapse before the result can be seen »<sup>210</sup>.

À l'automne, Clanchy fait l'éloge de la nouvelle flotte sous-marine dont l'ambitieux programme de construction montre l'effort particulier des autorités navales. « I venture to state that if production, together with submarine technique in all its branches, continues to develop at the present rate, the submarine fleet of the Soviet Union will become a most disturbing factor in the sphere of world-wide naval armaments »<sup>211</sup>. Cet accroissement se poursuit à la faveur de la hausse spectaculaire du budget militaire de l'URSS. En mai 1939 Clanchy remarque le renforcement de la flotte soviétique en mer Baltique pour faire pièce à la menace allemande. « The expansion of naval personnel and the reduction in the period of training of officers can only be regarded as extreme measures, both pointing to a sudden change of naval policy... »<sup>212</sup>.

Pourtant, cette évaluation britannique, bien plus positive et plus complète que le jugement sommaire des Français, n'est pas exempte de circonspection. À terme, les prétentions navales de l'URSS ne menacent pas l'accord naval anglo-soviétique sur le tonnage car cette limitation ne concerne que la mer Baltique.

<sup>209</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 279, p.381-383, Captain Clanchy à Chilston, 30 novembre 1936.

<sup>210</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 51, p.68, Captain Clanchy à Chilston, 22 mars 1937.

<sup>211</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 155, p. 203, Captain Clanchy à MacKillop, 18 septembre 1937.

<sup>212</sup> *DFA*, Series A, 15, n° 67, p. 97-99, Memorandum respecting soviet naval expansion by captain Clanchy, 27 mai 1939. Clanchy note également la formation de 1200 cadets de la marine qui donne la mesure du renouvellement des officiers et de la construction de nouveaux bâtiments. Voir à ce sujet *DFA*, Series A, 14, n° 186, p.233-234, Clanchy à Chilston, 13 novembre 1937.

L'attaché naval prend cependant le soin de rassurer le secrétaire d'état au Foreign Office. « Although the Soviet Union is continuing to develop her navy, its present expansion is in no way alarming »<sup>213</sup>. En mai 1939, en revanche l'ambassadeur Seeds s'attend à recevoir de lord Halifax l'ordre d'obtenir des autorités moscovites le programme de construction navale en conformité avec l'accord déjà mentionné. « Soviet Union is embarking on a course of rapid naval expansion with the purpose of meeting a threat from Germany through the Baltic States and to a lesser degree with the purpose of strengthening its naval position in the Far East »<sup>214</sup>. En dépit des difficultés occultées dans la construction navale, Clanchy note que les croiseurs qu'il a pu voir, sont « en apparence » proches des standards britanniques. La comparaison avec le service sur les bâtiments de la Home Fleet est, bien entendu, aux yeux de Clanchy, le meilleur étalon de mesure des progrès de la flotte russe. « The Soviet Union is well on its way once again to becoming a naval Power ».<sup>215</sup>

#### *d- Les intérêts envers l'aéronautique soviétique*

L'attitude des Français et des Britanniques en ce domaine n'est pas double mais bien duelle, à l'instar de ce que nous venons de voir en matière navale. Dans la dynamique du rapprochement soviétique, les Français cherchent à tirer profit de la capacité de production de l'URSS en matière d'aéronautique tandis que les Anglais, tout à leur splendide indifférence envers l'URSS, évaluent avant tout la force de frappe de l'aviation militaire soviétique.

#### *i- Les besoins de l'aviation française*

Conscients de l'importance nouvelle de l'arme aérienne dans une possible et prochaine conflagration mondiale, les autorités françaises se sont attachées dans l'entre-deux-guerres à doter le pays d'une force de frappe à la pointe d'une technologie sans cesse en évolution. L'aéronautique française

<sup>213</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 222, p.297-299, Captain Clanchy à Chilston, 17 janvier 1938.

<sup>214</sup> *DFA*, Series A, 15, n° 65, p.97, Seeds à Halifax, 30 mai 1939.

<sup>215</sup> *DFA*, Series A, 15, n° 100, p.131-132, Captain Clanchy à Seeds, 2 août 1939. Cependant, l'attaché naval prévoit un délai de deux ans avant que la puissance navale soviétique arrive à sa pleine capacité opérationnelle. Voir Shaw, *op. cit.*, p.61.

pouvait se targuer d'une maîtrise reconnue dans la confection des moteurs d'avions mais son industrie recevait de plein fouet les effets de la crise économique des années trente et dispersait ses efforts dans de multiples petites entreprises de type artisanale. Il lui manquait les moyens de produire à grande échelle. Pierre Cot, ministre de l'Air, de 1933 à 1934 puis sous le Front populaire, se fit le promoteur de la coopération franco-soviétique en ce domaine<sup>216</sup>. Il suggéra dès son retour au ministère, lors d'une séance en juin 1936 du Comité permanent de la Défense nationale, de mettre à profit le manque de personnel qualifié en URSS pour obtenir en retour une assistance industrielle de la part de Moscou<sup>217</sup>. C'est une idée que reprend plus tard Coulondre à Moscou contre vents et marées. Après avoir mis de l'avant la capacité de production de l'URSS, il reçoit du ministère de l'Air, Guy La Chambre, successeur de Cot, l'ordre d'arrêter toute tentative de coopération avec Moscou. Pourtant « ...la collaboration technique était la seule suite concrète donnée au pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle : allait-on renoncer « à en tirer quelque avantage pour n'en garder que les inconvénients ? »<sup>218</sup>. Coulondre n'attend pas la réponse car il sait trop le poids des préjugés en la matière. « Malheureusement l'expérience apprend que, vis-à-vis de ce pays-ci, les questions soviétiques sont trop souvent traitées sur le plan sentimental »<sup>219</sup>.

Le deuxième aspect intéressant d'une coopération franco-soviétique aérienne est de pouvoir obtenir de Moscou une assistance militaire en cas de conflit avec l'Allemagne. Or, pour Patrick Perrier, « la doctrine d'emploi de la force aérienne » n'a pas l'heur de plaire aux généraux français qui lui reconnaissent pourtant une certaine valeur tactique. « Ces considérations reflètent bien les hésitations du Haut État-Major français au sujet de la collaboration active souhaitée par Pierre Cot »<sup>220</sup>. Le département de la Guerre

<sup>216</sup> Alexander, *op. cit.*, p296.

<sup>217</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, II, n° 369, p. 557, Procès-verbal de la séance du Comité permanent de la Défense nationale tenue le 26 juin 1936 au ministère de la Guerre (hôtel du Ministre) sous la présidence de M. Daladier, Ministre de la défense nationale et de la guerre, 29 juin 1936.

<sup>218</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, X, n° 18, p.41-43, Coulondre à Bonnet, 13 juin 1938.

<sup>219</sup> *Ibidem*.

<sup>220</sup> Patrick Perrier, « Relations aéronautiques franco-soviétiques (1933-1939) », *Revue historique des armées*, 1991, (4), p.113.

note lui aussi en 1938 la valeur de l'aviation soviétique mais lui refuse toute valeur de coopération avec la France en raison de son faible rayon d'action et du problème de transport qu'il implique entre les deux pays<sup>221</sup>.

La France ne cache pas à ses alliés le double intérêt qu'elle trouve à l'aéronautique soviétique – la coopération industrielle et l'assistance militaire. Mais déjà en 1935, l'attaché de l'air Collier juge irréalisables les demandes françaises et doute que l'URSS entame une production de guerre, ni se prive de ses immenses ressources matérielles au profit de la France, même à la veille de signer la pacte franco-soviétique<sup>222</sup>.

#### ii- L'évaluation britannique d'une force de frappe aérienne dissuasive

Si la position continentale de la France la rendait nerveuse quant à la sécurité sur ses frontières, l'Angleterre, toute insulaire et sûre de sa prépondérance navale en Europe, craignait avant tout la voie des airs. Le danger aérien allemand était selon le mot de Pierre Miquel, « l'une des terreurs de Chamberlain »<sup>223</sup>. Et ce n'est pas un hasard si l'initiative d'un pacte aérien visant à stériliser l'aviation militaire revint en février 1935 à l'Angleterre<sup>224</sup>.

Dans l'évaluation de la force aérienne soviétique, les Britanniques reconnaissent avec constance la qualité du personnel. Ils rapportent notamment l'impression favorable des Tchèques lors de la visite d'aviateurs soviétiques en août 1934. Les officiers et aviateurs sont disciplinés et compétents<sup>225</sup>. Toujours en absence d'attaché de l'air, l'ambassadeur Chilston note la bonne impression de l'attaché suédois pour le parachutage de troupes – une première mondiale - et l'enthousiasme du constructeur allemand Fokker<sup>226</sup>. La formation du personnel technique est soulignée par le wing commander Hallawell<sup>227</sup> de même que la formation des cadets de l'air appelés à grossir les rangs d'une force en plein

<sup>221</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VIII, n° 361, p.705-709, Note du département de la Guerre sur le concours militaire que la France peut attendre de l'URSS dans le domaine aérien, 10 mars 1938.

<sup>222</sup> DFA, Series A, 12, n° 262, p.326, Chilston à Simon, 9 mars 1935.

<sup>223</sup> Pierre Miquel. *Le piège de Munich*. Paris, Denoël, 1998, p.85.

<sup>224</sup> Duroselle, *op. cit.*, p.144.

<sup>225</sup> DFA, Series A, 12, n° 151, p. 173-174, Mack à Simon, 21 août 1934.

<sup>226</sup> DFA, Series A, 12, n° 161, p.186, Chilston à Simon, 25 août 1934.

<sup>227</sup> DFA, Series A, 14, n° 174, p.220-221, Hallawell à Chilston, 1er novembre 1937.

développement. « The expansion of the Soviet air force has been rapid. I gather that when a period of consolidation arrives, there will be an attempt to broaden the basis of training »<sup>228</sup>.

Le regard britannique reste bien entendu critique. L'attaché Collier ne peut savoir en quoi consiste l'annonce d'une augmentation de 33 % de l'aviation soviétique. S'agit-il d'avions de première ligne, d'unités, de personnel ou encore du tonnage des bombes ? En absence de plus amples détails, du moins conclut-il à l'effort soviétique d'améliorer l'entraînement et l'équipement des forces aériennes<sup>229</sup>. Le constat est plus négatif en 1936. L'attaché rapporte et approuve le bilan de son homologue allemand. Selon le général Koestring, l'aviation soviétique compte 4000 appareils plutôt que 5000 (chiffres communément admis) et seulement 3000 de première ligne sans doute dépassés; de plus, l'industrie aérienne fonctionne à pleine capacité et ne pourra faire plus en temps de guerre à cause de la difficulté de renouveler le personnel qualifié<sup>230</sup>. Il rejoint en cela l'estimation faite du côté français par l'État-Major de l'Air en mai 1938<sup>231</sup>. L'année suivante, la visite d'une escadrille en banlieue de Moscou confirme Collier dans son jugement.

« It is difficult to draw conclusions from so restricted a visit and under artificial conditions with no opportunity to see the units at their regular works. My feeling is that the flying side of their organization is weaker than they would have us believe, and that the centre of their activities is on the ground rather than in the air »<sup>232</sup>.

Une préoccupation, voire une inquiétude, sourd cependant de l'évaluation anglaise. La mention de bombardiers lourds apparaît dans les documents britanniques comme le signe indubitable d'une puissance<sup>233</sup> et celui d'une menace<sup>234</sup> à laquelle les îles britanniques doivent faire face. Même si les

<sup>228</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 187, p.234-236, Hallawell à Chilston, 18 novembre 1937.

<sup>229</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 250, p. 303, Comment by the Air Attaché on M. Tukhachevski's References to Aviation, 11 février 1935.

<sup>230</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 150, p.242-243, Collier à Chilston, 9 mars 1936.

<sup>231</sup> *DDF*, 2° série, IX, n° 450, p.899-901, Note du 2° bureau de l'État-Major de l'Air sur l'aviation soviétique, 25 mai 1938.

<sup>232</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 193, p. 245-246, Hallawell à Chilston, 27 novembre 1937.

<sup>233</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 279, p.367, Chilston à Simon, 6 avril 1935 et *DFA*, Series A, 12, n° 299, p. 398-401, Charles à Simon, 7 mai 1935.

<sup>234</sup> *DFA*, Series A, n° 151, p. 174, Mack à Simon, 21 août 1934.

bombardiers lourds - entrevus lors d'une visite ponctuelle - par Collier lui paraissent en 1937 dépassés et bientôt affectés à des tâches de transport, celui-ci nuance la condescendance de Koestring sur un point et un seul.

« I consider that his views are substantially correct ... [but] they do not seem to me to make sufficient allowance for the threat which the existing heavy bombers strength of the Soviet Union presents to potential enemies, whose air defences are either weak or not fully organised: a state which many air defence systems tend to have at the beginning of a war »<sup>235</sup>.

La force de frappe de l'Armée rouge apparaît donc aux Français comme aux Britanniques, à quelques nuances près, comme une arme redoutable avec laquelle il faut savoir compter, non comme élément offensif propre à perturber les calculs d'états-majors, mais davantage dans sa capacité défensive et donc dissuasive pour une attaque première à l'est. Pourtant, un fait nouveau désarçonne les chancelleries occidentales dans ce pays décidément bien difficile à comprendre. On apprend en juin 1937 les débuts d'une épuration drastique dans les rangs de l'Armée rouge, et ce au plus haut niveau. Quelle évaluation de cette purge Français et Britanniques en tirent-ils en ce qui concerne la puissance militaire de l'URSS ? Ont-ils le temps avant les grands orages de l'été 1939 de surprendre le rebond de l'Armée rouge épurée ? Quelle place enfin celle-ci occupe-t-elle dans les calculs opérationnels de Paris et de Londres ?

### 3- Le tournant de l'année 1937

#### a- La purge de l'armée soviétique

Lorsque les chancelleries d'Europe apprennent l'arrestation, puis l'exécution sommaire, des principaux chefs militaires de l'Armée rouge, elles n'imaginent pas encore l'ampleur, ni la durée de cette purge. « Les 35000 victimes militaires des purges représentent avant tout la moitié du corps des officiers. Parmi eux, les officiers supérieurs paient un prix très lourd : la

---

<sup>235</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 150, p.243, wing-commander Collier à Chilston, 9 mars 1936.

liquidation atteint 3 des 5 maréchaux soviétiques, 13 commandants d'armée sur 15, 57 commandants de corps d'armée sur 80, 70 commandants de division sur 190, les 11 vice-commissaires à la guerre, 75 des 90 membres du Conseil supérieur de guerre. Toute la direction militaire est décimée. »<sup>236</sup>. Il s'agit en fait d'une épuration qui vise d'abord les cadres supérieurs et non la troupe, ni même les officiers subalternes. Mais on oublie souvent qu'elle s'inscrit dans une épuration politique plus large et qui a commencé en 1933, bien avant les fameux procès de Moscou de 1936-1938. De plus, l'épuration de l'Armée rouge se poursuit en 1938, même si elle affecte alors davantage les Vieux Bolcheviques<sup>237</sup>.

Les premières relations qu'en donnent les deux ambassades diffèrent légèrement, compte tenu de l'incertitude et du peu d'information crédible qui planent autour de cette épuration. Coulondre signale le procès du maréchal Toukhachevski, numéro deux de l'Armée après le maréchal Vorochilov, sans que la nouvelle de son procès soit une surprise étant donnée sa relégation remarquée à un poste subalterne dans les mois qui ont précédé son exécution. Rapidement, l'ambassadeur français interprète la décimation du commandement comme une reprise en main générale du pouvoir par Staline « C'est la génération de la Révolution qu'on élimine »<sup>238</sup>. Les Britanniques, par la voix de l'attaché militaire Firebrace et du chargé d'affaires MacKillop, insistent davantage sur l'aspect fantaisiste et truqué des procès car peut-être plus sensibles au sujet depuis l'affaire Metro-Vickers déjà évoquée. Sans écarter le fondement de la haute trahison – qui est le principal chef d'accusation – l'interprétation donnée est que certains milieux du haut commandement ont pu rechigner contre la reprise en main politique de l'armée avec l'instauration des commissaires politiques<sup>239</sup>. L'armée soviétique depuis 1924 avait acquis une certaine

<sup>236</sup> Carrère d'Encausse, *op. cit.*, p.66.

<sup>237</sup> Shaw, *op. cit.*, p.52.

<sup>238</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VI, n° 54, p.93, Coulondre à Delbos, 11 juin 1937. DDF, 2<sup>e</sup> série, VI, n° 65, p.106, Coulondre à Delbos, 13 juin 1937.

<sup>239</sup> DFA, Series A, 14, n° 101, p.133-134, Mackillop à Eden, 15 juin 1937. DFA, Series A, 14, n° 102, p.135-137, colonel Firebrace à Mackillop, 14 juin 1937. Notons que l'attaché militaire par intérim, le lieutenant-colonel Simon conclut, à l'instar des Britanniques, à une reprise en main de l'armée, à la volonté de Staline de remettre l'armée sous le joug du parti et de faire du parti, un

autonomie, c'était « une armée permanente dont les pouvoirs en tant que corps constitué n'[allaient] cesser de se renforcer. Soumise au contrôle du Parti, l'armée [allait] progressivement dégager de ce contrôle une autorité personnelle, celle des officiers »<sup>240</sup>. On comprend dans ces conditions que la jeune flotte soviétique ait été moins touchée dans sa haute hiérarchie comme le rapporte l'attaché naval Clanchy<sup>241</sup>. Il reste que l'épuration du principal outil de la défense nationale était à même de jeter un désarroi certain dans les chancelleries occidentales à propos d'un régime capable de décapiter sans état d'âme le haut commandement de son armée. Quels sont, dans ces conditions, et au-delà des faits bruts diversement appréciés par les diplomates, les jugements que portent à moyen terme les ambassades de France et d'Angleterre à Moscou sur les conséquences de cette rugueuse épuration ?

#### b- Un constat identique

Quelles que soient les divergences franco-britanniques que nous avons pu observer jusque-là dans l'évaluation de l'Armée rouge, il va sans dire que l'épuration de 1937 marque une profonde césure dans cette évaluation et une vaste remise à plat de toutes les conclusions précédentes. « Les purges staliniennes, qui frappent durement le haut commandement soviétique, ont une influence considérable sur la perception de la puissance soviétique en 1937-1938 autant en France qu'en Grande-Bretagne »<sup>242</sup>. Elles ont pour première conséquence de valider rétrospectivement les positions des opposants à toutes velléités de relations militaires avec Moscou<sup>243</sup>.

---

parti plus stalinien que communiste. *DDF*, 2<sup>e</sup> série, VI, n° 162, p.255, lieutenant-colonel Simon à Daladier, 30 juin 1937.

<sup>240</sup> Carrère d'Encausse, *op. cit.* p.65.

<sup>241</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 164, p.209-210, MacKillop à Eden, 4 octobre 1937. *DFA*, Series A, 14, n° 165, p.210-211, captain Clanchy à MacKillop, 4 octobre 1937.

<sup>242</sup> Vaïsse, « La perception de la puissance soviétique... », p.22.

<sup>243</sup> C'est la thèse de Michael Carley « ... les purges de l'Armée rouge fournirent un prétexte idéal à l'état-major général français pour abandonner toute autre discussion en vue d'une coopération militaire » dans *1939...*, p.54; du côté britannique, voir Neilson, *loc. cit.*, p.215 « The arrest, trial and subsequent execution of many high-ranking Soviet officers weakened the position of those who advocated a closer alignment with the Franco-Soviet bloc as the means to deter Germany ».

Le premier aspect qui frappe, à la lecture des dépêches, est l'unanimité des diplomates français et britanniques sur l'affaiblissement durable qu'entraîne le remplacement de généraux qualifiés par des officiers qui n'ont évidemment pas eu le temps de suivre des cours d'états-majors pour se retrouver dans les postes-clé du haut commandement. Le colonel Firebrace n'avait, par ailleurs, pas attendu le mois de juin pour dénoncer les effets néfastes de l'instauration de conseils et de commissaires politiques chargés de veiller à l'orthodoxie marxiste derrière l'officier commandant. "From the point of view of the efficiency of the army, these measures constitute a retrograde step. The Red Army has in recent years made real strides forward towards efficiency, largely under the influence of Marshal Tukhachevski who has now himself been degraded. During this time the army had to some extent shaken itself free from party interference in its own affairs and had applied itself to the task of making itself efficient to war. It may be that Marshal Tukhachevski is regarded as the apostle of the doctrine of a non-party army and as such has had to be removed"<sup>244</sup>.

De surcroît, le climat de terreur qui régnait ne pouvait qu'entraver l'esprit d'initiative qui est la première qualité demandée à un chef de corps. « Initiative and originality of thought, essential qualities in a high commander are likely to be conspicuously absent, being qualities too dangerous to be considered desirable in a Red Army commander »<sup>245</sup>. D'autre part, l'inexpérience des nouveaux commandants d'unités ne pouvait inspirer confiance aux observateurs étrangers. « General Gamelin has confirmed that these events did not encourage him to enter into detailed discussions with the Russians. The French military attaché in Moscow provided further support for this position, emphasizing the fact that the purge was affecting not only the high command but also the military formations: thus regiments were being commanded by majors and sometimes even by captains »<sup>246</sup>.

<sup>244</sup> DFA, Series A, 14, n° 91, p.117, colonel Firebrace à MacKillop, 31 mai 1937.

<sup>245</sup> DFA, Series A, 14, n° 102, p.137, Firebrace à MacKillop, 14 juin 1937.

<sup>246</sup> Patrice Buffotot, *loc. cit.*, p.553. « Il convient de remarquer que la situation intérieure de la Russie soviétique, et singulièrement l'instabilité complète du haut commandement militaire, diminuerait considérablement l'autorité des militaires russes qui seraient actuellement désignés pour établir un contact avec les représentants de l'EM français ». DDF, 2<sup>e</sup> série, VI, n° 35, p.50-

De la faiblesse du haut commandement, les observateurs à Moscou descendent à l'échelon inférieur et critiquent la tactique pourtant déjà sévèrement jugée avant les purges, comme nous l'avons rapporté plus haut. Helleu, ministre de France à Tallin, colporte les observations de la mission militaire estonienne aux dernières manœuvres soviétiques<sup>247</sup>. Celle-ci avait observé une régression de la capacité tactique des unités qu'elle attribuait à l'épuration militaire<sup>248</sup>. Cependant, faute de pouvoir aller de près observer les effets de l'épuration, l'attaché britannique soulignait que les conséquences ne se feraient voir que lentement.

Un dernier aspect, souvent négligé, dans le portrait de l'épuration militaire, réside dans la dévastation de l'économie en ce qu'elle entraîne de problèmes liés à la production, à la distribution et à l'approvisionnement nécessaire à l'entretien quotidien d'une armée en pleine possession de ses moyens. « Au cours de l'année 37, des dizaines de milliers de cadres de l'économie sont destitués, arrêtés et condamnés, aussitôt remplacés d'ailleurs par de jeunes spécialistes formés au cours des années précédentes »<sup>249</sup>. L'attaché militaire français remarque que l'armée n'échappe finalement pas à un déclin général du pays.

« Il n'est pas douteux ... que les événements qui se sont déroulés depuis deux semaines contribueront à entretenir le sentiment d'inquiétude qui régnait déjà dans ses rangs et accroîtront encore la défiance et la crainte des responsables dans le corps des officiers. Si on tient compte également de la stagnation et même du recul de l'industrie au cours des derniers mois, qui sont dus aux mêmes causes, on doit admettre que la crise intérieure que traverse l'URSS a amoindri sérieusement son potentiel militaire »<sup>250</sup>.

---

52, Note de l'EMA. Sur l'éventualité d'un contact militaire franco-soviétique, 9 juin 1937. Rappelons pour mieux fixer l'étendue du saut qualitatif exigé de l'officier subalterne soviétique promu dans ces conditions que, dans les armées contemporaines un capitaine commande une compagnie de 250 hommes tandis qu'un colonel est à la tête d'un régiment de 3000 hommes environ.

<sup>247</sup> Rappelons que le général Gamelin, bien qu'invité à ces manœuvres d'automne, avait refusé d'y assister, au vu de l'épuration militaire en cours.

<sup>248</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VII, n<sup>o</sup> 52, Helleu ministre à Tallin à Delbos, p.100.

<sup>249</sup> Werth, *Les Procès de Moscou*, Bruxelles, éd. Complexe, 1987. p.144-145.

<sup>250</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VI, n<sup>o</sup> 73, p.116, lieutenant-colonel Simon à Daladier, 14 juin 1937.

Si le constat de l'été 1937 est pessimiste, les observateurs anglais et français, tels le colonel Firebrace, restent à l'affût pour estimer l'évolution et la possible convalescence d'une armée en proie au doute.

c- La capacité de rebond de l'Armée rouge vue de Paris et de Londres

L'analyse d'une régénération possible et prochaine de l'armée soviétique épurée est certainement l'objet des plus vives divergences entre les diplomates anglais et français. En dépit de ces différences de perspectives, les deux chancelleries reconnaissent l'impératif absolu de la paix pour que le régime moscovite survive à cette terrible année 1937. « Cette volonté, cette nécessité même de paix permet d'attendre de l'URSS une politique extérieure modérée et parallèle à celle des puissances démocratiques. Elle est cependant un sujet d'inquiétude dans la mesure où elle trahit la faiblesse momentanée de ce pays : ce n'est qu'une Russie faible ou une Russie très forte qui peut faire le jeu de l'Allemagne »<sup>251</sup>. Lord Chilston se fait plus cruel dans ses commentaires lorsqu'il conclut que l'URSS, par instinct de conservation, doit se mettre elle-même hors-jeu des affaires européennes.

“This intense anxiety to avoid war has for some time past been clearly reflected in every move of Soviet policy. It would, however, be misjudging the true nature of this tendency to regard Soviet union as being therefore necessarily a great force on the side of peace. On the contrary, the Soviet Union must rather, for the time being, be counted out of European politics in so far as the exercise of a decisive influence one way or the other is concerned, though there is a reason why with time and in changed circumstances, it should not play an extremely important role in world affairs”<sup>252</sup>.

À cette mise à l'écart péremptoire, répond l'optimisme détonnant du nouvel attaché militaire, le colonel Palasse. Même s'il déplore une aggravation de l'épuration dans l'armée au début de 1938, le colonel Palasse espère malgré tout une « stabilisation des cadres »<sup>253</sup>. En juillet, quelques jours, il est vrai, avant l'assaut peu reluisant des Soviétiques sur les collines de Changkufeng en Mandchourie, Palasse juge positivement la valeur de l'Armée rouge, la

<sup>251</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, VI, n° 144, p.225, Coulondre à Delbos, 28 juin 1937.

<sup>252</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 262, p.347, Chilston à Eden, 19 avril 1938.

<sup>253</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 259, p.589, colonel Palasse à Daladier, 30 avril 1938.

motivation de la troupe et la qualité manœuvrière des petites unités. Pour celui-ci, l'attitude ferme en Mandchourie a été rendue possible par la valeur de l'armée en Mandchourie<sup>254</sup>. Après l'armistice nippo-soviétique du 20 août, l'attaché militaire retient surtout des opérations de l'Armée rouge son autonomie en matière d'approvisionnement depuis l'Europe<sup>255</sup>, mais non sa piètre performance sur le terrain. À force de voir à moitié plein un verre aux trois-quarts vide, on ne sera pas étonné que le colonel Palasse ait affronté quelques rebuffades de la part du Deuxième Bureau<sup>256</sup>.

Il a dû, sans le savoir par contre, essuyer le mépris de son collègue Firebrace qui n'est pas tendre avec lui, car les Britanniques attendent le rebond soviétique mais ne le voient pas venir. L'accrochage de Changkufeng en août 1938 les conforte dans l'idée d'une déréliction de l'Armée rouge. « British criticisms of Soviet tactics seemed vindicated: reconnaissance was poor, infantry was brave but poorly deployed and failed to press the attack, armour was clumsy and ineffectively employed, aerial attacks were ineffectual and the clumsy Soviet frontal assaults were bloodily repulsed »<sup>257</sup>. La faible réalisation tactique de l'assaut soviétique renforce l'attaché britannique dans sa conviction que l'armée de Moscou est inopérante. Le tableau qu'il en dresse en avril, relève plus de l'apocalypse que du rapport d'ambassade : désorganisation générale, baisse de la discipline, inexpérience du haut commandement. Son jugement sec est à l'extrême opposée de l'attitude de Palasse qui se signale par un volontarisme forcené que ne cache pas une poussière d'archive de soixante-dix ans. : « The French military attaché, who has been recently appointed and whose judgement does not inspire confidence, professes to be convinced that the Red army would fight if Czechoslovakia were attacked by Germany... He weakens his case, however, by constantly striving to minimise the effect on the army of recent

<sup>254</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, X, n° 275, p.499, colonel Palasse à Daladier, 26 juillet 1938.

<sup>255</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, X, n° 430, p.763, colonel Palasse à Daladier, 21 août 1938.

<sup>256</sup> Vaïsse, « La perception de la puissance soviétique... », 23.

<sup>257</sup> Herndon, *loc. cit.*, p.307. De son côté, l'attaché naval Clanchy juge que la marine ne retrouvera son efficacité qu'en réduisant le rôle de l'officier politique. DFA, Series A, 14, n° 292, p.389-390, captain Canchy à Chilston, 12 juillet 1938.

events”<sup>258</sup>. Firebrace touche là un point manifestement important qui démarque les deux analyses. L’attaché militaire français a besoin de croire en la crédibilité de l’Armée rouge depuis que les appétits de l’Allemagne, peu satisfaite de l’Anschluss en mars, se reportent sur la Tchécoslovaquie.

L’opposition entre les deux chancelleries est encore plus saisissante le 16 mai lorsque Coulondre, sur le point de partir pour Paris, demande à Vereker, en absence de lord Chilston, son avis sur l’armée soviétique. L’ambassadeur français commence sur un tableau qu’aurait pu lui souffler son attaché militaire.

« We know that power in the Soviet Union was centred in the Kremlin, that Stalin was practically a dictator, that the army on the whole was more contented than it had ever been and was certainly better fed than the whole of the remaining population, that they had enormous supplies of ammunition, some thousand of tanks, and quite a formidable, if not obsolescent air force, and that he had moreover been reliably informed that M. Vorochilov had reported to M. Stalin that the Soviet army was fit for war and he had also heard from his Bulgarian colleague that, in order to forestall any possible revolt on the part of the peasants in the event of mobilisation, a large number of able-bodied conscripts had in fact already been attached to units to increase their peace-time strength »<sup>259</sup>.

Vereker dresse alors un constat pessimiste de la puissance militaire russe, à l’égal, selon lui, de celui que font les autres attachés militaires.

« The recent political reconditioning of the Russia army had undoubtedly undermined discipline and reduced its value as an offensive weapon, while the purges against the General Staff and Higher Command into such appalling chaos and disorganisation for the time being that one could not possibly tell what might or might not happen in the event of a major operation... There was no good hoping vainly that the Russians might be of some value as a counterpoise to the Germany when the balance of probability seemed to be altogether on the other side »<sup>260</sup>.

Jusqu’en décembre, l’avis des Britanniques est sans équivoque et s’étend à l’ensemble du régime, et non seulement à l’appareil militaire. Dans un rapport des plus alarmants sur la décrépitude du régime, Lord Chilston évoque alors « la

<sup>258</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 263, p.349, colonel Firebrace à Chilston, 18 avril 1938.

<sup>259</sup> *DBFP*, 3<sup>rd</sup> series, 1, n° 222, p. 303-307, Vereker à Halifax, 16 mai 1938.

<sup>260</sup> *Ibid.*, p.306.

décadence de l'armée »<sup>261</sup>. Par la suite, c'est-à-dire au cours de l'année 1939, l'attaché britannique revient pour la première fois en mars sur son évaluation de l'armée russe. « ...The Red Army probably was at its weakest during the winter of 1938, and is now once more on the upward grade but still handicapped by the effects of past events »<sup>262</sup>. Pour sa part, le général Palasse continue imperturbablement à vanter les mérites de la puissance soviétique. « Je crois » dit-il « l'URSS susceptible de peser d'un grand poids dans la balance des forces pacifiques que l'on s'efforce de regrouper en Europe »<sup>263</sup>. Il est vrai qu'en juin 1939, l'équivoque sur la place que pouvait prendre Moscou dans l'affrontement européen, avait laissé place à une prise en compte de l'URSS dans le calcul de la France et de l'Angleterre.

#### d- L'Armée rouge et la marche à la guerre des Français et des Britanniques

Une chose est de guetter la restauration possible de l'armée russe dévastée par l'épuration politique, une autre est de savoir si la France et l'Angleterre peuvent l'inclure dans leurs calculs opérationnels. En la matière, cette prise en compte est directement redevable du besoin de chacun le long de cette inexorable marche à la guerre dans laquelle sont engagées les deux nations. De la sorte, nous pouvons dégager deux orientations très distinctes qui finiront par converger lors des longues négociations anglo-franco-soviétiques de l'année 1939.

Du côté français, il n'y a nul doute que les ressources innombrables de ce grand pays pèsent favorablement dans la balance. Le colonel Palasse préconise, aux lendemains du pacte anti-Komintern « l'alliance avec une Russie de 160 millions d'habitants dont le potentiel de guerre paraît en croissance continue »<sup>264</sup>. Plus encore, lors de la menace grandissante sur la Tchécoslovaquie, la France a

<sup>261</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XIII, n° 19, p.34, Corbin à Bonnet, 3 décembre 1938.

<sup>262</sup> DFA, Series A, 15, n° 35, p.66, colonel Firebrace à Seeds, 6 mars 1939. On a estimé après-guerre excessifs les jugements de Firebrace. Anthony Eden, par exemple, revient dans ses mémoires sur le sujet. "When Stalin executed the leadership of the Soviet armed forces in 1937, critics combined to see in this the ruin of any military efficiency the Russians might have possessed. These exaggerated estimates were damaging to Anglo-Russian relations up to the moment when German troops crossed the Soviet frontier". Eden, *op. cit.*, p.162.

<sup>263</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVI, n° 414, p.785, général Palasse à Daladier 13 juin 1939.

<sup>264</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VII, n° 392, p.790, colonel Palasse à Daladier, 28 décembre 1937.

besoin de croire que la promesse d'assistance soviétique est sérieuse. On sait que le pacte d'assistance soviéto-tchécoslovaque signé peu après le pacte franco-soviétique en juillet 1935, ne devait entrer en vigueur qu'après assistance de la France à Prague. L'urgence de la situation finit même par décider le général Colson, réticent à tout rapprochement, à retenir l'idée de Coulondre d'entamer la veille des accords de Munich des conversations militaires immédiates alors que l'attaché soviétique est venu annoncer la mobilisation possible de 30 divisions russes sur sa frontière occidentale<sup>265</sup>. Cette offre de collaboration militaire venait une fois de plus de la part des Soviétiques. Il faudrait alors toute l'inertie de George Bonnet pour engluier cette ultime tentative soviétique avant l'exécution de la Tchécoslovaquie. « Les contacts utiles ont été pris par nos états-majors avec l'attaché militaire soviétique et les conversations se poursuivront sur le plan technique »<sup>266</sup>.

L'attitude des Britanniques, elle, est faite de scepticisme, commandé par la conviction que l'URSS ne compte plus en Europe. Alors que l'attaché de l'Air français semble souscrire à l'avis favorable de l'attaché militaire américain sur l'armée soviétique et sur le poids du pays en général dans les pays européens<sup>267</sup>, le rapport de l'État-Major du Comité Impérial de Défense juge insignifiante la contribution militaire de l'URSS en Europe. "... from a military point of view, the value of Russian intervention is doubtful. Even if Poland is an ally, the development of anything approaching Russia's full military strength against Germany is a matter of serious doubt, and consequently from our point of view, we cannot expect to obtain much relief from Russian intervention until some time has elapsed"<sup>268</sup>. Cet avis perdure chez les Britanniques aussi loin que le 24 mars 1939 – après l'annexion nazie de la Tchécoslovaquie - comme en témoigne cet avis du COS: "the Soviet ability to influence military operations in Europe

<sup>265</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XI, n<sup>o</sup> 380, p.581, Note du directeur politique. Démarche de l'attaché militaire soviétique, 26 septembre 1938.

<sup>266</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XI, n<sup>o</sup> 416, p.632, Bonnet à Coulondre, 28 septembre 1938.

<sup>267</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XIV, n<sup>o</sup> 179, p.308, lieutenant-colonel Luguët, attaché de l'Air à Moscou à Guy Lachambre, ministre de l'Air, 22 février 1939.

<sup>268</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 19, n<sup>o</sup> 316, p.506, Report by the Chiefs of Staff Sub-Committee of the CID on the comparison of the strength of Great Britain units with that of certain other nations as at January 38, 12 novembre 1937.

was limited. This was not the case in the Far East, however, where the USSR could play a significant role against Japan”<sup>269</sup>. Dans le même temps, le rapport que remet Firebrace sur l'état de l'Armée rouge conclut que celle-ci est une armée affaiblie mais loyale au régime, peu apte à l'offensive mais solide pour défendre le territoire. C'est donc encore une fois l'absence de potentiel offensif qui est mis de l'avant par l'ambassade britannique à Moscou et qui fait de l'armée soviétique une masse stratégique morte, inapte à l'endiguement de l'Allemagne nazie. Ajoutons que, selon Firebrace, le pays peut basculer en cas de long conflit. Or, les calculs des états-majors de France et d'Angleterre tablaient tous sur un conflit long, à l'égal de la Grande Guerre<sup>270</sup>.

Plus réalistes que les Britanniques au chapitre des intentions agressives de l'Allemagne, les Français persistaient cependant à ne voir dans la puissance militaire de la Russie que l'honnête pourvoyeur de la logistique franco-britannique. « ... Tout ce qui sera fait par notre diplomatie pour, d'une part, amener l'URSS à collaborer avec la Pologne par envoi de matière première, denrées, munitions et, d'autre part, faire accepter cette collaboration aux Polonais, ne peut que servir au mieux les intérêts d'une éventuelle coalition contre les puissances de l'axe Berlin-Rome »<sup>271</sup>. Pendant ce temps, l'ambassadeur britannique à Moscou résistait à sa façon aux pressions de l'opinion publique de son pays, avide d'une entente salvatrice au revers de l'Allemagne. « Those innocents at home who believe that Soviet Russia is only awaiting an invitation to join western democracies should be advised to ponder M. Stalin's advice to his party: 'to be cautious and not allow Russia to be drawn

<sup>269</sup> Herndon, *loc. cit.* p.309.

<sup>270</sup> DFA, Series A, 15, n° 32, p.62-63, The Red Army by colonel Firebrace, 6 mars 1939; à propos de la conception d'une guerre longue, voir par exemple Karl-Heinz Frieser, *op. cit.*, p.61.

<sup>271</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XV, n° 416, p.673, général Gamelin, chef de l'EM général de la défense nationale à Daladier, 15 avril 1939. Il faudra attendre le mois de juin et la surenchère moscovite pour que la dimension opérationnelle entre en ligne de compte dans l'esprit de la diplomatie française. Voir à ce sujet l'obstiné général Palasse qui évoque le chiffre magique de cent divisions soviétiques massées sur la frontière occidentale de l'URSS. DDF, 2<sup>e</sup> série, XVII, n° 6 p.6, général Palasse à Daladier, 26 juin 1939.

into conflicts by warmongers who are accustomed to have others pull the chestnuts out of the fire”<sup>272</sup>.

L’armée soviétique, après avoir fait l’objet de toutes les attentions de la part d’attachés militaires en mal d’information, obtenait donc une note tout juste passable pour l’obtention du titre de puissance militaire crédible. Appuyée sur les ressources matérielles et humaines d’un immense territoire, elle ne convainquait qu’à demi les chancelleries française et britannique de son potentiel d’attaque. Mais en fallait-il plus pour faire de l’URSS une puissance stratégique capable de faire pièce aux gesticulations de l’Allemagne nazie ? Comment, dans ces conditions, les diplomates à Moscou réfractaient auprès de Londres et de Paris l’éveil de la puissance soviétique pour que la France et l’Angleterre aient une vue précise de la juste importance de ce pays, assis au bord du continent européen ?

---

<sup>272</sup> *DBFP*, 3<sup>rd</sup> series, 4, n° 452, p.419, Seeds à Halifax, 20 mars 1939.

### **III- La puissance stratégique soviétique vue de Paris et de Londres**

Si la politique est l'art du possible, la définition de la diplomatie française et britannique à l'égard de Moscou relevait au cours des années trente de l'exercice de haute voltige. Il s'agissait en effet que les professionnels de la diplomatie dessinent, pour leur gouvernement respectif, l'image la plus juste de la puissance soviétique au moyen d'informations éparses, noyées dans les bruits de la propagande des États totalitaires – URSS comprise, assourdies par les remous de la politique intérieure et les ressacs de l'opinion publique de chacun des deux pays.

Tout n'était pas que nuit et brouillard. Le travail des diplomates s'est orienté autour de deux problèmes. Le premier consistait à établir un relevé de ce qui semblait être l'orientation pour ainsi dire doctrinale de la politique étrangère soviétique. Le second consistait à situer correctement les pièces du jeu d'échecs soviétique à la bonne place en Europe et à répondre à la question cruciale : « les pièces seront-elles blanches, noires ou resteront-elles sur le côté de l'échiquier? ».

Dès lors que les diplomates eurent résolu à leur manière ces deux problèmes, il a fallu qu'ils se demandent dans quelle mesure l'URSS pouvait apporter à chacun de leur pays une aide qui en fit un élément stratégique incontournable pour le continent européen.

#### **1- Quels sont les ressorts de la politique étrangère soviétique aux yeux des diplomates anglais et français ?**

##### **a- La politique de sécurité**

À l'aube de l'année 1933, l'Union soviétique apparaît déjà comme une puissance travaillée par l'obsession obsidionale. Elle s'est enserrée dans un réseau de pactes de non-agression avec la plupart de ses voisins – pays baltes,

Finlande, Pologne<sup>273</sup> – puis, plus tard, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie et France. Cette politique de sécurité bilatérale trouve ses limites en 1933 lorsque les intentions agressives de l'Allemagne à l'égard de Moscou mettent en lice un adversaire autrement plus redoutable et qu'un simple accord de non-agression ne saurait impressionner.

Consciente du caractère irrémédiable de l'hostilité allemande<sup>274</sup>, Moscou s'engageait plus résolument dans une politique de sécurité collective qu'elle avait jusqu'ici boudée. La proposition soviétique d'une Conférence permanente de la paix faite par Litvinov en mai 1934 visait notamment «à montrer aux Occidentaux que l'URSS est prête à s'engager aux côtés des États défenseurs de la paix et à coopérer dans la mise en place d'un système de sécurité collective»<sup>275</sup>. Les Français, dont la politique de sécurité devenait tout à coup en phase avec celle de Moscou, ne pouvaient qu'applaudir à ce revirement majeur en Europe. « Une place importante est à prendre ici » comme le déclare Alphand dans un vibrant plaidoyer pour un rapprochement avec l'URSS<sup>276</sup>. Cette place, c'était celle de l'Allemagne qui occupait au sein de la diplomatie russe une place privilégiée depuis le traité de Rapallo. Les différents postes français, et pas seulement Moscou, restaient à l'affût des signes de ce changement. À Varsovie, l'attaché militaire notait :

« Tous les indices confirment l'évolution qui s'est produite récemment en URSS depuis l'action hitlérienne contre les bolchevistes et les Juifs, son attitude hostile à l'égard de l'Allemagne qui va jusqu'à la mise sous surveillance étroite d'officiers allemands en service en Russie, et qui doit se traduire par une neutralité bienveillante à l'égard de la Pologne et de ses alliés... Les milieux soviétiques souhaiteraient... une « normalisation » de leurs relations avec la Petite Entente, au besoin grâce au concours de la Pologne. Une audience du Maréchal [Pilsudski] au ministre des Soviets, fait sans précédent, est bien de nature à marquer les changements survenus »<sup>277</sup>.

<sup>273</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, II, n° 29, p. 53-61, Note du Département pour le Président du Conseil, 23 novembre 1932.

<sup>274</sup> Courtois, *loc. cit.*, p. 18

<sup>275</sup> Sabine Dullin, « Les diplomates soviétiques à la Société des Nations », *Relations internationales*, n° 75, automne 1993, p.329-343.

<sup>276</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, IV, 251, p. 14-19, Alphand à Paul-Boncour, 27 septembre 1933.

<sup>277</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, III, n° 91, p.164, général d'Arbonneau, attaché militaire de France à Varsovie à Daladier, 5 avril 1933.

Il faut dire que le mémoire de l'Allemand Hugenberg<sup>278</sup> à la Conférence économique de Londres en juin 1933 et le projet de son compatriote Rosenberg sur une possible action germano-polonaise en Ukraine étaient de nature à rejeter l'URSS dans le camp des nations anti-révisionnistes, celles qui ne voulaient pas toucher aux frontières garanties par le traité de Versailles. « Il n'est pas douteux ... qu'une des raisons qui ont amené l'URSS à prendre nettement position contre le révisionnisme, c'est la crainte d'en être elle-même victime par voie de conséquence, comme les projets de M. Rosenberg le lui démontrent »<sup>279</sup>.

Les Britanniques, plus circonspects et moins intéressés, mirent davantage de temps à se laisser convaincre de la durabilité de cette évolution. Les milieux diplomatiques anglais, plus au fait, réagirent d'abord. « From the early summer of 1933, the British Embassy in Moscow and the Foreign Office became convinced that the Soviet Union, driven by fear of Germany and Japan, was genuinely committed to cooperation with certain capitalist states (in particular France, the USA and the Little Entente) and was likely to remain during at least the next year or so in the "anti-revisionist" camp"<sup>280</sup>. Du côté du cabinet britannique, les choses évoluaient plus lentement. Corbin, fin observateur de la scène londonienne, note en 1936 que « malgré le préjugé défavorable qui s'attache toujours à la Russie soviétique, malgré les craintes qu'inspire la propagande révolutionnaire à laquelle elle n'a jamais renoncé, les civils gouvernementaux britanniques paraissent disposés à accorder à l'URSS une part plus active dans les délibérations internationales touchant la sécurité de l'Europe »<sup>281</sup>.

Le revirement de la diplomatie soviétique pouvait aller jusqu'à inscrire cette évolution dans l'adhésion à la Société des Nations qu'elle avait encore naguère vilipendée. Son adhésion, certes sans enthousiasme, résultait dans les faits, de l'insistance française à cadenciser le pacte franco-soviétique dans les garanties de la charte de la SDN afin de s'assurer que le pacte ne contreviendrait

<sup>278</sup> Haslam, *op. cit.*, p. 19-20.

<sup>279</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, V, 190, p.399-400, Laroche à Paul-Boncour, 4 janvier 1934.

<sup>280</sup> Robert Manne, *loc. cit.*, p.726.

<sup>281</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, I, 165, p.236-240, Corbin à Flandin, 10 février 1936.

en rien aux dispositions du pacte de Locarno. La France fit beaucoup pour promouvoir en sous-main cette adhésion qui devait, à ses yeux, augmenter le poids politique de l'institution genevoise.

« Dès l'élaboration du pacte de la Société des Nations, il avait ... été considéré que l'attribution d'un siège permanent au Conseil, justifiée par l'importance des intérêts que représente la Russie, devrait aller de pair avec l'entrée éventuelle de ce pays dans l'organisation de Genève. La situation internationale du gouvernement de Moscou à cette époque n'avait pas permis à ces dispositions de se traduire dans la réalité. La participation active fournie depuis lors par l'Union soviétique aux diverses conférences réunies sous les auspices de l'institution de Genève, le souci qu'elle y a montré de s'associer aux efforts communs des autres nations dans un esprit de solidarité pour le maintien de la paix, le développement enfin de ses relations internationales ont profondément modifié la position de fait de l'accroissement du rôle politique de la Russie, son adhésion peut donner à l'application des principes et des méthodes de la Société des Nations une extension propre à justifier en ce moment l'autorité de cette institution »<sup>282</sup>.

L'attitude britannique, une fois de plus, était toute de réticence face à ce qu'elle concevait comme une incongruité : la présence à Genève d'un régime voué à la dissémination de l'idéologie révolutionnaire propre à déstabiliser l'ordre international. Corbin rapportait ainsi l'opinion de Vansittart sur la question : « En Angleterre même..., la future entrée de l'Union soviétique à Genève provoque de très sérieuses objections. Elles s'inspirent soit de considérations morales évoquées en faveur de la Société des Nations, soit de la crainte de rendre l'URSS trop puissante, soit des divergences qui se manifestent dans l'Empire britannique à ce sujet »<sup>283</sup>. À Moscou, l'ambassadeur britannique soulignait ce que l'URSS recherchait pour elle-même en dehors de toute considération de coopération internationale.

“In my judgment the Soviet Government have never felt – to say the least of it – any enthusiasm for joining the League... But, as the present regime so greatly fears the effect upon itself of any war and seeks the utmost security available, it is at pains to assure the people of this country that by the conclusion of pacts of guarantee and by entering, on invitation, the hitherto condemned and decried League of Nations, it may ensure such

<sup>282</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, VII, 140, p.226, Piétri aux représentants diplomatiques de France à Berne, Rome, Londres, Moscou, Saint-Sébastien, La Haye, 24 août 1934.

<sup>283</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, VII, 217, p.329, Corbin à Barthou rapportant Vansittart 3 septembre 1934.

immunity from “capitalist and imperialist” intervention as may enable the Communist dictatorship of this country to attain its full and final development, which then might be the prelude to world communism”<sup>284</sup>.

Conscient des réserves de l’Angleterre, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Maxime Litvinov travailla à séduire les autorités britanniques, d’autant que les rumeurs faisaient état de la possible indifférence des milieux conservateurs anglais devant un règlement de comptes germano-soviétique à l’Est.

« Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères paraît avoir tenu un langage adapté à la mentalité de ses interlocuteurs. Il s’est posé en champion de la Société des Nations, a développé son axiome de la paix indivisible et a montré que toute attaque allemande dirigée contre la Russie, à travers les États baltes, aboutirait fatalement à la conflagration de l’Europe. En même temps, il a expliqué que la Société des Nations ne pouvait jouer son rôle que si elle recevait des directives concertées entre les grandes puissances qui en sont encore membres »<sup>285</sup>.

On a longtemps glosé dans l’après-guerre sur le cynisme des diplomates russes qui auraient simplement utilisé le discours de la SDN pour mieux avancer leurs pions jusqu’à l’hypocrisie finale d’août 1939. Le débat s’est, depuis, enrichi des archives soviétiques et d’une conjoncture internationale démarquée de la guerre froide, de sorte qu’on peut, avec Roberts, affirmer que la politique de sécurité collective était simplement la politique de l’URSS dans les années trente<sup>286</sup>. La réorientation finale de cette politique n’en souligne que davantage la constance de la volonté soviétique de s’entendre avec les autres pays sur la stabilité du continent européen. « The policy shift in August 1939 was not the culmination of a long and covert campaign, but a painful reorientation forced on Moscow by the failure of its collective security strategy”<sup>287</sup>.

<sup>284</sup> DFA, Series A, 12, n° 142, p. 166-167, Chilston à Simon 10 août 1934.

<sup>285</sup> DDF, 2° série, I, 165, p.238, Corbin à Flandin, 10 février 1936.

<sup>286</sup> Geoffrey Roberts, *The Soviet Union and the origins of the Second World War : Russo-German Relations and the Road to War, 1933-1939*, New York, St. Martin’s Press, 1995.

<sup>287</sup> Teddy J. Uldricks, « Debating the role of Russia in the origins of the Second World War », dans Gordon Martel (dir.), *The Origins of the Second World War War reconsidered : the A.J.P. Taylor debate after twenty-five years*, Boston, Allen & Unwin, 1986, p.141.

La politique de sécurité de l'Union soviétique a pris également le visage de la lutte pour la paix. Si les diplomates français, nous l'avons vu, ont pris au pied de la lettre les intentions pacifiques de l'URSS, les Britanniques se sont montrés en retrait. William Strang, directeur de la section Nord du Foreign Office, opte prudemment pour le jugement à court terme. « The foreign policy of the Soviet Government in the present period of armistice with the capitalist world is essentially defensive and hence pacific »<sup>288</sup>. Quelques jours plus tard, lors d'une conversation avec le nouvel ambassadeur de France à Moscou, pour qui l'URSS, comme la France, est une nation satisfaite et par conséquent pacifique, Strang marque sa différence. « I am not so certain that this is the whole truth but I did not dissent »<sup>289</sup>. Quelques mois plus tard, en revanche, l'ambassadeur britannique à Moscou reconnaît une plus grande pérennité aux dispositions pacifiques de l'URSS, compte tenu de la nécessaire consolidation du régime à l'intérieur et de l'application du plan quinquennal<sup>290</sup>.

La question de la sincérité des intentions pacifiques soviétiques demeure, si tant est que la notion de sincérité soit pertinente dans le domaine des relations internationales.

« The Soviet Union... was reckoned to be a power interested in keeping the peace. In view of its internal problems, it appeared that the USSR had no interest in military entanglements... What was disputed, however, was whether the peace policy of the USSR signified a genuine desire to preserve peace or was instead the product of tactical calculation... The view there was (in the Foreign Office and government circles) that the Soviet concern for peace was dictated much more by circumstances. Vansittart, for instance, held that at bottom the USSR was no more peaceably inclined than Germany or Japan »<sup>291</sup>.

À cette alternative - volonté de paix ou simple manœuvre tactique - les diplomates français à Moscou émettent une opinion cohérente. Coulondre reste convaincu, tout comme son prédécesseur, des intentions pacifiques de l'URSS. Mais, prévient-il, cette attitude n'est pas un aveu de faiblesse pour autant.

<sup>288</sup> DFA, Series A, 11, n° 158, p.215, Strang à Simon, 9 août 1933.

<sup>289</sup> DFA, Series, 11, n° 161, p.216-217, Strang à Simon 12 août 1933.

<sup>290</sup> DFA, Series A, 11, n° 246, p. 360-361, Chilston à Simon, 18 décembre 1933.

<sup>291</sup> Niedhart, *loc. cit.*, p.289-290.

« Que ce pays veuille la paix, cela ne fait, à mes yeux, aucun doute, et l'affaire polono-lithuanienne en est une preuve nouvelle. Il la veut et parce qu'il est pacifique, et parce qu'il en a besoin, peut-être plus que tout autre ; j'ai même écrit qu'il la veut à tout prix, et je ne m'en dédis pas. Mais cela ne veut pas dire que s'il était attaqué, ou si un pays comme la Lituanie qu'il considère comme une position avancée de l'URSS, était envahi, il ne se battrait pas ; il réagirait au contraire et vraisemblablement avec une extrême brutalité »<sup>292</sup>.

Les Français se posent moins la question de la sincérité que du possible retour en arrière de la diplomatie soviétique, soit vers « une politique exclusivement asiatique, ou même de propagande hostile à l'ordre européen »<sup>293</sup>, soit vers un retournement en direction du plus fort. L'antidote à ce renversement d'alliance est le caractère dissuasif du pacte franco-soviétique qui maintient, selon les Soviétiques, l'Allemagne sur la défensive. Si ce pacte perdait de sa valeur, prétend Coulondre, l'URSS, qui ne croit que dans le rapport des forces, se retournerait, et peut-être d'abord, contre l'Angleterre. « J'ai acquis la conviction que, s'il se savait ou se croyait isolé, le gouvernement de l'URSS, quoi qu'il en dise, se déroberait par tous les moyens, y compris une capitulation diplomatique à une guerre où il aurait à faire face à deux adversaires dont l'un au moins lui en impose par sa puissance militaire »<sup>294</sup>.

Quant aux Britanniques, la conviction est faite qu'il ne s'agit que de tactique, même s'ils devront plus tard reconnaître que l'URSS, par le fait même d'une recherche opportuniste de paix, est un adversaire de moindre importance pour l'Empire britannique. « The Soviets did not really desire to collaborate in the work of pacification in Europe : an arrangement with an anti-League Power like Germany making between them a very powerful combination, would suit them much better »<sup>295</sup>.

La question de la valeur tactique de la paix dans le dispositif diplomatique de l'URSS est en fait un problème mal posé. Pour les diplomates, c'est la vulnérabilité de la puissance soviétique qui est le plus sûr garant de la politique de paix menée par Moscou. Aucune des deux diplomaties ne fait le

<sup>292</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, X, n° 110, p.212, Coulondre à Bonnet, 28 juin 1938.

<sup>293</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VI, n° 364, p.750, Barthou à Corbin, 21 juin 1934.

<sup>294</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, V, n° 192, p.311, Coulondre à Delbos, 30 mars 1937.

<sup>295</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> série, 6, n° 537, p.875, Campbell à Vansittart, 26 juin 1934.

rêve insensé de croire au caractère essentiellement philanthropique du régime communiste.

« La politique extérieure de l'URSS au début des années 1930 poursuit un objectif prioritaire. Il s'agit de maintenir la paix coûte que coûte et d'éviter ainsi que l'Union soviétique ne soit engagée malgré elle dans un conflit. La politique adoptée est défensive, ce qui témoigne chez les dirigeants soviétiques d'une conscience plus ou moins claire et plus ou moins affirmée de la vulnérabilité de leur pays. Deux manifestations essentielles de cette faiblesse sont mises en avant : le retard économique d'un côté et la crainte d'une intervention antisoviétique de l'autre »<sup>296</sup>.

C'est donc le facteur de puissance qui est le meilleur outil pour lire à cœur ouvert la diplomatie de l'URSS et les diplomates occidentaux, comme Coulondre, qui ont eu à l'esprit l'importance du rapport de forces dans le calcul stratégique de l'URSS, sont précisément ceux qui ont éludé le problème du caractère contingent de la paix dans l'élaboration de la stratégie soviétique.

À côté de la recherche d'une politique de sécurité collective, l'URSS a pu, cependant, retrouver les vieux réflexes de la diplomatie bolchevique, basée sur l'exacerbation de l'antagonisme entre les pays capitalistes. Ce n'est pas là le moindre de ses paradoxes.

#### b- La puissance qui divise

Qui veut comprendre la politique étrangère de l'URSS dans l'Entre-deux-guerres doit modifier le fameux adage politique. La diplomatie soviétique doit diviser, non pour régner, mais pour survivre. La peur d'une nouvelle croisade occidentale anti-bolchevique, au début des années trente, est assez forte pour faire dire à Uldrick que c'est véritablement un article de foi au Kremlin<sup>297</sup>. Sabine Dullin est moins catégorique.

« La thématique de la forteresse assiégée n'est pas qu'une machine de propagande; il y entre, semble-t-il, une part de conviction. Les dirigeants soviétiques sont en effet persuadés de la prédominance de l'antisoviétisme dans le monde occidental, avec les risques de provocation que cela peut comporter, et poussent au renforcement de la capacité défensive du pays »<sup>298</sup>.

<sup>296</sup> Sabine Dullin, « Les diplomates soviétiques des années 1930 et leur évaluation de la puissance de l'URSS », *Relations internationales*, n° 91, automne 1997, p.340.

<sup>297</sup> Uldrick, *op. cit.*, p.135.

<sup>298</sup> Dullin, « Les diplomates soviétiques des années 1930... », p.341.

Outre la stimulation de la défense nationale, la diplomatie soviétique s'appuie à l'étranger sur ce que Coulondre appelle « une politique de division internationale »<sup>299</sup>. Loin de condamner un tel choix stratégique, Coulondre ne fait que constater, à l'occasion de la crise des Sudètes, que Moscou vise en fait à diminuer la pression sur elle-même en répartissant les obligations entre plusieurs, conforme en cela « à la théorie de la division des risques, qui est l'âme de la politique extérieure de l'URSS »<sup>300</sup>.

On est loin, du côté britannique, de ces propos indulgents. S'il est, en effet, un pays pour s'émouvoir du caractère machiavélique de la politique russe à l'étranger, c'est bien l'Angleterre. Cet aspect est maintes fois souligné tout au long des années trente, prouvant par là même l'étonnante constance de l'analyse diplomatique britannique. Cette recherche de la division vise, non à propager la révolution mais bien plus à annuler les efforts contradictoires des pays capitalistes concurrents.

« Soviet foreign policy in its present defensive phase is directed towards safeguarding the revolution. Its methods are to find allies within the populations of capitalist States, to expose the hypocrisies of capitalist Governments in the eyes of their peoples, to conclude non-aggression pacts with capitalist States in order to avoid conflicts or to localise them if they occur, and to play upon the internecine antagonisms of imperialist Governments. It is to the interest of the Soviet Union that such antagonisms should remain unresolved, issuing neither in war nor in reconciliation, because general war could hardly fail to involve the Soviet Union and perhaps jeopardise the revolution, while reconciliation would allow the imperialists to sink their differences and to turn their united forces against the proletarian States »<sup>301</sup>.

Chilston émet un avis similaire à celui de Strang, alors qu'au lendemain du référendum sur le rattachement de la Sarre à l'Allemagne hitlérienne, on constate que la Pologne et l'Allemagne opposent une inertie propre à saboter le projet franco-soviétique de pacte oriental.

« M. Litvinov is striving to crush any idea of a central European pact, Soviet policy being that Germany should have no understanding with anybody and that there should be no grouping of Powers in which Russia is not a member ... If these two countries

<sup>299</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 347, p.740, Coulondre à Bonnet, 15 mai 1938.

<sup>300</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, XII, n° 20, p.38, Coulondre à Bonnet, 4 octobre 1938.

<sup>301</sup> *DFA*, Series A, 11, n° 107, p.136-140, Strang à Simon, 4 juin 1933.

[*Allemagne et Pologne*] continue to be obstinate, M. Litvinov hopes fervidly that some form of direct entente will materialise between Soviet union and France. This, indeed I think, is his real aim at the present time: and as to Great Britain he is perhaps disappointed, finding that, although having given her blessing to the conclusion of our Eastern Pact, she seems, in his eyes, just as anxious to be on good terms at one and the same time with France as well as with Germany and to welcome any scheme which might introduce an element of security in the affairs of Central Europe. The Soviet Government is sincerely on the side of peace. This does not, however, mean that the Soviet Union wishes that the jealousies between European countries should cease. Her external policy rather is based on the principle of capitalist contradiction. These contradiction must always be kept on the boil, but must not however be allowed to boil over until it suits the purpose of the Soviet Government »<sup>302</sup>.

Plus grave encore aux yeux de la diplomatie britannique est de constater que cette politique de division s'exerce en particulier dans le but de disjoindre l'Allemagne de la Grande-Bretagne<sup>303</sup>. "It is, I submit, the consistent and natural policy of the Soviet Government to foster disagreement and discord between the capitalist Powers of Europe and especially between Germany and Great Britain"<sup>304</sup>. Il est vrai que ce jugement est émis par Orme Sargent, russophobe notoire au sein du Foreign Office et ardent défenseur d'une entente avec l'Allemagne.

Moins que la recherche d'une concorde internationale, la SDN apparaît aux diplomates britanniques à Moscou, comme un instrument aux mains de l'URSS. Et même si l'Allemagne s'en est exclue avec fracas, la SDN ne saurait à leurs yeux servir de moyen pour la marginaliser davantage. Lorsque la presse soviétique se déchaîne contre la Grande-Bretagne en mai 1936, ce retournement ne surprend guère MacKillop à Moscou car, explique-t-il, la politique soviétique est régie par ses intérêts et ses relations cordiales à l'intérieur de la SDN visent à utiliser ces puissances contre ses ennemis.

« This interesting development, though it indeed prompts reflection on the length of spoon desirable at certain suppers, is not by any means illogical if one proceeds, as one must, from the assumption that

<sup>302</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 12, n° 373, p.432, Chilston à Simon, 25 janvier 1935.

<sup>303</sup> Rappelons le mot célèbre de Litvinov en avril 1934 sur l'Allemagne, "a mad dog that can't be trusted, with whom no agreements can be made, and whose ambition can only be checked by a ring of determined neighbours", cité dans Michael J. Carley, "Prelude to defeat: franco-soviet relations, 1919-1939", *Historical Reflections*, 1996, 22 (1), p.175.

<sup>304</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 18, n° 34, p.52, minute by M. Sargent on Soviet policy with regard to Spain 8 juin 1937.

Soviet foreign policy has always been, and remains, governed by Soviet interests and that friendly or at least correct relations with certain foreign Powers, within the framework of the League of Nations or otherwise, have been built up and maintained with a view to the mobilisation of the forces or the influence of those Powers against the enemies of the Soviet Union. There is, in the European aspect of Soviet policy, only one case of interest, that of The Nations versus Germany, and there is only one tribunal, that which will find the accused guilty and proceed to sentence"<sup>305</sup>.

Enfin, cette puissance qui divise, est prête, selon Seeds, à récolter en 1939 ce qu'elle a semé auparavant. Six ans après l'analyse de Strang citée plus haut, le diplomate croit, au contraire, dans la possibilité d'un conflit européen dont l'URSS saurait profiter sans courir le risque d'y être engagée.

«If there were reason to suppose that German pressure on Roumania was the prelude, not to an attack on the Soviet Union, but to a German move westwards against France and Great Britain, it seems certain that the Soviet Union would do everything in their power to keep out of the resulting struggle, and would, indeed, feel considerable satisfaction at the prospect of an international conflict from which all the participants would be likely to emerge considerably weakened, and which would thus furnish the Soviet Union with an opportunity of greatly strengthening its own position"<sup>306</sup>.

### c- La recherche d'alliance

Le ferment de division ne saurait être le seul ingrédient de la diplomatie soviétique. Il l'aurait été, et il le fut, à l'heure où l'URSS était, de gré ou de force, isolée sur la scène internationale. Dans le contexte de la sécurité collective qui est le cadre officiel de la politique étrangère de Moscou dans les années Trente, la recherche d'alliés devient possible parmi les pays capitalistes préalablement divisés. Mais, pour cela, il fallait rompre avec la doctrine du Komintern et de son congrès de 1928.

«Hitherto the Soviet regime had steadfastly opposed alliances with any capitalist Powers - not that many had been on offer - for fear of being drawn into war for the interests of others. Commitment to one set of capitalist states against another would require a distinction to be drawn between the nature of one group as against the other, a doctrinal innovation

<sup>305</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 174, p.254-255, MacKillop à Eden, 30 mai 1936.

<sup>306</sup> *DBFP*, 3<sup>rd</sup> series, 4, n° 476, p.448-450, Seeds à Halifax, 21 mars 1939.

unacceptable to the more fundamentalist element in the Soviet leadership and Party apparatus<sup>307</sup>.

Toutefois, la recherche d'alliance de la part de Moscou se trouvait à contretemps avec la logique de la sécurité collective, telle que l'entendaient la France et l'Angleterre. Du côté de Paris, « la France était liée à la Grande-Bretagne par tradition et par intérêt. Elle n'envisageait pas ... une politique de sécurité qui ne fût d'abord fondée sur l'entente avec Londres »<sup>308</sup>. La France accepta d'être tenue en laisse par l'Angleterre pour ne pas fréquenter de trop près l'URSS. Corbin le rappelle opportunément dans une conversation avec Vansittart, alors que les pourparlers militaires achoppent entre Paris et Moscou. « Nous avons résisté jusqu'ici aux instances que multiplie le gouvernement soviétique pour valoriser son accord politique avec la France ». Attendons, conclut-il, « avant de contracter avec le gouvernement de l'URSS des liens qui apparaîtraient à Londres comme créant entre les deux pays une entente plus étroite que celle qui unit la France et la Grande-Bretagne »<sup>309</sup>.

Cet attentisme restait, de toute façon, une attitude constante du Quai d'Orsay depuis les avances soviétiques de l'automne 1933. « Un accord d'assistance mutuelle franco-russe serait une véritable alliance politique franco-russe dans l'ordre des alliances d'avant-guerre, dans lesquelles nous ne songeons pas à entrer »<sup>310</sup>. Il fallut que Louis Barthou en 1934 fasse preuve d'une politique étrangère qui ne prît pas ses ordres de Londres pour que l'idée d'une alliance avec Moscou n'apparût point iconoclaste<sup>311</sup>. Ce ton nouveau et plus libre s'accordait avec la volonté soviétique d'isoler l'Allemagne<sup>312</sup>. Or, cette volonté d'exclusion ne venait pas à Moscou d'une germanophobie galopante mais davantage de la peur morbide d'une attaque allemande que, seule, la France pouvait de l'ouest empêcher. C'est du moins l'explication qu'en donne Orme

<sup>307</sup> Haslam, *op. cit.*, p.30.

<sup>308</sup> Duroselle, *op. cit.*, p.108.

<sup>309</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, V, n° 299, p.477, Corbin à Delbos, 17 avril 1937.

<sup>310</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, V, 120, p.234, Note de la direction politique, 13 décembre 1933.

<sup>311</sup> Duroselle, *op. cit.*, p.106-109.

<sup>312</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VI, n° 286, p.616-617, de Chambrun à Barthou, 5 juin 1934.

Sargent pour prévoir que l'URSS ferait tout pour saboter un accord général incluant la France et l'Allemagne, ainsi que l'élaboration du pacte aérien si cher aux Britanniques. L'alliance stratégique reposait du côté de Moscou sur la peur française de voir la Russie s'entendre avec l'Allemagne, ce qui n'était qu'un coup de bluff selon Sargent<sup>313</sup>. L'assurance de Sargent est trompeuse. « At the core of Sargent's anxiety was his certainty that a Franco-Soviet alliance would revive old alliance diplomacy and thus become the signal for the collapse of the post-war effort to maintain international order through a system of collective security »<sup>314</sup>.

L'inquiétude d'une alliance franco-russe, en bonne et due forme, fut invoquée par les Français, notamment Barthou, tout comme Moscou agiterait plus tard l'inquiétude d'une entente germano-soviétique devant les Français. Or, les Britanniques y furent très sensibles et appuyèrent le projet de pacte oriental sous la menace presque directe d'une alliance franco-soviétique explicite<sup>315</sup>. Les Britanniques étaient d'ailleurs trop conscients de l'impératif de sécurité français qu'ils se gardaient bien de cautionner, faute de pouvoir offrir mieux. « The present French Government was not one whose composition would incline it to an alliance with the Soviets, but, in absence of some arrangement in the West such as would set all further fear at rest, it simply could not afford to reject so favourable an arrangement as to Russian offer if the other scheme which it infinitely preferred were to fail to materialise »<sup>316</sup>. Si l'Angleterre acceptait du bout des lèvres l'implication orientale de la France sur les marches de l'Est, il n'était pas question d'acquiescer à l'offre soviétique d'un rapprochement ni d'une alliance.

Les raisons du refus ne relevaient pas toutes du principe de la sécurité collective et de la peur d'un engrenage qui mènerait, comme en 1914, à un

<sup>313</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 12, n° 428, p.501-502, Memorandum de M. Sargent sur l'attitude russe probable au sujet d'un règlement général avec l'Allemagne et l'accord aérien proposé, 7 février 1935. Carley, *op. cit.*, p.56.

<sup>314</sup> Manne, *loc. cit.*, p.738.

<sup>315</sup> "The British were sensitive to the thinly veiled threat of a French-Soviet alliance and thus willing, over the short run, to diminish its urgency by supporting a less extreme alternative". Donald L. Lammers, "Britain, Russia, and the revival of "Entente Diplomacy":1934" *Journal of british studies*, 6 (2), 1967, p.118.

<sup>316</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 6, n° 465, p.770, Clerk à Simon, 21 juin 1934.

nouveau conflit mondial. Un document particulièrement significatif de Sargent en 1935, peu après la visite officielle d'Eden en URSS, éclaire les sous-entendus de la diplomatie britannique. Non seulement, énonce-t-il, une alliance avec l'URSS provoquerait une alliance germano-nipponne menaçante pour les intérêts britanniques en Extrême-Orient, mais, poursuit-il, bloquer l'expansion allemande vers l'Est pousserait l'Allemagne à se retourner vers l'Ouest ! « A German penetration down the Danube would be much more likely to be successful than a penetration into Russia and far more likely, if successful, to be damaging to vital British interest »<sup>317</sup>.

Dans les faits comme dans la théorie, il ne pouvait y avoir dans les années trente de politique étrangère plus étrangère l'une à l'autre, et même opposée, que celles de l'URSS et de l'Angleterre.

« It is a common place that the single object of Soviet foreign policy, in its European aspect, is to bring into being a closely knit and efficient collective system excluding Germany, that dangerous outlaw against whom the moral and material forces of the rest of Europe are to be consistently and increasingly mobilised. The policy of other nations is praised or blamed in the measure of its conformity with, or of its departure from, that general tendency, and British policy in particular, which some time ago had been regarded here as hardening against Germany and as showing a tendency to accept the exclusion of the latter from the European system, is now seen to be striving to include that country in the family of nations »<sup>318</sup>.

La perception de cette antinomie se fait très tôt du côté britannique alors même que ses efforts la conduisent sur les voies de l'accommodement avec l'Allemagne. À cet égard, l'irruption de l'URSS dans le concert des nations européennes est perçue comme un dérangement. « Would not Soviet entry as French candidate tend to accentuate revisionist view of League as a French anti-revisionist bloc, thus perhaps stiffening Germany on rearmament question, rendering more difficult this Majesty's Government's task of a

<sup>317</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 12, n° 678, p.793, Minute by M. Sargent, 1er avril 1935.

<sup>318</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 251, p.341-343, MacKillop à Eden 5 octobre 1936. Voir aussi le commentaire de Chilston lors d'une conversation avec Maiski, ambassadeur soviétique à Londres. « In reply to the Ambassador, I told him that I very well understood the point of view of his government, but that the philosophy that he had outlined suggested the necessity of having a war with Germany every fifteen or twenty years to prevent worse things happening ». *DBFP*, 3rd series, 3, n° 184, p.153, Halifax à Chilston, 11 octobre 1938.

compromise»<sup>319</sup>. On comprendra dès lors que l'Angleterre s'identifie aisément aux efforts, mal perçus par l'Union soviétique et la France, de la Pologne coincée entre l'Allemagne et l'URSS, car la politique d'équilibre de Varsovie est aussi celle de Londres sous d'autres cieux. Lorsque l'échec du pacte oriental est patent à l'automne 1934<sup>320</sup>, l'Angleterre ne s'en émeut guère. «Great Britain was not much in favour of an eastern pact which was really a cloak for the conclusion of a French-Russian alliance»<sup>321</sup>. La politique d'équilibrage, selon le mot de Duroselle, que menait la Grande-Bretagne, ne pouvait s'accorder avec la politique de bloc à laquelle menait la doctrine soviétique d'endiguement.

«The essential difference between British and Soviet foreign policy in the handling of conflict lay, as London saw it, in the fact that Britain was prepared to work for compromises and concessions, for the resolution of conflicts by peaceful means, whereas the Soviet Union was insistent that such a policy was unworkable in principle and described agreements reached with Germany, Italy, or Japan as sham agreements. The Soviet demand to defend the status quo would have led, in the British opinion, to the establishment in international affairs of power blocs and entangling alliances, and hence to the exact opposite of what was wanted»<sup>322</sup>.

Or, c'est cramponné à cette obsession du compromis, appelée autrement politique d'*appeasement*, que le gouvernement britannique, sous la férule de Neville Chamberlain, tarda jusqu'à l'été 1939 à accepter l'idée d'une alliance avec les Soviétiques, alors même que, selon l'ambassadeur Corbin, l'opinion publique britannique et le Foreign Office étaient acquis à l'idée. « On peut se demander dans ces conditions si, en ce qui concerne les relations avec l'URSS, le gouvernement de M. Chamberlain n'est pas une fois de plus en retard sur l'opinion »<sup>323</sup>. La fin de la décennie annonçait une résignation diplomatique de la France et de l'Angleterre envers l'idée d'une alliance. Or, cette idée était depuis 1934 le fil conducteur de la diplomatie soviétique. Le Quai d'Orsay examinait la question depuis les accords de Munich qui avaient mis en évidence le fait que le pacte franco-soviétique était une coquille vide.

<sup>319</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 7, n° 583, p.670, Chilston à Simon 31 mars 1934.

<sup>320</sup> Duroselle, *op. cit.*, p.108

<sup>321</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 12, n° 111, p.119, Charles à Simon, 25 septembre 1934.

<sup>322</sup> Niedhart, *loc. cit.*, p.290.

<sup>323</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVI, n° 230, p.455, Corbin à Bonnet, 19 mai 1939.

« Entrer dans un tel examen n'en préjuge en rien le résultat quant aux relations politiques entre la France et l'URSS. Actuellement, ces relations sont définies par un traité d'assistance qui n'est pas l'équivalent d'un traité d'alliance défensive; c'est un traité d'assistance contre l'agresseur éventuel, traité tendant à fortifier par là l'effort, ébauché dans le pacte de la Société des Nations, de résistance commune contre l'agresseur. Si cette formule de sécurité est jugée impraticable ou inefficace contre les circonstances actuelles, on peut en chercher une autre par un retour au procédé de l'alliance défensive. La différence est qu'on ne cherchera pas à organiser la paix par un effort collectif contre l'agresseur, mais qu'un État estimant que le maintien de la puissance politique d'un autre État est pour lui un intérêt vital, s'engagera à défendre cet État s'il est attaqué et obtiendra, pour le même motif, un engagement semblable à son profit»<sup>324</sup>.

De son côté, le Foreign Office restait pris de court aussi tard qu'en avril 1939 sur la proposition – encore une fois soviétique – d'une alliance tripartite URSS-Angleterre-France<sup>325</sup>. Dans cette recherche obstinée, mais inlassablement rebutée, d'un front contre l'Allemagne, la politique étrangère soviétique éleva le ton d'un cran avec le remplacement de Litvinov par Molotov en mai 1939. Les exigences se faisaient plus brutales. Fini le temps des rondeurs diplomatiques de la Cassandre soviétique rompue aux manières occidentales! « Molotov wanted a binding political and military alliance with security guarantees to all the east European states bordering on the USSR »<sup>326</sup> La partie d'échecs allait se jouer à l'échelle d'un continent. Il fallait disposer les pièces à leur place.

## 2- Quelle place l'URSS occupe-t-elle sur la scène européenne selon les diplomates ?

Le début des années trente voyait la diplomatie soviétique s'orienter vers l'entente avec les autres nations afin de faire pièce aux intentions conquérantes des États insatisfaits. Ainsi, l'ambassadeur français pouvait affirmer sa conviction que l'arrimage de l'URSS à l'Ouest était solide. « C'est pour des raisons profondes qu'ils se sont ralliés au statu quo. Ils savent que leur territoire

<sup>324</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XIII, n° 247, p.456. Note des services juridiques du Quai d'Orsay sur le pacte franco-soviétique, 29 décembre 1938.

<sup>325</sup> Robert Manne, "The British decision for alliance with Russia, may 1939", *Journal of contemporary history*, 1974, 9 (3), p.18-19.

<sup>326</sup> Carley, *op. cit.*, p.185.

constitue un des objectifs terminaux des tendances expansionnistes allemandes. Leur intérêt est la meilleure caution de la sincérité de leur politique actuelle. Il faudrait pour qu'ils en changeassent, qu'ils se sentissent privés de tout point d'appui à l'ouest »<sup>327</sup>. Son homologue britannique à Moscou, moins catégorique, soulignait au contraire le caractère circonstanciel de l'adhésion soviétique. Selon lui, en outre, le rapprochement avec la France ne faisait pas l'unanimité au sein du gouvernement, alors que le maréchal Vorochilov, commissaire du peuple à la Guerre et Yenukidzé, secrétaire du Comité central exécutif, promouvaient l'alliance avec l'Allemagne<sup>328</sup>.

Litvinov restait, aux yeux des diplomates français et anglais le promoteur inlassable de la sécurité collective. Mais la pusillanimité de l'Occident finit par éveiller les soupçons. La position de l'URSS en Europe n'était définitivement acquise pour personne. Les convictions de Litvinov s'usèrent.

« Sa politique extérieure de collaboration avec les démocraties, de défense du système de sécurité collective, avait connu le succès à une période où l'URSS se sentait en position de faiblesse et d'infériorité, et dépendait des autres, à un moment où l'agressivité allemande était perçue par les responsables soviétiques comme uniquement tournée contre l'Union soviétique. La recherche du compromis était alors une nécessité... À partir de 1936, au contraire, le rapport de force apparaît aux Soviétiques comme plus favorable, pour des raisons internes économiques et militaires, pour des raisons externes également... Et cela conduit les dirigeants soviétiques à renouer avec une politique de bascule entre la France et l'Allemagne, dès le début de l'année 1937 »<sup>329</sup>.

C'est encore l'ambassadeur Coulondre, sensible au climat politique de Moscou, qui tenta, le premier, d'éveiller de son assurance factice son gouvernement. « Le problème qui se pose actuellement est moins celui de savoir s'il faut être avec l'URSS mais bien avec qui sera l'URSS »<sup>330</sup>. Or, les options de Moscou étaient au nombre de trois : soit de jouer le jeu de la concorde européenne, soit de retourner à une diplomatie fondée sur l'esprit du traité de Rapallo, soit enfin de choisir aux approches de l'orage l'isolement et la stricte neutralité.

<sup>327</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VII, n° 490, p.790, Alphan à Laval, 18 octobre 1934.

<sup>328</sup> DFA, Series A, 12, n° 142, p. 166-167, Chilston à Simon, 10 août 1934.

<sup>329</sup> Dullin, « Les diplomates soviétiques des années 1930... », p.354.

<sup>330</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VII, n° 355, p.715, Coulondre à Delbos, 15 décembre 1937.

#### a- L'intégration au concert européen

Malgré l'hypothèque idéologique, l'idée de réinsérer l'URSS dans le concert des nations se retrouve aussi bien chez les Français que chez les Britanniques. Le chef de la diplomatie française en 1934, Louis Barthou, fut certainement le promoteur le moins passionné mais le plus convaincu de cette évidence.

« La rentrée de l'URSS dans le champ d'action de la politique européenne est un fait. Le gouvernement le constate. Le problème qui se pose à lui, dans un intérêt général, est de fixer la collaboration russe au profit de l'ordre politique et social en Europe, de capter et d'aménager ce concours dans des conditions où personne ne puisse voir aucune menace, et d'utiliser ainsi, au bénéfice de la collectivité européenne, une contribution de fait à l'œuvre d'organisation de la paix. La sincérité de l'offre russe nous est aujourd'hui suffisamment garantie par l'intérêt immédiat qu'a le gouvernement soviétique, face au problème extrême-oriental, à alléger ses charges en Occident »<sup>331</sup>.

Du côté britannique, Vansittart, bien que fort critique à l'endroit de Moscou, comme nous l'avons déjà mentionné, se fit lui le champion de l'intégration, spécialement au printemps 1935, alors que l'Angleterre s'orientait progressivement vers des relations plus cordiales avec l'URSS. "At a special meeting at the Foreign Office of 17 February [1935], Vansittart stressed the importance of Russian inclusion in the mainstream of European diplomacy"<sup>332</sup>. Cette réinsertion s'accordait d'ailleurs très bien avec l'idée que Litvinov se faisait de la notion de puissance et du désir de reconnaissance internationale que ressentaient les diplomates soviétiques au début des années trente.

« Le prestige international, l'acquisition d'une image de Grande Puissance à l'étranger passent, selon Litvinov, non pas par une affirmation de la différence révolutionnaire, mais au contraire par une intégration, une conformité à un monde diplomatique régi par des règles traditionnelles. À la base de l'activité diplomatique, il y a l'idée de compromis avec le camp adverse, de modus vivendi qui contredit une approche par trop idéologique »<sup>333</sup>.

Ce mouvement en direction de l'URSS répondait en Grande-Bretagne et en France à la prise de conscience de l'importance de l'Union soviétique dans les calculs stratégiques. On parle dans les deux chancelleries d'équilibre européen.

<sup>331</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VII, n° 32, p.46, Barthou à Laroche, 31 juillet 1934.

<sup>332</sup> Manne, "The Foreign Office ...", p.732.

<sup>333</sup> Dullin, « Les diplomates soviétiques des années 1930... », p.343.

« J'ai fait remarquer ... que, si discutables que puissent être les principes sur lesquels se fonde le régime soviétique, l'URSS n'en était pas moins dépositaire du grand passé moscovite et responsable des destinées d'un peuple immense dont la cohésion était nécessaire à l'équilibre de l'Europe »<sup>334</sup>. La montée de la tension internationale rend plus évident encore le poids de l'URSS après la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936. « Les conservateurs impérialistes, les die hards, qu'effraye toujours le spectre de la propagande révolutionnaire aux Indes, souhaiteraient ... voir l'Angleterre se replier elle-même dans un splendide isolement... La diplomatie britannique n'en reconnaît pas moins l'importance considérable du facteur russe pour la défense de l'équilibre européen »<sup>335</sup>.

Mais cette prise en compte, du moins pour ceux qui en sont conscients, fait ressortir *a contrario* le danger qu'il y a d'effacer l'URSS des supputations diplomatiques. Barthou, peu après sa première entrevue avec son homologue soviétique, fait valoir à l'ambassadeur de France en Pologne qu'on ne doit pas par une attitude négative « rejeter la Russie soviétique vers une politique contraire aux intérêts de l'Europe »<sup>336</sup>. Du côté britannique, un curieux dialogue s'instaure entre l'ambassadeur anglais à Ankara et son ministre John Simon. Le premier développe, au fond, le même argument que Barthou sous une forme, certes, plus imagée.

« Indeed I rather felt that for all of us, anything which tended to give Russia's importance as a political factor in international affairs an ascendancy over her internal affairs, was probably an advantage. M. Kammerer [ambassadeur de France en Turquie] said he had quite made up his mind on this point, and that he shared my view. It was far better to bring Russia back again into the international arena.. Is it your view too that on the whole it is better to give the Russian a seat at the dining-table, rather than have them poisoning the soup in the kitchen? »<sup>337</sup>.

La réponse du chef de la diplomatie britannique montre qu'il préfère, au pragmatisme de son ambassadeur, une attitude plus attentiste, mais non indifférente.

<sup>334</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VII, n° 149, p.240, Naggiar à Pietri, 25 août 1934.

<sup>335</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, II, n° 231, p.359, Corbin à Flandin, 21 mars 1936.

<sup>336</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, VI, n° 363, p.743, Barthou à Laroche, 21 juin 1934.

<sup>337</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 7, n° 576, p.659, Loraine (Angora) à Simon, 22 février 1934.

« We are not inclined to hurry on a rapprochement with them until they show more willingness to stop the abuse and propaganda which the Comintern still showers on us and to meet us on the many questions of some importance to us in which their attitude is still obstructive... In all circumstances, I am inclined not to hurry matters but to leave the Soviet government to make the running. I agree, however, that it is all to the good that they and we should work, if not together as yet, at least on parallel lines »<sup>338</sup>.

L'intégration européenne de l'URSS est enfin un besoin vital pour ce pays dont les craintes sont justement de se retrouver isolé contre tous. Le comte Dejean, à Moscou, l'observe en 1933 lorsque l'URSS redoute la formation d'une barrière rigide (Pologne et pays baltes) sur sa frontière occidentale, de même que l'isolement qui résulterait d'un pacte à Quatre (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie)<sup>339</sup>. Lorsque en 1938, l'URSS craint de nouveau la formation du même pacte, le danger d'un revirement vers l'Allemagne est une donnée nouvelle qui était absente cinq ans plus tôt. Coulondre demande alors à Bonnet de rappeler à Londres « ce qu'apporterait à l'Allemagne, pour une politique d'hégémonie mondiale, le concours ou même la complicité de la Russie »<sup>340</sup>.

L'intégration européenne a-t-elle été réussie ? Nous pouvons en douter à l'instar de Delbos<sup>341</sup>. Mais pouvait-elle réussir avec une Allemagne dominatrice et sûre d'elle-même ? Il reste que le retour de l'URSS dans le champ gravitationnel de Berlin devenait une alternative possible à la faillite de son intégration et à l'échec de la sécurité collective.

#### b- La tentation du retour à la politique de Rapallo

Le retournement possible de la diplomatie soviétique vers l'Allemagne a pour horizon la signature du pacte germano-soviétique de non-agression en août

<sup>338</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 7, n° 582, p.669, Simon à Loraine, 29 mars 1934. Pour un peu, John Simon, dans ce document, serait le premier à avoir donné la définition du compagnon de route marchant aux côtés du communisme, tout au moins à l'échelle des relations internationales.

<sup>339</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, III, n° 115, p.206-207, Dejean à Paul-Boncour, 11 avril 1933. Dans le même ordre d'idée, Dejean rapporte le propos de Litvinov « Tout ce qui est fait sans nous ne peut être fait que contre nous », *op.cit.* p.206.

<sup>340</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, XI, n° 184, p.279, Coulondre à Bonnet, 17 septembre 1938.

<sup>341</sup> Delbos, ministre des Affaires étrangères au temps du Front Populaire, fut le témoin impuissant de la montée des périls. « Delbos believed that one of the most important causes of the disequilibrium in Europe had been the failure to reintegrate Russia into the activities of the powers ». John E. Dreifort *Yvon Delbos at the Quai d'Orsay. French Foreign Policy during the Popular Front 1936-1938*, University Press of Kansas, 1973, p.106.

1939. Il ne s'agit pas tout à fait de la même chose, même si le geste a paru tel à l'époque. Le traité de Rapallo, signé le 16 avril 1922 entre l'Allemagne et la jeune Union soviétique, visait pour les deux contractants à rompre leur isolement diplomatique qui résultait en Europe du traité de Versailles. Le traité établissait des relations diplomatiques et commerciales, et stipulait le renoncement à toute réclamation au titre de dommages de guerre. Il ouvrait aussi la voie à une collaboration militaire qui allait cesser seulement en 1933.

À ce moment-là, l'URSS n'a pas l'intention de cesser sa collaboration avec l'Allemagne de Hitler, et c'est bien cette dernière qui prend l'initiative de la rupture sous l'étendard de la lutte nationale-socialiste contre le bolchevisme international. L'hésitation russe allait persister jusque tard dans l'année. « In the late summer of 1933, there was still no clear guideline from Stalin as to the direction the USSR should take. The Russians lurched uneasily whether German hostility was merely an abnormal phase of short duration and unequally unsure whether any feasible alternative to Rapallo really existed<sup>342</sup>.

Les diplomates anglais et français sont conscients de l'importance des divisions à Moscou sur le sujet. On identifie un courant germanophile qui a surtout l'oreille de l'État-major. « There certainly is in Soviet councils a faction (military authorities) which wishes an improvement in present bad relations with Germany and is opposed to any alliance with France dictated against Germany »<sup>343</sup>. Aussi tard qu'en 1937, le Quai d'Orsay voit dans le pacte franco-soviétique un cran d'arrêt salutaire à la détente germano-soviétique toujours soupçonnée.

« Étant donné la crise intérieure que traverse l'URSS et le péril sérieux que représenterait une guerre pour le régime, si l'Union devait l'affronter seule, tout porte à croire en effet qu'à l'isolement, les Soviets préféreraient une entente avec l'Allemagne même au prix des sacrifices les plus sérieux... L'existence du pacte franco-soviétique a précisément servi de frein jusqu'ici à ce courant germanophile. Réduit à l'isolement extérieur, menacé d'une guerre avec l'Allemagne qu'il ne veut pas affronter seul, affaibli par les progrès d'une opposition qui se recrute parmi ses propres agents, on peut croire que le pouvoir soviétique, pour se maintenir, n'hésiterait pas à conclure un

<sup>342</sup> Haslam, *op. cit.*, p. 23.

<sup>343</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 12, n° 18, p. 17., Chilston à Simon, 13 août 1934.

nouveau traité de Rapallo... Même si l'URSS ne peut offrir à ses amis qu'une neutralité bienveillante, qu'au moins celle-ci s'exerce à notre profit »<sup>344</sup>.

Cette note a le mérite de mettre le doigt sur le principal ressort de la politique étrangère de l'URSS, la peur. Crainte d'abord de subir une attaque directe de la part de l'Allemagne. « On peut admettre que, s'ils étaient abandonnés par nous, les Soviétiques consentiraient à bien des sacrifices pour obtenir de l'Allemagne à tout le moins la trêve qui leur assurerait le répit de quelques années dont ils ont besoin »<sup>345</sup>. Crainte également avec laquelle l'URSS joue pour convaincre ses partenaires de la sécurité collective de la nécessité de ne pas la laisser seule face à la menace.

“The Soviet government consider at present that they have in the world only two enemies of real political importance, Japan and Germany. Rightly or wrongly they fear an attack by either or both of these enemies, and so long as that fear continues to dominate their policy they will be whole-hearted supporters of the present territorial status quo in Europe and in Asia, and anxious to adopt any measures which might protect and perpetuate it. This is the policy which M. Litvinov has vigorously pursued for the past two years by concluding pacts of non-aggression with all the European neighbours of Russia, by his rapprochement with France and this country, and by the entry of the Soviet Union into the League of Nations. There is no reason, however, for this policy to continue once the fear which causes it disappears... On the Russian side there is understood to be a party at Moscow which would be prepared to bring about a *détente* in Soviet-German relations for the sake of a free hand to elsewhere”<sup>346</sup>.

Les diplomates britanniques se fondent d'ailleurs sur cette analyse pour ne pas s'alarmer des rumeurs de rapprochement germano-soviétique qui émaillent l'actualité diplomatique des années trente.

“When people talk of a « return to Rapallo », they do not seem to realise how much both countries have changed since Rapallo days, both politically and economically.... The present outspoken hatred of the Nazis for the Soviet Union has several compensating advantages. It gives the Soviet Government a perfect excuse (for use both internally and externally) for an unlimited programme of armaments. It attracts into the Soviet orbit all the Powers who, with such excellent reasons, fear Germany above all, and it makes those Powers inclined to forgive the Soviet Union a multitude of sins of the Comintern variety... As long as the Soviet Government have any hope, by their present policy, of fighting and containing Germany by the menace of collective action against any aggression, no move *from their side* towards a rapprochement with

<sup>344</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 228, p.477-481, Note du Département, 24 avril 1938.

<sup>345</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VII, n° 390, p.785 Coulondre à Bonnet, 27 décembre 1937.

<sup>346</sup> DFA, Series A, 12, n° 251, p.303-306, International position of Soviet Union in relations to France, Germany and Japan par Vansittart, 21 février 1935.

Germany seems to me likely. Should they, however, ultimately feel that this policy is not going to provide the required security for them, a complete *volte face* is not to be excluded<sup>347</sup>.

Ajoutons que l'URSS a subi, et non provoqué<sup>348</sup>, la désaffection de l'Allemagne hitlérienne qui n'a pas ménagé ses efforts pour faire étalage de ses intentions hostiles. Le refroidissement des relations entre les deux pays provient de Berlin, mais c'est à Moscou qu'on prête les intentions de renouer le fil cassé, à condition de pouvoir compter sur une accalmie idéologique du côté de l'Allemagne<sup>349</sup>. Malgré les rebuffades subies par l'URSS de la part de Berlin, la diplomatie britannique, qui évalue les avantages d'un rapprochement avec l'URSS au printemps 1935, voit dans la politique étrangère soviétique, un mouvement de bascule entre Paris et Berlin. Selon Vansittart, "Soviet policy was at the present balanced between the Litvinov line of Western collaboration and the more traditional Voroshilov line of rapprochement with Germany"<sup>350</sup>.

Un tel rapprochement serait-il possible entre deux pays si antagonistes, rejetés mutuellement dans les oppositions idéologiques les plus tranchées ? La question, qui effleure les diplomates, ne provoque aucune hésitation.

« La similitude des instruments de domination et des méthodes de propagande employés par les trois dictateurs [Hitler, Mussolini et Staline], la manipulation analogue par eux de l'opinion publique et de la presse chez eux et chez les autres, rendraient fort aisés, sous des camouflages doctrinaux soigneusement entretenus, tous les changements de direction que cette nouvelle orientation rendraient nécessaires »<sup>351</sup>.

L'attention des Occidentaux a été, de toutes les façons, alertée par les avertissements du commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

"Litvinov often warned the French and the British against the failure of collective security. Soviet cooperation was worth having, he said, but it should not be taken for granted. The USSR would strengthen the Red Army and take care of itself. If the French and British governments rejected collective security and sought agreements with Nazi

<sup>347</sup> DFA, Series A, 13, n° 140, p.196-199, Chilston à Collier, 11 février 1936.

<sup>348</sup> Scott, *op. cit.*, p.275

<sup>349</sup> DFA, Series A, 11, n° 229, p.324-329, Note du Foreign Office sur les relations germano-soviétiques 1922-1933, 5 décembre 1933.

<sup>350</sup> Manne, « The Foreign Office.. », p.733.

<sup>351</sup> DDF, 2° série, XIV, n°195, p.339-343, Naggiar à Bonnet, 24 février 1939. DDF, 2° série, XVI, n° 100, p.223, Coulondre à Bonnet, 7 mai 1939.

Germany, the USSR could do the same, trusting to the Red Army and staying out of harm's way<sup>352</sup>.

Les diplomates français se sont montrés plus sensibles à la menace, surtout dans le courant de l'année 1939. Auparavant, l'idée que les Soviétiques puissent agiter le spectre d'un rapprochement tant redouté par les Français dans le cadre des relations franco-soviétiques est cependant présente. Coulondre, nommé à Berlin après les accords de Munich, émet un doute raisonnable et pense que la garantie anglo-française des frontières de la Pologne et de la Roumanie va rejeter l'URSS dans l'attentisme plutôt que dans la collusion avec l'Allemagne nazie<sup>353</sup>. Au même moment, Payart à Moscou regrette le départ de Litvinov, longtemps associé par les diplomates occidentaux à la promotion de la sécurité collective au sein du Narkomindel. « Il est à craindre que sa disparition, dans les circonstances actuelles, ne présage un recul de l'URSS dans son désir d'entente avec les démocraties occidentales, reculade pouvant aller ... jusqu'à une entente toujours possible avec l'Allemagne »<sup>354</sup>. Mais durant l'été, le cours des négociations donne à penser aux Français que l'impensable devient de l'ordre du probable. « Je considère toujours possible, confie le général Palasse à Bonnet, si nous n'arrivons pas à traiter rapidement, de voir l'URSS s'isoler tout d'abord dans une neutralité expectative, pour arriver ensuite à une entente avec l'Allemagne, sur la base d'un partage de la Pologne et des pays baltes »<sup>355</sup>.

Les Britanniques, quant à eux, soupçonnent davantage une manœuvre sous la menace d'une entente entre les deux nations ennemies, même si on juge similaires les deux régimes<sup>356</sup>. C'est la thèse de Sargent qui prédomine longtemps après 1935, soit de croire plutôt au coup de bluff. En 1937, une dépêche de Chilston à Eden montre nettement la différence de perception des Français et des Anglais sur la question.

<sup>352</sup> Carley, « Prelude to defeat... », p.180.

<sup>353</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVI, n° 100, p.224, Coulondre à Bonnet, 7 mai 1939.

<sup>354</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVI, n° 45, p.107-108, Payart à Bonnet, 4 mai 1939.

<sup>355</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, XVII, n° 202, p.356-359, général Palasse à Bonnet, 13 juillet 1939.

<sup>356</sup> Sur la question, le Foreign Office n'est pas unanimement aussi serein que Sargent. Ainsi, selon Shaw, Strang et Vansittart sont parmi les irréductibles observateurs du possible rapprochement germano-soviétique. Voir Shaw, *op. cit.*, p.157.

« According to M. Francois-Poncet (sic), M. Coulondre is convinced that the Soviet Union wants peace at any price, and would , if France were to water down the Soviet Pact in any importance respect, be ready to throw herself into the arms of Germany rather than run the risk of having to fight that Power single-handed” Coulondre “seemed, in fact, to agree with me (and with M. Francois-Poncet (sic), as quoted by Sir E. Phipps) that there was probably a large element of bluff, both on the Soviet and on the German side, in the recent rumours of an impending rapprochement”<sup>357</sup>.

Il restait une dernière option à l’URSS, celle de se retirer d’une scène d’où les puissances occidentales l’avaient si longtemps ostracisée.

### *c- La tentation de l’isolationnisme*

Les régimes totalitaires des années trente ont tous promu une politique d’autarcie, exprimée d’abord sur le plan économique, mais aussi sur le plan diplomatique en renâclant devant l’idée d’une sécurité basée sur le dialogue entre les nations. L’URSS n’échappa pas à la tentation du repli, d’autant plus qu’elle avait déjà vécu sur ce mode dans les années héroïques de la Révolution. Les milieux diplomatiques occidentaux en étaient conscients. Rappelons les objurgations de Barthou en 1934 sur le possible retour de la politique soviétique à ses démons asiatiques. La menace du repli faisait, certes, partie de l’arsenal diplomatiques des Russes. L’ambassadeur Alphand s’en fait l’écho en 1936. « Le commissaire du peuple me dit avoir eu à lutter contre certains de ses collègues qui eussent désiré que le gouvernement soviétique indiquât plus nettement son désir d’autarcie et prît l’initiative de renoncer au pacte franco-soviétique dont la ratification se faisait attendre depuis neuf mois »<sup>358</sup>.

Mais la peur de l’isolement diplomatique de l’URSS est, assez paradoxalement, le souci premier des milieux diplomatiques britanniques. La politique étrangère de Grande-Bretagne a, nous l’avons vu à plusieurs reprises, consisté à tenir à l’écart de la scène diplomatique l’URSS dont la propre politique s’accordait mal avec les objectifs du Foreign Office<sup>359</sup>. Dans un premier mouvement, c’est pourtant le doute qui domine, voire le souhait que

<sup>357</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 78, p.100, Chilston à Eden, 11 may 1937.

<sup>358</sup> *DDF*, 2° série, I, n° 46, p.69, Alphand à Laval, 14 janvier 1936.

<sup>359</sup> La politique britannique « led inevitably to the isolation of the Soviet Union which only in 1939, under the pressure of events, began gradually to assume a greater role in British policy”. Niedhart, loc. cit., p.290-291.

l'URSS reste à l'écart, notamment en Extrême-Orient, où l'engagement soviétique est synonyme d'engrenage pour l'État-major britannique<sup>360</sup>. Du côté diplomatique, Chilston est celui des ambassadeurs qui croit le moins à cette évolution, notamment lorsque, à la fin de 1937, des rumeurs circulent sur la possibilité d'un abandon par l'URSS de la politique du front anti-fasciste.

« There is no suggestion ... in the Soviet press that the Litvov policy should be abandoned, and at the present juncture it would in my opinion be very short-sighted of the Soviet Government to abandon it. The policy has not achieved its object, but it has at least diminished the isolation of the Soviet Union at no material cost, and reversion to an isolationist policy in the present state of general insecurity would be dangerous and almost wholly disadvantageous. There remains, of course, the theoretical possibility of a rapprochement with Germany, but there is still absolutely no sign of a desire for this on the part of the Soviet Government »<sup>361</sup>.

Plus tard, durant l'été 1938 marqué par la crise des Sudètes et la mission Runciman envoyée par Chamberlain pour apaiser les tensions, Chilston ne voit pas dans le discours de Litvinov à Leningrad l'indication d'un virage isolationniste<sup>362</sup>. Enfin, quand la crise débouche sur les accords de Munich, le danger de l'isolement d'une Union soviétique offusquée n'émeut pas plus Chilston dont l'analyse rejoint d'ailleurs celle de Coulondre. « My impression, which is shared by the French Ambassador, is that the Soviet Government do not intend to denounce that pact, and have, moreover, no intention voluntarily to isolate themselves from European affairs »<sup>363</sup>.

Il est vrai que l'ostracisme dont est l'objet l'Union soviétique durant la crise incite à soulever la question<sup>364</sup>. La crainte est particulièrement vive chez les anti-appeasers au début d'octobre 1938, surtout après la divulgation d'un

<sup>360</sup> «From the naval point of view, Russian neutrality is infinitely preferable to Russian intervention, if there is any likelihood of the latter leading us into hostilities against Japan». *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 19, n° 316, p.505, Report by the Chiefs of Staff Sub-Committee of the CID on the comparison of the strength of Great Britain with that of certain other nations as at January 1938.

<sup>361</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 19, n° 404, p.699, Chilston à Eden, 28 décembre 1937.

<sup>362</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 287, p.384, Chilston à Halifax, 2 juillet 1938.

<sup>363</sup> *DBFP*, 3<sup>rd</sup> series, 3, n° 217, p.192-194, Chilston à Halifax, 18 octobre 1938.

<sup>364</sup> « The events of 1938 reinforced Moscow's reservations about the practicability of collective security... the Soviet Union was turning in on itself, folding the Comintern around its exposed form for added protection ». Haslam, *op. cit.*, p.158.

mémorandum signé de la main de l'ambassadeur soviétique à Londres<sup>365</sup>. Le même, Maïsky, impressionne également Butler, sous-secrétaire d'État parlementaire au Foreign Office, en février. « Mr Butler gained the impression from M. Maïsky that the Soviet Government would now pursue an isolationist policy »<sup>366</sup>.

C'est, par ailleurs, le Foreign Office qui reste en alerte sur la question et tente d'avertir les politiques<sup>367</sup>. À Moscou, Seeds, qu'on ne peut soupçonner de complaisance envers l'URSS, craint un isolationnisme des Soviétiques dont la première conséquence serait la menace à terme d'un rapprochement germano-soviétique<sup>368</sup>. Cette menace se précise davantage lors du discours de politique étrangère que Staline donne en mars lors du XVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS. Seeds en retient le conseil du Georgien à son parti. « To be cautious and not allow Soviet Russia to be drawn into conflicts by warmongers who are accustomed to have others pull the chestnuts out of the fire »<sup>369</sup>.

Cette menace, l'histoire a montré depuis qu'elle était réelle. Au lendemain de l'accord germano-soviétique, le Quai d'Orsay, atterré, peut conclure, à la lecture des documents officiels – qui ne font évidemment pas mention de la clause du partage de la Pologne – à la « neutralisation sans réserve » de l'URSS<sup>370</sup>. Après que la France et l'Angleterre ont tenté d'intégrer à la sécurité du continent l'Union soviétique, le danger principal demeurait à leurs yeux, surtout en France, un retournement de Moscou vers Berlin. Les Britanniques observaient avec plus d'inquiétude la neutralisation de Moscou qui rendait possible un rapprochement germano-soviétique, ou au mieux une agression allemande sur sa frontière occidentale. Entre ces deux écueils, le pouvoir politique, à Londres comme à Paris, a mal évalué le danger et a joué les méthodes dilatoires. Mais on ne donne du prix qu'à ce qu'on désire. La question

<sup>365</sup> Shaw, *op. cit.*, p.95

<sup>366</sup> DFA, Series A, 15, n° 18, p.44-45, Halifax à Seeds, 14 février 1939.

<sup>367</sup> “What London wished to avoid, and had been repeatedly warned against by the Foreign Office – if only in the most general terms – was a retreat by the Soviet Union into isolation or indeed into an alliance with Germany”. Niedhart, *loc. cit.*, p.293

<sup>368</sup> Shaw, *op. cit.*, p.153.

<sup>369</sup> DBFP, 3<sup>rd</sup> series, 4, n° 452, p.411-413, Seeds à Halifax 20 mars 1939.

<sup>370</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVIII, n° 342, p.424-425, Note du Secrétariat général du Département, 24 août 1939.

est de savoir si les milieux diplomatiques ont fait miroiter à leur gouvernement tout le parti qu'on pouvait tirer de l'Union soviétique, si tant est qu'ils y croyaient eux-mêmes.

### 3- Les diplomates considèrent-ils l'URSS comme utile à la France et à la Grande-Bretagne?

L'estimation de la puissance stratégique de l'URSS a été faite par Londres et Paris selon deux logiques tout à fait antinomiques. Selon une dynamique d'affrontement en Europe et en Extrême-Orient, la question était de savoir si l'URSS pouvait jouer un rôle dans un conflit prochain et si ce rôle répondait aux besoins de chacun des deux pays. Dans une logique de conciliation, il s'agissait de savoir si l'Union soviétique pouvait contribuer à la détente générale qu'on recherchait ardemment, du moins au début des années trente. L'évolution du régime moscovite a, bien entendu, joué dans l'évolution de ces deux logiques. De plus, les facteurs idéologiques et militaires que nous avons analysés précédemment, ont contribué à l'estimation par les diplomates de l'étendue des attentes de Paris et de Londres en la matière.

#### *a- La valeur inerte du contre-poids*

D'un point de vue strictement continental, c'est-à-dire en dehors de la perspective insulaire de la Grande-Bretagne, l'URSS sur les marges orientales de l'Europe pouvait apparaître comme un contre-poids géopolitique face aux intentions douteuses de l'Allemagne. Du côté de l'Asie, en Extrême-Orient, l'URSS était aussi un acteur majeur pour l'équilibre régionale menacé par les velléités japonaises en Mandchourie, ce qui touchait de plus près les intérêts britanniques.

## i- En Europe

Dès la signature du pacte de non-agression entre la France et l'URSS en novembre 1932, il apparaît clairement que l'une des motivations - mais non la seule - est bien de faire pièce aux aventures pan-germaniques. Sans en faire un « renversement des alliances », il permet, selon le Quai d'Orsay, d'équilibrer les ententes signées par Moscou et de signaler aux extrémistes allemands de ne plus compter sur une neutralité bienveillante de la Russie en cas de conflit armé à l'Ouest<sup>371</sup>. C'est un avantage fréquemment souligné du côté britannique. Ainsi, Clerk de l'ambassade à Paris, dans une dépêche sur les relations franco-soviétiques, parle dès 1934 de la politique française d'équilibre entre les deux puissances, « [the] French policy of utilising Russia as a counterpoise to Germany »<sup>372</sup>.

Par ailleurs, si les Britanniques ne voient pas d'un bon œil le rapprochement qui s'esquisse entre la France et la Russie, Vansittart est là pour reconnaître le bien-fondé de la politique française de contre-poids, étant donné, selon son interlocuteur à l'ambassade britannique à Paris, la possibilité d'une reprise des relations militaires entre l'URSS et l'Allemagne hitlérienne qu'il juge possible<sup>373</sup>. Cette idée d'un retour rapide de la diplomatie soviétique vers son penchant germanophile travaille les Français dès le début du rapprochement franco-soviétique en 1934. "An opinion that was widely held in France, and particularly in French military circles, was that the value of the Franco-Soviet Pact was to prevent a German-Soviet rapprochement, which many feared despite Hitler's repeated anti-Bolshevik tirades"<sup>374</sup>. Cette instrumentalisation de l'allié soviétique se poursuit du côté des diplomates français, notamment lors de la

<sup>371</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, II, n° 29, p.53-61, Note du Département pour le Président du Conseil, 23 novembre 1932.

<sup>372</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 6, n° 455, p.753, Clerk à Simon, 14 juin 1934.

<sup>373</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 6, n° 544, p.881-882, Vansittart à Campbell, 30 juillet 1934. Clerk écrit quelques jours plus tôt « The contingency of an ultimate German-Russian arrangement seems however inherently possible, given the altered circumstances in Germany, and we should no doubt do well to keep it in view. The result of all this, from the practical point of view, is that the French will be eager to press on with the Eastern Pact before the Soviets have time to slip out ». DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 6, n° 537, p.875-877, Campbell à Vansittart, 26 juillet 1934.

<sup>374</sup> Dreifort, *op. cit.*, p.120.

crise espagnole qui met à l'épreuve les convictions affichées de l'URSS dans la sécurité collective.

L'équilibre recherché vise, ici, aussi bien l'Allemagne que la justification du pacte envers l'opinion publique en France. Payart conseille de soutenir l'URSS dans le comité de non-intervention de Londres pour éviter l'isolement et la désillusion de celle-ci. Un tel sentiment « nous priverait d'un contrepoids diplomatique vis-à-vis de l'Allemagne et restituerait toute sa vigueur à la propagande du Komintern qu'on ne manquerait pas, dès lors, d'intensifier dans un but de diversion »<sup>375</sup>.

Mais attention ! Il ne s'agit pas de contracter une alliance avec l'URSS, même si le précédent de 1892 entre la France et la Russie tsariste est dans tous les esprits. « On parle déjà d'alliance. Dans la forme qu'elle revêtait avant la guerre, cette formule ne semble pas pouvoir être employée à l'heure actuelle. La présence de notre alliée commune, la Pologne, entre l'URSS et l'Allemagne, la rend irréalisable; l'amélioration des relations franco-soviétiques doit être poursuivie sur une autre voie »<sup>376</sup>. Mais sous l'effet de la peur d'une entente entre l'Allemagne et l'URSS, l'idée d'une alliance en bonne et due forme s'affermi, alors que le projet de pacte oriental se heurte à l'inertie polonaise et allemande. « The further result, if Léger's fears retains substance, is that, if the pact comes to nothing, France will be in all the greater hurry to rush into an alliance with Russia in order to forestall Germany »<sup>377</sup>.

Plus préoccupant encore pour la diplomatie française est le glissement sournois de la Pologne hors de la sphère d'influence française que marque l'accord de non-agression germano-polonais en janvier 1934. Dès lors, la question du contre-poids à l'Est de l'Allemagne se complique. La France se tient devant le choix d'un allié à l'Est, soit la Pologne vacillante et au contact direct avec l'Allemagne, soit l'URSS communiste qui ne partage aucune frontière avec l'Allemagne. Au plus fort du rapprochement franco-soviétique, durant l'année 1935, le choix semble fait. Selon Clerk, « French policy aimed rather at using

<sup>375</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, III, n° 429, p.661-662, Payart à Delbos, 31 octobre 1936.

<sup>376</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, IV, n° 251, p.427, Alphand à Paul-Boncour, 27 septembre 1933.

<sup>377</sup> DBFP, 2<sup>nd</sup> series, 6, n° 537, p.875, Campbell à Vansittart, 26 juillet 1934.

Russia to take place of Poland ... in the collective system for containing Germany or any other eventual aggressor »<sup>378</sup>. Mais le pacte devient rapidement une coquille vide aux yeux des Soviétiques, qui l'avaient signé dans l'espoir d'une convention militaire. Les relations se distendent entre la France et l'URSS au point que le ministre des Affaires étrangères peut rassurer la Pologne en juillet 1938. Bonnet « reassured the Polish ambassador to Paris, Lukaszewicz, that it was 'a definite goal of his to come to a full understanding with Poland, eliminating Soviet Russia as a partner in current policy, retaining with it only the contact necessary to counteract [a] Soviet-German rapprochement' »<sup>379</sup>.

Si, pendant longtemps, la Grande-Bretagne suit de loin les relations franco-soviétiques, soucieuse de ne pas les voir trop intimes, elle finit par faire sienne l'idée de contre-poids soviétique en Europe durant les négociations de l'année 1939. Il en est ainsi en mars de cette année-là.

« En ce qui les concerne, les bureaux du Foreign Office sont nettement favorables à un rapprochement de la Grande-Bretagne avec l'URSS pouvant aller jusqu'à l'échange d'assurances et de garanties précises. Ce n'est pas qu'ils se fassent illusion sur la valeur de l'appui militaire que la Russie serait capable d'apporter à ses alliés en cas de conflit, encore que, à condition de ne pas opérer à une trop grande distance de leurs bases, les armées russes soient sans doute en mesure de fournir une aide non négligeable à des pays voisins. Mais surtout, le Foreign Office estime que la participation de la Russie tarirait une source essentielle de ravitaillement pour l'Allemagne et qu'à ce point de vue son concours mérite d'être acheté... »<sup>380</sup>.

Enfin, aussi tard que le 24 mai 1939, elle consent à accepter un accord avec l'URSS et la France pour empêcher le rapprochement germano-soviétique<sup>381</sup>. La diplomatie anglaise montre-t-elle plus de diligence en Asie sur la question de l'équilibre régionale des puissances ?

<sup>378</sup> *DFA*, Series A, 12, n° 270, p.344, Clerk à Simon, 28 mars 1935.

<sup>379</sup> Cité dans Haslam, *op. cit.*, p. 178. Londres continue de n'avoir que peu d'estime pour l'apport soviétique à la dissuasion. Quelque temps auparavant, en avril, Roger Cambon à Londres, reçoit les propos confidentiels d'un informateur proche du gouvernement. On pense au 10 Downing street que « si, aujourd'hui, le pacte franco-soviétique ne représente plus une force, il doit toujours être considéré comme une assurance ». *DDF*, 2<sup>e</sup> série, IX, n° 220, p.462, Cambon, chargé d'affaires à Londres à Bonnet, 22 avril 1938.

<sup>380</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, XV, n° 80, p.110-111, Corbin à Bonnet, 20 mars 1939.

<sup>381</sup> Manne, "The British decision ...", p. 26.

## ii- En Extrême-Orient

Sur la frontière orientale de l'URSS, l'intérêt de l'utiliser comme contre-poids stratégique est inversé dans les diplomaties française et britannique. Non pas que les intérêts français n'y soit pas négligeables, mais le Japon menace beaucoup plus le vaste Empire britannique en se rapprochant des grandes voies de communications de celui-ci.

La préoccupation française vise en la matière de voir s'affirmer la puissance de l'URSS face au Japon pour mieux valoriser son nouveau partenaire aux yeux de son ancien allié. « On s'est trouvé au bord de la guerre il y a un peu plus d'un an. Elle fut évitée parce que les Japonais sont persuadés de la force de l'Armée rouge. L'URSS doit donc tout faire pour fortifier cette opinion et conserver la paix »<sup>382</sup>. L'analyse de Barthou repose sur la conviction que le véritable fauteur de guerre est le Japon au moment même où l'Angleterre appuie du bout de lèvres l'admission de l'URSS à la Société des Nations. « On ne peut admettre ici que l'Angleterre ne comprenne pas qu'elle doit avoir plus à craindre du Japon que de l'URSS en Asie »<sup>383</sup>.

La politique de sécurité menée par la France fait d'elle une obsédée de l'équilibre en Europe au point de regretter la dispersion des forces soviétiques que le front extrême-oriental peut distraire des bases arrières de l'Allemagne. On est loin de la politique d'équilibre menée par la France en Europe. « L'URSS ne profiterait-elle pas de la sécurité relative offerte par le pacte franco-soviétique devant le péril allemand, pour s'intéresser d'une façon excessive à l'Extrême-Orient ? ». C'est la question que pose l'attaché naval français en constatant que les Soviétiques se montrent plus empressés à concentrer leur flotte en Extrême-Orient qu'en mer Baltique<sup>384</sup>.

La perspective britannique est très différente, d'abord pour la raison que nous avons évoquée plus haut, soit la proximité des intérêts impériaux ; ensuite, parce que, très tôt, l'Angleterre doit évaluer lequel des deux pays menace le plus

<sup>382</sup> *DDF*, 1<sup>ère</sup> série, VII, n° 283, p.418, Alphand à Barthou, 10 septembre 1934.

<sup>383</sup> *Ibidem*.

<sup>384</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, II, n° 229, p.352, Corbin à Flandin, 21 mai 1936 et Annexe, p352-353, le capitaine de frégate Du Tour, attaché naval de France à Londres, au capitaine de vaisseau, chef du 2<sup>e</sup> bureau de l'État-Major général, 21 mai 1936.

les intérêts vitaux de Sa Majesté dans la région. Or, les militaires de l'État-Major (COS) ont eu sur la question une analyse non dénuée d'arrière-pensées. "The fear of a Soviet attack on India faded although it never vanished altogether; the USSR was never eliminated as a potential enemy"<sup>385</sup>.

La troisième raison qui provoque l'hésitation de la diplomatie britannique à compter sur la dissuasion soviétique dans la région est que cette politique, en neutralisant le Japon en Mandchourie, aurait le défaut d'attiser l'appétit nippon plus au sud. « Increase of Soviet strength in the Far East may act as a check on Japanese activities, though it may deflect them further southward when they would come into more direct conflict with our interests »<sup>386</sup>. Lorsque, en 1939, les principaux et futurs belligérants sortent de l'ombre, le Foreign Office se résigne à invoquer le principe d'équilibre, sachant que le positionnement stratégique de l'Angleterre sur le théâtre européen la place, de toute façon, dans le camp des adversaires potentiels du Japon. Le contre-poids soviétique devient un allié incontournable en Extrême-Orient.

«Même si la Russie exigeait une garantie de ses frontières asiatiques, le fonctionnaire du Foreign Office estime que celle-ci ne devrait pas être refusée, car la perspective d'avoir affaire à la fois à l'URSS et aux puissances occidentales alors qu'il est déjà si occupé en Chine ferait sans doute réfléchir le Japon. D'autre part, les agents britanniques en Extrême-Orient considèrent qu'en tout état de cause, ce dernier pays saisirait l'occasion d'une guerre européenne où la France et la Grande-Bretagne seraient engagées pour attaquer leurs possessions asiatiques »<sup>387</sup>.

#### *b- Demander, mais pas trop*

##### *i- L'appui logistique*

Qu'attendre d'un allié encombrant avec lequel tout accord, en particulier d'ordre militaire, est par trop compromettant ? Pour les Britanniques, l'Allemagne, à tout le moins, ne saurait bénéficier du potentiel économique soviétique. Le rapprochement avec l'URSS n'a qu'un intérêt, celui de priver Berlin de l'immense réservoir de matières premières et de fournitures. « Perhaps

<sup>385</sup> Herndon, *loc. cit.*, p. 305.

<sup>386</sup> *DBFP*, 2<sup>nd</sup> series, 18, Appendix I, p. 965, Review of Imperial Defence by the Chief of Staff Sub-Committee of the Committee of Imperial Defence, 22 février 1937.

<sup>387</sup> *DDF*, 2<sup>e</sup> série, XV, n° 80, p.110-111, Corbin à Bonnet, 20 mars 1939.

the principal value of the arrangement in the eyes of informed opinion is that it would deny to Germany the possibility of exploiting the massive resources of Russia. If, therefore, it did not bring Russia into war on the side of France and her allies, it would at least keep her out of it altogether”<sup>388</sup>.

L’attitude française spécule davantage sur les possibilités pratiques qu’elle peut tirer d’un partenariat avec l’URSS. L’un des plus ardents promoteurs du rapprochement, Pierre Cot, au lendemain de sa visite au pays des Soviets, plaide pour une assistance industrielle de la part des Soviétiques en matière d’aéronautique, comme nous l’avons déjà mentionné au chapitre deux. « Il nous faut conclure au moins à une neutralité dont nous apprécions le prix ». Plus encore, Cot prône « la possibilité ... d’arriver à une sorte d’assistance industrielle en cas de conflit, de constituer sur le territoire russe une réserve de matériel aérien qui nous serait profitable»<sup>389</sup>.

Les Anglais sont au courant de la demande française à l’égard de Moscou, alors que le Foreign Office s’interroge sur le bien-fondé d’un rapprochement entre Londres et Moscou. Que cherche la France dans un accord avec l’URSS ? s’interroge Chilston. « Either the French expect the Russians to export to them large quantities of aeroplanes in time of war, or they are counting on Russia’s potential output *for herself* being so great that she could attack Germany at the same time as she is defending her Eastern front »<sup>390</sup>. Dans le premier cas, Collier pense que l’aéronautique soviétique n’est pas sur le pied de guerre ; dans le second, Chilston croit difficile que l’URSS veuille s’attaquer à l’Allemagne dans le cadre d’un tel accord. À cet égard, celui-ci estime que, dans un cas comme dans l’autre, l’URSS ne saurait être d’une grande utilité pour la France.

Pourtant, en 1939, les diplomatie française et anglaise s’allient pour obtenir – en vain – une simple assistance aux pays dont elles ont garanti un peu vite les frontières – Pologne et Roumanie. Tel est, en effet, le point de départ des longues tractations entre la France, l’Angleterre et l’URSS à partir du mois de

<sup>388</sup> DFA, Series A, 12, n° 270, p.344, Clerk à Simon, 28 mars 1935.

<sup>389</sup> DDF, 1<sup>ère</sup> série, IV, n° 308, p.569-572, Cot à Paul-Boncour, 14 octobre 1933.

<sup>390</sup> DFA, Series A, 12, n° 262, p.326, Chilston à Simon, 9 mars 1935.

mars. « Le but essentiel du traité en cours de négociation a été, dès l'origine, d'intégrer l'URSS dans notre système et de nous la réserver comme base de ravitaillement et d'assistance éventuelle à la Pologne et à la Roumanie »<sup>391</sup>.

Or, les Britanniques, non seulement ne croient pas à l'efficacité militaire de l'URSS, mais doutent de son potentiel économique de mobilisation<sup>392</sup>. De leur côté, les Français voient dans l'URSS un simple pourvoyeur de leurs obligations matérielles envers leurs alliés à part entière. La conjonction du doute britannique et de la réticence française conduit à rechercher un allié *a minima* dont la contribution est simplement supplétive.

“The idea that the French resumed the diplomatic initiative in 1939 and were determined to obtain a Soviet alliance is exaggerated. The French objective, like that of British, was to have the USSR as an obliging auxiliary, out of German camp, but not fully in the Anglo-French. “The Soviet would be a supplier of “guns and potatoes”, to borrow a phrase, for Poland which constitute a potential second front against Germany. Not a real second front, but the reflection of one, just menacing enough to bluff Hitler”<sup>393</sup>.

## ii- La splendide indifférence et la décrépitude du régime

L'inertie persistante de la France et de l'Angleterre était davantage le fait de cette dernière. L'idée d'un accord avec l'URSS devenait superflue sitôt qu'elle fut convaincue que la puissance militaire soviétique – comme nous l'avons vu précédemment – était fortement ébranlée par la répression. Ce facteur transpira rapidement jusque dans les milieux diplomatiques.

« Le sentiment très net que l'on paraît avoir dans les milieux britanniques d'un affaiblissement sensible des possibilités militaires de l'Armée rouge n'est peut-être pas étranger à cette attitude [le refroidissement des relations turco-soviétiques] : la délégation britannique se déclare en effet convaincue que la crise intérieure par laquelle passent les Soviets a sensiblement diminué la valeur de son armée »<sup>394</sup>.

Il va sans dire que la défiance britannique met à mal les relations entre la France et l'URSS, et entame la politique basée sur une entente dont le socle, du côté

<sup>391</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVII, n° 85, p.151, Naggiar à Bonnet, 4 juillet 1939.

<sup>392</sup> Niedhart, *loc. cit.*, p.292

<sup>393</sup> Michael J. Carley, « End of the “Low, Dishonest Decade” : failure of the anglo-franco-soviet alliance in 1939 », *Europe-Asia Studies*, 1993, 45(2), p.332-333.

<sup>394</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VI, n° 452, p.788, Massigli, délégué à la conférence de Nyon au ministère des Affaires étrangères, 15 septembre 1937.

français, est constitué par la mise en échec des ambitions hitlériennes par la dissuasion.

« Depuis un an environ, l'URSS a perdu beaucoup de terrain en Angleterre et, par contrecoup, la politique du pacte franco-soviétique se trouve également atteinte aux yeux d'un public qui, dans sa très grande majorité, ne l'avait jamais accepté qu'avec défiance. Ce changement tient à diverses raisons, dont les principales sont la crise intérieure qui sévit en Russie, les événements d'Espagne, la guerre sino-japonaise et la cohésion croissante de la nouvelle Sainte-Alliance anticommuniste... Le même état d'esprit apparaît chez certains hauts fonctionnaires du Foreign Office qui, pourtant, ont été dans le passé les apôtres d'une politique de rapprochement avec l'URSS »<sup>395</sup>.

Le constat britannique est d'ailleurs sévère et sans appel. L'affaiblissement militaire trouve son effet dans l'impuissance politique que constate Chilston en 1938.

« This intense anxiety to avoid war has for some time past been clearly reflected in every move of Soviet policy. It would, however, be misjudging the true nature of this tendency to regard the Soviet Union as being therefore necessarily a great force on the side of world peace. On the contrary, the Soviet Union must rather, for the time being, be counted out of European politics in so far as the exercise of a decisive influence one way or the other is concerned, though there is no reason why with time and on changed circumstances, it should not play an extremely important role in world affairs »<sup>396</sup>.

L'alerte britannique est si vive à l'égard de l'impuissance du régime soviétique que l'ambassadeur de France à Londres s'en fait l'écho<sup>397</sup>. Aux yeux du Foreign Office, l'URSS ne soutient pas même la comparaison avec l'Allemagne nazie au chapitre du danger qu'elle représente. Son innocuité patente, même si elle est à même de rassurer les idéologues britanniques, la rend également inintéressante pour la politique continentale de l'Angleterre.

« Which of these two potential dangers is the greater at the moment and likely to be greater for the next few years... Whatever the Soviet Union may become in the remote future, all our present information emphasises the growing deterioration of the whole Soviet State machine under Stalin's present regime of suspicious and capricious tyranny, and the unlikelihood of its ever becoming efficient enough to be dangerous without some drastic and comprehensive change in that regime. The Soviet Union under Stalinite Communism is becoming less and less of a menace to her neighbours; and it seems probable that she can only become a menace again by some fundamental alteration of the regime which might well rob it of its revolutionary character. Even in

<sup>395</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, VII, n° 185, p.314-319, Corbin à Delbos, 3 novembre 1937.

<sup>396</sup> DFA, Series A, 14, n° 262, p.347, Chilston à Halifax, 19 avril 1938.

<sup>397</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XIII, n° 19, p. 34, Corbin à Bonnet, 3 décembre 1938.

the sphere of the propaganda, where once she seemed so dangerous, she seems less able to make headway with Communism than are Germany and Italy with the various brands of violent nationalism which they encourage and subsidise”<sup>398</sup>.

La politique de distanciation menée par l’Angleterre à l’égard de Moscou peut s’expliquer de plusieurs façons. Il est sûr que la France, de par le pacte, a pu servir de relais pour son partenaire qui pouvait continuer de feindre l’indifférence. La France devenait pour l’Angleterre un relais sans écho.

“En ce qui concerne plus particulièrement le pacte franco-soviétique, l’on constate que, dans les milieux gouvernementaux, ses adversaires les plus convaincus n’envisagent point qu’il puisse être dénoncé. Ils s’y résignent plutôt, comme à une sorte de mal inévitable, sinon nécessaire, et l’on en vient même à se demander s’ils ne trouvent pas à son existence certains avantages: d’une part, il leur devient ainsi possible, dans le privé, de rejeter sur ce traité bouc-émissaire la responsabilité d’une partie au moins des maux qui accablent actuellement l’Europe; de l’autre, tout en blâmant cet accord, la diplomatie anglaise peut trouver commode de voir un voisin, un allié, se charger de maintenir avec Moscou un contact plus étroit qu’elle ne souhaite en établir elle-même”<sup>399</sup>.

L’Angleterre n’a pas non plus jugé bon de voir dans l’URSS un allié utile; elle a mésestimé les besoins réciproques entre les deux pays. Les manifestations britanniques de son manque d’intérêt se sont succédé à partir de l’année qui a suivi la visite d’Anthony Eden à Moscou. « The Soviet Union [interests] are likely to feel the need of our support and collaboration more often, and on more important occasions, than are we to feel the need of theirs »<sup>400</sup>. Tenir les Russes loin de l’Allemagne était toute la politique qui prévalut au début des négociations de 1939, au stade initial où les parties négociantes

<sup>398</sup> *DFA*, Series A, 14, n° 301, p.407, A Comparison of the Nazi-Fascist and Communist Systems, as Affecting British Foreign Policy, L. Collier, 16 août 1938.

<sup>399</sup> *DDF*, 2° série, VII, n° 185, p.314-319, Corbin à Delbos, 3 novembre 1937.

<sup>400</sup> *DFA*, Series A, 13, n° 174, p.255, MacKillop à Eden, 30 mai 1936. Jonathan Haslam estime de la même façon que c’est le mauvais jugement de la puissance soviétique qui, en partie, explique l’impasse de la diplomatie occidentale. « The bloody regression of Russia’s political revolution in the form of the terror, combined with the persistent and seemingly inescapable isolation imposed upon it by ideologically hostile states in the face of the growing threat of war, East and West, was undeniably taking its toll of the pre-existing Litvinovian internationalism of Soviet foreign policy. Although the Western Powers saw what was happening and were alarmed, their continued underestimation of the USSR as a potential partner to the Germans as much as themselves, and their exaggerated sense of their own impotence but their excessive overestimation of the power of their likely adversaries, meant that nothing was done to ensure that the precarious pendulum driving Soviet foreign policy did not swing too far in the other direction”. Haslam, *op. cit.*, p.156-157.

laissent voir, par leurs revendications ingénues, le degré d'implication qu'ils sont prêts à assumer dans l'accord mutuel. Or, le commentaire de Seeds à propos du communiqué clôturant la mission commerciale de Hudson à Moscou, montre bien en mars 1939, l'attitude commune à la France et à l'Angleterre, d'en faire le moins possible en direction de l'URSS. « In fact, communiqué presents a picture of what I would myself wish Anglo-Soviets relations to be, namely friendliness and contacts but no obligations »<sup>401</sup>. L'idéal, au fond, aurait été d'obtenir les fruits d'un accord avec l'URSS pour dissuader l'Allemagne, sans assumer les contraintes internationales dudit accord, particulièrement face à l'Allemagne dont la puissance supposée rendait l'entente plus désirable.

« The failure of Anglo-Soviet rapprochement was not the result of any Machiavellian British strategy to use Nazi Germany to destroy Bolshevism by granting her a free hand in the east. Nor was it the outcome of an ideological anti-communism. Rather between early 1935 and early 1936 the argument for Anglo-Soviet rapprochement on the grounds of containing Germany and foreclosing the possibility of a "return to Rapallo" had been overcome by the argument that while Germany remained so bitterly anti-Soviet, both the process of Anglo-Soviet rapprochement and any British identification with the Franco-Soviet alliance was certain to render infinitely more difficult the task of negotiating a general settlement with Germany without which peace in Europe appeared inconceivable »<sup>402</sup>.

Nous avons relevé, au fil du témoignage des documents, que la politique étrangère soviétique reposait, aux yeux des diplomates français et britanniques, sur la sécurité. L'estimation de la sincérité de la politique soviétique de paix qui en résultait, a varié entre Paris et Londres. La puissance soviétique, surtout du côté anglais, a été perçue comme un ferment de division entre les autres puissances de l'Europe. De plus, la politique de recherche d'alliance qui sous-tendait la politique de sécurité incommodait d'abord l'Angleterre qui recherchait l'accommodement avec l'Allemagne, puis la France qui recherchait le partenariat avec l'Angleterre.

Nous avons vu également que les diplomates des deux côtés de la Manche reconnaissaient la nécessité d'intégrer la Russie au concert des nations. Mais la menace soviétique d'un rapprochement avec l'Allemagne de Hitler a

<sup>401</sup> *DBFP*, 3<sup>rd</sup> series, 4, n° 545, p.523-524, Seeds à Halifax, 28 mars 1939.

<sup>402</sup> Manne, « The Foreign Office... », p.750-751.

toujours été prise au sérieux par les diplomates français quand leurs homologues britanniques ont presque toujours tenu cette menace comme une manœuvre tactique dénuée de fondement.

Enfin, nous avons observé que Français comme Britanniques trouvaient dans l'URSS une simple valeur de contrepoids dans un schéma rudimentaire de politique d'équilibre des puissances. De plus, l'aide qu'ils postulaient de la part de Moscou était uniquement logistique, non militaire, et encore moins politique. Or, c'est la perception d'une puissance affaiblie par d'incompréhensibles répressions qui a conduit l'Angleterre, jusqu'en mars 1939, à considérer comme négligeable l'apport de l'URSS à l'équilibre européen.

#### IV- Conclusion

Lorsque le pacte germano-soviétique de non-agression est signé le 22 août 1939, les attitudes des diplomates français et britanniques laissent, par leur teneur, percevoir toute la différence qui marque leurs relations avec Moscou depuis le début des années trente. Alors que la rumeur du pacte s'amplifie, les Français tentent jusqu'à la dernière heure, contre toute vraisemblance, de renverser l'irréversible. Peu avant que la mission militaire signale que la dernière conversation avec le maréchal Vorochilov se termine amicalement sur le vœu de celui-ci « de reprendre un jour le contact lorsque la situation politique le permettra »<sup>403</sup>, Coulondre, de Berlin, reste philosophe et prudent. Il ne faut pas jeter l'éponge trop vite car « dans ce pays asiatique, l'in vraisemblable côtoie le réel »<sup>404</sup>. L'aménité des propos garantit l'indulgence plénière aux Soviétiques tandis que les diplomates français répètent à l'envi que l'échec est le résultat des tergiversations anglaises. Les diplomates britanniques à Moscou, davantage en phase avec leur gouvernement, sont plus rapides à prendre la mesure de l'accord et condamnent les Soviétiques, selon une formule promise à un avenir durable. Selon Seeds, les Soviétiques en la matière ont fait preuve de *duplicité*<sup>405</sup>.

Dans cette étude qui visait à comparer la perception que se faisaient les diplomates anglais et français de la puissance soviétique, c'est en effet la différence qui ressort le plus souvent quand vient le temps de tirer de l'analyse proprement dite de la dite puissance, les raisons d'agir ou de s'abstenir. En d'autres termes, les analyses françaises et anglaises se croisent et convergent parfois mais tirent généralement d'une vision radicale souvent concordante de la puissance de Moscou, des conclusions dans le domaine de l'action politique qui diffèrent finalement.

<sup>403</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVIII, n° 411, p.499, Naggiar à Bonnet, 25 août 1939.

<sup>404</sup> DDF, 2<sup>e</sup> série, XVIII, n° 250, p.297, Coulondre à Bonnet, 22 août 1939.

<sup>405</sup> DFA, Series A, 15, n° 110, p.143-144, Seeds à Halifax, 29 août 1939.

Dans le domaine de la puissance idéologique, l'interrogation des diplomates apparaît davantage au début des années trente. Tandis que les chancelleries sentent le revirement de la politique étrangère de Moscou en faveur de la sécurité collective, les diplomates interrogent la cohérence entre la nouvelle politique de sécurité de Moscou et la doctrine révolutionnaire. Les Français, nous l'avons vu, sensibles à l'émergence de l'État et du nationalisme soviétique, mettent de l'avant la normalisation de l'URSS. Au contraire, les diplomates britanniques voient dans le nationalisme de l'URSS un danger et une preuve de cynisme : le danger d'un dérapage vers un régime militariste et le cynisme d'un régime idéologique qui se couvre des oripeaux du nationalisme le plus traditionnel.

Le Komintern, organisme-phare de la révolution mondiale, est le terrain qui révèle les analyses différenciées de Paris et de Londres. Le point de départ est le même : le Komintern est subordonné aux intérêts de la politique étrangère soviétique. Utile à l'intérieur pour renforcer la mainmise du régime, il est aussi un instrument à l'extérieur pour faire pression sur les alliés et dissuader les adversaires. Mais la peur qu'inspire l'organe de l'Internationale communiste n'est pas due aux mêmes raisons. La France craint le danger de la propagande sur son territoire, alors que l'Angleterre surveille l'agitation d'origine communiste dans ses colonies d'Asie. Il reste, en définitive, que le Komintern est perçu par les diplomates français comme un organe à la remorque de la politique étrangère de Moscou, tandis que les Britanniques le voient davantage comme consubstantiel au régime communiste et, à ce titre, toujours capable de sonner le rassemblement des prolétaires de tous pays pour le Grand Soir.

Seul le réalisme pourrait conjurer le romantisme révolutionnaire. Et les raisonnables ont seuls le pouvoir de durer. Alors que la France et l'Angleterre se sont interrogées bien souvent sur la pérennité du régime au cours des années vingt, l'heure est au constat, à Paris comme à Londres, que le régime soviétique est inébranlable aussi longtemps, du moins, que la paix règne à ses frontières. Là où les diplomates britanniques - défiants - voient dans la conduite de la politique

étrangère soviétique les preuves d'une attitude faite d'opportunisme, les Français soulignent la conversion des Soviétiques au réalisme politique.

En ce qui a trait à la puissance militaire de l'URSS, les analyses des diplomates en poste à Moscou sont proches dans leur conclusion. Français et Britanniques soulignent l'ampleur de l'effort consenti par le gouvernement soviétique au chapitre de la défense nationale. Le budget de l'armée, l'équipement et la formation de la troupe sont reconnus par les attachés militaires. L'instrument de combat donne lieu jusqu'en 1936 à des appréciations parallèles. Nous avons montré que les Anglais comme les Français reconnaissent la valeur défensive de l'Armée rouge et *a contrario* doutaient des capacités offensives soviétiques qui auraient pu faire de l'URSS un acteur de l'endiguement de l'Allemagne. À cet égard, le jugement de Londres est cohérent et constant : soit l'URSS, faible militairement, oblige l'Angleterre à s'entendre avec l'Allemagne, soit sa force engage l'Angleterre à conclure une entente anglo-franco-soviétique. Du côté français, nous avons montré que l'avis des experts était marqué du sceau de la lutte interne qui secoue les cadres de l'EMA et du Renseignement. L'évaluation de la puissance est faite selon les opinions préconçues des experts militaires sur l'aspect politique du régime de Moscou.

Quant à la force navale grandissante de l'URSS, le désintérêt des diplomates français contrastent avec les rapports réguliers et précis que les attachés navals britanniques ne manquent pas d'adresser à Londres jusqu'en 1939. Ceux-ci notent la montée en puissance de la flotte, notamment la flotte sous-marine mais restent dubitatifs sur la qualité de la formation des équipages et sur le niveau technique des bâtiments de surface. Les diplomates français, suite à l'impulsion de Pierre Cot en septembre 1933, s'intéressent davantage au moyen de pallier les insuffisances de la production aéronautique de leur pays en cherchant à établir – sans succès – un partenariat avec l'industrie militaire soviétique. Les Britanniques, de leur côté, concluent à la valeur redoutable de l'aviation russe pour défendre ses frontières occidentales mais finissent après 1937 par remarquer l'obsolescence de la flotte aérienne de transport et de bombardement.

C'est d'ailleurs après les purges qui affectent grandement le haut commandement soviétique que se situe le tournant capital de l'évaluation de l'URSS en tant que puissance militaire et politique par Londres et Paris. Le constat des ravages de l'épuration qui s'étire jusque dans l'année 1938 est d'une ampleur égale dans les dépêches que nous avons dépouillées. Outre la fragilisation de la chaîne de commandement, les diplomates d'Angleterre et de France ont établi, par les observations indirectes et plus délicates à colliger qu'avant, la régression tactique de l'armée, l'inhibition infiltrée dans les postes de commandement au profit d'une rectitude idéologique néfaste ainsi que les conséquences inquiétantes pour la logistique de l'effondrement économique de l'URSS.

Nous avons montré, en revanche, que la différence essentielle entre les deux ambassades a résidé dans l'évaluation de la capacité de régénération de l'Armée rouge et de son retour à une crédibilité opérationnelle largement entamée aux yeux de l'opinion internationale. Or, cette analyse capitale pour l'intégration de l'URSS dans la politique étrangère de France et d'Angleterre se révèle la justification *a posteriori* des choix particuliers de ces deux pays en fonction de leurs besoins stratégiques. La France, en effet, par le truchement de son attaché militaire, le colonel Palasse, croit au sursaut à court terme de l'Armée rouge alors que la crise des Sudètes met en évidence la nécessité de compter sur l'allié russe. Moins optimistes, les diplomates britanniques jusqu'en mars 1939, mettent de l'avant la décrépitude du régime soviétique pour écarter toute idée d'une coopération militaire. L'Angleterre d'ailleurs ne saurait en avoir besoin.

La dimension militaire, bien qu'essentielle, ne pouvait suffire à évaluer les différentes analyses de la puissance soviétique. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à compléter l'évaluation de cette puissance sous l'angle de la valeur stratégique que lui octroyaient les diplomates français et anglais.

En ce qui a trait à la définition de la politique étrangère soviétique, les diplomates en ont reconnu diversement les grandes tendances. Ce sont les Français qui, à partir de 1933, croient dans la politique de sécurité que mène

l'URSS, d'autant plus facilement d'ailleurs que le Quai d'Orsay conduit la même. Par contre, les Anglais émettent des doutes sur la fiabilité de la conversion soviétique à la sécurité collective; ils estiment que la politique de Moscou reste fondée, à l'instar de celle des années vingt, sur la division des adversaires capitalistes du régime soviétique. Quant à la recherche d'alliances de la part des Soviétiques, elle est à contre-courant des politiques de Paris et de Londres. Comme l'ont montré les rapports diplomatiques, le Foreign Office reste attaché à une politique continentale fondée sur l'équilibre et ne peut, par conséquent, donner dans la marginalisation de l'Allemagne inlassablement exigée par Maxim Litvinov. D'autre part, la France, courtisée par Moscou, ne peut ni ne veut aller trop loin sur le chemin de la coopération avec l'URSS en raison notamment de son attitude suiviste à l'égard de la Grande-Bretagne.

La question de la puissance se posait, pour les diplomates, parallèlement à celle de sa place dans l'Europe conflictuelle. Français et Britanniques s'accordent à reconnaître la nécessité de réintégrer l'héritière de l'Empire des tsars dans le jeu des nations. Cela permet, selon des diplomates des deux pays, d'en neutraliser les tentatives déstabilisatrices. C'est du moins ce qu'avancent les deux diplomaties auprès de leur gouvernement.

Mais l'intégration suppose l'adhésion à la sécurité continentale et non le rapprochement avec l'Allemagne. Que cette idée d'un possible retour de l'URSS à une coopération germano-soviétique soit présente à l'esprit de nos ambassadeurs montre à quel point le facteur idéologique pouvait peu les influencer dans leur perception de l'URSS. Sur ce point, les Français se sont montrés plus sensibles à la menace, car le pacte franco-soviétique de mai 1935 avait pour premier but de distendre les liens entre Moscou et Berlin. Les diplomates britanniques ont, quant à eux, délibérément et régulièrement nié la possibilité et n'y ont vu qu'une manœuvre soviétique de négociation, un coup de bluff usé. C'est bien plus la crainte d'une Union soviétique isolationniste qui agitait les milieux diplomatiques anglais de Moscou. Une telle orientation pouvait, en effet, détourner l'agressivité de l'Allemagne vers l'Occident. Pourtant, à aucun moment les documents consultés n'ont laissé croire que les

diplomates anglais aient pu craindre sérieusement une véritable coopération germano-soviétique.

Il restait pour eux, Britanniques et Français, à assigner à l'URSS une place dans le jeu de la diplomatie de leur pays qui tienne compte des facteurs de puissance - et d'impuissance - que les ambassades à Moscou ont tenté d'évaluer. Comme il n'était pas question de fonder une alliance qui eût pu lui accorder un rôle prééminent, la France et ses diplomates se sont contentés de lui confier un rôle de contrepoids face à l'Allemagne qui n'a pas dépassé les espérances timides du pacte franco-soviétique. Les Britanniques, davantage préoccupés par l'Asie, ont reconnu le caractère dissuasif de l'Union soviétique face à l'expansionnisme nippon. Nous avons noté toutefois que les diplomates anglais ont mis de l'avant le danger que le Japon, en poussant plus au sud, ne vienne heurter les intérêts de l'Empire britannique.

La seule participation active que la France et l'Angleterre ont concédée à l'URSS est le rôle de pourvoyeur envers leurs alliés polonais et roumains, surtout à partir de mars 1939. L'aspect strictement logistique de la coopération avait le mérite et l'inconvénient d'éluider le problème réel d'une coopération militaire plus large et plus naturelle. Mais le pessimisme essentiel de l'Angleterre devant l'impuissance soviétique après 1937 a prévalu dans le calcul des intérêts stratégiques des deux pays face à l'Allemagne de Hitler. Dès lors, la question de la puissance soviétique perdait de son acuité puisqu'elle avait été réglée avant même que ne s'ouvrent en 1939 les pourparlers anglo-franco-soviétiques de la dernière chance.

Au terme de cette étude, soulignons l'originalité du travail qui a été accompli. Les relations extérieures en Europe sont un domaine qui a fait l'objet de nombreuses recherches axées sur la problématique du conflit qui se noue durant les années trente. L'apport de ce mémoire réside dans son aspect comparatif. Jusqu'ici, les recherches ont été menées sous l'angle des relations anglo-soviétiques ou franco-soviétiques. Les quelques études qui comparent Paris et Londres se sont attachées à un aspect particulier de la question,

notamment celui de la puissance militaire. Ce mémoire a étudié la question de la puissance soviétique vue par les diplomates de France et d'Angleterre dans les différents aspects que les sources primaires ont révélés lors du dépouillement.

Les perspectives sur lesquelles débouche le travail de ce mémoire doivent tenir compte du caractère pléthorique des recherches dans le domaine des relations internationales au cours des années trente en Europe. Elles gardent le caractère comparatif qui en assure l'originalité. Si, par ailleurs, nous partons de l'hypothèse que les diplomates en poste à l'étranger ont tendance à épouser presque naturellement les vues du pays auprès duquel ils sont mandatés, il devient intéressant d'étudier à partir du même corpus – celui des dépêches reliant Paris et Londres à ses différents postes – l'analyse de la puissance soviétique à partir des ambassades auprès des pays d'Europe orientale. L'observation de l'URSS par les diplomates à partir de Varsovie ou de Kaunas peut être réfractée par le conflit polono-lithuanien ou la menace soviétique sur les pays baltes face à laquelle l'Angleterre se montre si inquiète. La question soviétique à Bucarest peut être teintée par le problème du passage des troupes soviétiques à travers la Bukovine ou par le contentieux de la Bessarabie. À Belgrade, la question de la subversion communiste est un point de rebroussement qui n'est pas sans influencer la perception qu'on se fait du grand voisin.

Dans le cadre d'une étude plus vaste, le faisceau des dépêches diplomatiques issues des capitales orientales peut ultimement contribuer à une étude plus ambitieuse, celle de l'oscillation des politiques étrangères française et britannique en Europe, entre politique d'équilibre entre les différents régimes menaçants et politique de contention envers l'un ou l'autre de ceux-ci.

L'URSS, à cet égard, par sa position idéologique exacerbée, par le sourd grondement de sa puissance militaire montante et par sa position géostratégique de revers sur les contreforts orientaux de l'Allemagne, peut agir comme révélateur des errements, des incohérences et des tentatives de la France et de la Grande-Bretagne qui tâchent d'établir une politique de stabilité et de sécurité dans l'Europe marquée par la fatalité d'un conflit justement redouté. L'URSS,

doté d'un régime pétri d'idéologie, mais aux prises avec les défis quotidiens d'une révolution qu'il faut savoir terminer, a joué son rôle dans le théâtre d'ombres qui agitent l'Europe au cours des années trente. Il restait aux décideurs et aux analystes de la scène internationale à savoir si, derrière les apparences, la puissance soviétique avait quelque réalité propre à mettre en échec la dérive fasciste. Les événements ont montré que Français et Britanniques, malgré les avis éclairés de leurs diplomates, n'ont pas jugé que la cuillère était assez longue pour dîner avec le diable, ni surtout que la soupe en valait la peine.

## Bibliographie

### Sources

Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945. *Documents diplomatiques français. 1932-1939*, 1<sup>ère</sup> série, Paris, Imprimerie nationale, 1964-1984, 13 volumes. *Documents diplomatiques français. 1932-1939*, 2<sup>e</sup> série, Paris, Imprimerie nationale, 1963-..., 18 volumes.

Donald Cameron Watt (ed.), *British Documents on foreign affairs-Reports and papers from the Foreign Office confidential print. Part II, From the First to the Second World War. Series A, the Soviet Union, 1917-1939*, University Publications of America, c 1984-..., 15 volumes.

E. L. Woodward and Rohan Butler (ed.), *Documents on british foreign policy, 1919-1939*, Londres, H. M. Stationnery Office, 1946-..., 2<sup>nd</sup> series, 21 volumes et 3rd series, 10 volumes.

### Témoignages et mémoires

Bonnet, Georges. *Défense de la paix : de Washington au Quai d'Orsay*, Genève, 1946. 390 p.

Churchill, Winston S. *The Second World War. Vol 1 The gathering storm*, Boston, Houghton Mifflin, 1948.

Coulondre, Robert. *De Staline à Hitler. Souvenirs de deux ambassades 1936-1939*, Hachette Paris, 1950. 334 p.

Eden, Anthony. *Facing the dictators. The Eden Memoirs*, Londres, Cassel, 1962. 659 p.

Gamelin, Maurice. *Servir*, Paris, Plon, 1946. 3 volumes.

Harvey, John éd. *The Diplomatic Diaries of Oliver Harvey, 1937-1940*. Londres, Collins, 1970. 448 p.

Herriot, Édouard. *Jadis. Tome 2 D'une guerre à l'autre, 1914-1936*, Paris, Flammarion, 1952.

Nicolson, Harold. *Diaries and letters, 1930-1939*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1966.

Paul-Boncour, Joseph. *Entre deux guerres. Souvenirs de la IIIe République*, Paris, Plon, 1946, 3 volumes.

Pertinax, (André Géraud). *Les fossoyeurs. Défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*. New York, Éditions de la Maison Française, 1943. 2 volumes.

Tabouis, Geneviève. *Ils l'ont appelé Cassandre*. New York, Éditions de la Maison Française, 1942. 407 p.

### Instruments de recherche

Aster, Sydney. *British Foreign Policy, 1918-1945 : a guide to research and research materials*. Wilmington (Del.), Scholarly Resources, 1991. 391 p.

Bell, David *et al.* dir. *Biographical Dictionary of french political leaders since 1870*. Londres / New York / Toronto, Simon & Schuster / Association for the Study of Modern and Contemporary France. 1990, 463 p.

Bernstein, Gisèle et Serge. *Dictionnaire historique de la France contemporaine. I- 1870-1945*. Paris, Complexe, 1995. 844 p.

Huggett, Frank Edward. *Dictionary of british history, 1815-1973*. Oxford, Basil Blackwell. 1974, 1 volume.

Hutton, Patrick H., dir. *Historical Dictionary of the Third French Republic, 1870-1940*. New York / Westport (Conn.), Greenwood Press, 1986. 2 volumes.

Jolly, Jean, dir. *Dictionnaire des parlementaires français. Notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*. Paris, Presses universitaires de France, 1960-1977. 8 volumes.

Johnston, Robert H. *Soviet Foreign Policy, 1918-1945: a guide to research and research materials*. Wilmington (Del.), Scholarly Resources, 1991. 236 p.

Rioux, Jean-Pierre et Jean-François Sirinelli, dir. *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000. Dictionnaire critique de la vie politique française au XXe siècle*. Paris, Hachette Littératures, 1999. 984 p.

Robbins, Keith, dir. *The Blackwell Biographical Dictionary of british political life in the twentieth century*. Oxford / Cambridge, Basil Blackwell, 1990. 449p.

Robbins, Keith. *A Bibliography of british history: 1914-1989*. Oxford, Clarendon Press, 1996.

Ruhlmann, Jean, dir. *Histoire de l'Europe au XXe siècle*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1994. 5 volumes.

Sirinelli, Jean-François, dir. *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*. Paris, Presses universitaires de France, 1995. 1 volume.

Stevenson, John, dir. *Columbia Dictionary of european political history since 1914*. New York, Columbia University Press, 1992. 1 volume.

Vronskaya, Jeanne et Vladimir Chuguev. *The Biographical Dictionary of the Former Soviet Union*. Londres, Bowker-Saur, 1992. 643 p.

Young, Robert J. *French Foreign Policy, 1918-1945 : a guide to research and research materials*. Wilmington (Del.), Scholarly Resources, 1991. 339 p.

### **Ouvrages généraux**

Alexander, Martin S. et William J. Philpott. *Anglo-French Defence Relations between the wars*. New York, Palgrave, 2002. 231 p.

Bell, Philipp M. H. *France and Britain, 1900-1940. Entente and estrangement*. New York, Longman, 1996. 275 p.

Broué, Pierre. *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*. Paris, Fayard, 1997. 1120 p.

Davis, Richard. *Anglo-French Relations before the Second World War. Appeasement and crisis*. New York, Palgrave, 2001. 219p.

Duroselle, Jean-Baptiste et Pierre Renouvin. *Introduction à l'histoire des relations internationales*. 2<sup>e</sup> éd. rev et corr. Paris, Armand Colin, 1966. 520 p.

Keeble, Curtis. *Britain, the Soviet Union and Russia*. London, Macmillan Press, 2000. 396 p.

Prazmowska, Anita. *Eastern Europe and the origins of the Second World War*. New York, St Martin's Press, 2000. 278 p.

Taylor, Alan J. P. *The Origins of the Second World War*. London, Hamilton, 1963. 296 p.

### Monographies

Alexander, Martin S. *The Republic in danger : General Maurice Gamelin and the politics of french defence, 1933-1940*. Cambridge, Cambridge University Press, 2002. 294 p.

Burrin, Philippe. *La dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*. Paris, Seuil, 1986. 530 p.

Caputi, Robert J. *Neville Chamberlain and Appeasement*. Londres, Associated University Press, 2000. 271 p.

Carr, Edward H. *Twilight of the Comintern, 1930-1935*. New York, Pantheon Books, 1982. 461 p.

Carrère d'Encausse, Hélène. *Staline. L'ordre par la terreur*. Paris, Flammarion, 1979.

Charmley, John. *Chamberlain and the lost peace*. Londres, Hodder and Stoughton, 1989. 257 p.

Coeuré, Sophie. *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*. Paris, Seuil, 1999. 148 p.

Dreifort, John E. *Yvon Delbos at the Quai d'Orsay. French Foreign Policy during the Popular Front 1936-1938*. University Press of Kansas, 1973. 106 p.

Du Réau, Élisabeth. *Édouard Daladier, 1884-1970*. Paris, Fayard, 1993. 581 p.

Duroselle, Jean-Baptiste. *La décadence, 1932-1939*. Paris, Imprimerie nationale, 1979. 568 p.

Duroselle, Jean-Baptiste. *Politique étrangère de la France. L'abîme, 1939-1945*. Paris, Imprimerie nationale, c1982. 611 p.

Frieser, Karl-Heinz. *Le mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*. Paris, Belin, 2003. 480 p.

George, Margaret. *Warped vision : British Foreign Policy, 1933-1939*. Pittsburgh, University of Pittsburgh, 1965. 238 p.

Gilbert, Martin. *Churchill: A Life*. Londres, Heinemann, 1991. 1066 p.

Gilbert, Martin et Richard Gott. *The Appeasers*. Boston, Houghton Mifflin, 1963. 444p.

Grayson, Richard S. *Liberals, International Relations and Appeasement : the Liberal Party, 1919-1939*. Londres, F. Cass, 2001. 202 p.

Haslam, Jonathan. *The Soviet Union and the struggle for collective security in Europe, 1933-1939*. Londres, Mac Millan, 1984. 310 p.

Herman, John. *The Paris Embassy of Sir Eric Phipps : anglo-french relations and the Foreign Office, 1937-1939*. Brighton, Sussex Academy, 1998. 276 p.

House, Robert S. *War on the Horizon : Ambassadeur Sir Eric Phipps and british foreign policy during the 1930's*. Bowling Green State University, 1994. 258 p.

Lammers, Donald N. *Explaining Munich : the search for motive in british policy*. Stanford, 1966. 73 p.

Manchester, William. *The caged lion, 1932-1940*. Londres: Michael Joseph, 1988. 754 p.

Martel. G. dir. *The Origins of the Second World War reconsidered : A. J. P. Taylor and the historians*. New York, Routledge, 1999. 278 p.

Miquel, Pierre. *Le piège de Munich*. Paris, Denoël, 1998, 234 p.

Morell, Gordon W. *Britain confronts the Stalin Revolution. Anglo-Soviet Relations and the Metro-Vickers Crisis*. Waterloo (Ont.), Wilfrid Laurier University Press, 1995. 204 p.

Mourin, Maxime. *Les relations franco-soviétique, 1917-1967*. Paris, Payot, 1967. 372 p.

Parker, Robert A. C. *Chamberlain and Appeasement. British Policy and the coming of the Second World War*. Londres, Macmillan, 1993. 388 p.

Philipps, Hugh D. *Between the revolution and the West : a political biography of Maxim M. Litvino*. Boulder, Westview Press, 1992. 244 p.

Pons, Silvio et Andrea Romano, éd. *Russia in the age of wars, 1914-1945*. Milan, Feltrinelli, 1998. 322 p.

Post, Gaines. *Dilemmas of appeasement : british deterrence and defense, 1934-1937*. Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, c1993. 363 p.

Roberts, Geoffrey. K. *The Soviet Union and the origins of the Second World War. Russo-German Relations and the road to war, 1933-1939*. New York, St. Martin's Press, 1995. 192 p.

Rose, Norman. A. *Vansittart : study of a diplomat*. Londres, Heinemann, 1978. 308 p.

Rostow, Nicholas. *Anglo-French Relations, 1934-36*. New York, St. Martin's Press, 1984. 314 p.

Rowse, Alfred. L. *Appeasement : a study in political decline, 1933-1939*. New York, W.W. Norton, 1961. 123 p.

Scott, William Evans. *Le pacte franco-soviétique. Alliance contre Hitler*. Paris, Payot, 1965. 298 p.

Shaw, Louise G. *The British political elite and the Soviet Union 1937-1939*. Londres, Taylor & Francis, 2003. 210 p.

Sheinis, Zinovii. *Maxim Litvinov*. Moscou, Progress Publishers, 1990. 355 p.

Sherwood, John M. *Georges Mandel and the Third Republic*. Stanford (Cal.), Stanford University Press, 1970. 393 p.

Thomas, Martin. *Britain, France and appeasement. Anglo-French Relations in the Popular Front Era*. Oxford, Berg, 1996. 268 p.

Thompson, Neville. *The anti-appeasers; conservative opposition to appeasement in the 1930s*. Oxford, Clarendon Press, 1971. 256 p.

Thorpe, Andrew. *The British Communist Party and Moscow, 1920-1943*. New York, Manchester University Press, 2000. 308 p.

Ulam, Adam B. *Expansion and Coexistence; the history of Soviet Foreign Policy, 1917-67*. New York, Praeger, 1968. 775 p.

Vaïsse, Maurice. *Sécurité d'abord : la politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930-17 avril 1934*. Paris, Pedone, 1981. 653 p.

Weber, Eugen J. *The Hollow Years : France in the 1930s*. New York, Norton, 1994. 352 p.

Werth, Nicolas. *Les Procès de Moscou*. Bruxelles, éd. Complexe, 1987. 188 p.

### **Articles de périodiques**

Allen, Luther A. « The French Left and Soviet Russia. Origins of the Popular Front ». *World Affairs Quarterly*, 1959-60, 30 (2) p. 99-121.

Ball, Stuart. « Churchill and the Conservative Party ». *Transactions of the Royal Historical Society*, 2001, 11, p. 307-330.

Becker, Jean-Jacques. « La perception de la puissance par le Parti communiste ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1984, 31 (oct.-déc.), p. 636-642.

Belousova, Zinaïda S. « Frantsiia i problemy bezopasnosti v Evrope : 1933-1935 gg ». *Novaia i Noveishaia Istorii*, 1975, 4, p.107-120.

Bizcarrondo, Elorza et Marta. « La Komintern y España » dans M. Requena Gallego et R. Ma Sepúlveda Losa, dir. *Las brigadas internacionales. El contexto internacional, los medios de propaganda, literatura y memorias*, Cuenca, ed Universidad de Castilla-La Mancha, 2003. 216 p.

Bloch, Charles. « La Grande-Bretagne face au réarmement allemand et l'accord naval de 1935 ». *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 1966, 63, p. 41-68.

Borisov, Iurii V. « Sovetsko-frantsuzkie otnosheniia 1933-1938 godov ». *Voprosy Istorii*, 1963, 8, p. 161-178.

Bourette-Knowles, Simon. « The Global Micawber. Sir Robert Vansittart, the Treasury and the global balance of power, 1933-35 ». *Diplomacy & Statecraft*, 1995, 6 (1), p. 91-121.

Bowden, Julian. « That's the spirit! Russian Oil Products ltd and the british oil market, 1924-1939 ». *Journal of European Economic History*, 1988, 17 (3), p. 641-663.

Buffotot, Patrice. « The French High Command and the Franco-Soviet Alliance 1933-1939 ». *The Journal of Strategic Studies*, 1982, 5 (4), p.546-559.

Burigana, David. « Un coup d'épée dans l'eau ? La mission navale Dupré et le rapprochement franco-soviétique (décembre 1933) ». *Revue historique des armées*, 1997, 1, p. 91-100.

Burigana, David. « Le rapprochement naval franco-soviétique. Les missions Sivkov et Mouklevitch (1934) ». *Revue historique des armées*, 1999, 1, p. 91-107.

Burin, Philippe. « Diplomatie soviétique, Internationale communiste et PCF au tournant du Front Populaire (1934-1935) ». *Relations internationales*, n° 45, printemps 1986, p.19-34.

Carley, Michael J. « Five kopecks for five kopecks. Franco-Soviet Trade Relations, 1928-1939 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, 22, n°1 (janvier-mars 1992), p. 23-58.

Carley, Michael J. « End of the "Low, Dishonest Decade": Failure of the Anglo-Franco-Soviet Alliance in 1939 ». *Europe-Asia studies*, 1993, 45 (2), p.332-333.

Carley, Michael J. « Down a blind-alley : anglo-french-soviet relations, 1920-1939 ». *Canadian Journal of history*, XXIX, n°1, (avril 1994), p.147-172.

Carley, Michael J. « A Fearful Concatenation of circumstances. The anglo-soviet rapprochement, 1934-1936 ». *Contemporary European History*, 1996, 5 (1), p.29-69.

Carley, Michael J. « Prelude to Defeat. Franco-soviet relations, 1919-1939 ». *Historical Reflections*, 1996, 22 (1), p. 159-188.

Carley, Michael J. « Episodes from the early cold war. Franco-soviet relations, 1917-1927 ». *Europe-Asia Studies*, 2000, 52 (7), p. 1275-1305.

Carley, Michael J. et Richard K. Debo. « Always in need of credit. The USSR and Franco-german economic cooperation, 1926-1929 ». *French Historical Studies*, 1997, 20 (3), p. 315-356.

Cohen, Yves. Industrie, despotisme et rationalisation. L'URSS et la France de l'entre-deux-guerres ». *Annales : Histoire, Sciences sociales*, 1988, 53 (4-5), p.915-936.

Courtois, Stéphane. « Le système communiste internationale et la lutte pour la paix (1917-1939) ». *Relations internationales*, n° 53, printemps 1988, p.5-22.

Davis, Richard. « Mésentente cordiale. The Failure of the anglo-french alliance. Anglo-french relations during the Ethiopian and Rhineland crisis, 1934-1936 ». *European History Quarterly*, 1993, 23 (4), p. 513-527.

Dreifort, John E. « The French Popular Front and the franco-soviet pact, 1936-1937. A Dilemma in Foreign Policy ». *Journal of contemporary history*, 1976, 11 (2-3), p. 217-236.

Dullin, Sabine « Les diplomates soviétiques à la Société des Nations ». *Relations internationales*, n° 75, automne 1993, p. 329-343.

Dullin, Sabine « Les diplomates soviétiques des années 1930 et leur évaluation de la puissance de l'URSS ». *Relations internationales*, n° 91, automne 1997, p.339-343.

Du Réau, Élisabeth « Enjeux stratégiques et redéploiement diplomatique français : novembre 1938, septembre 1939 ». *Relations internationales*, n° 35, automne 1983, p.319-335.

Du Réau, Élisabeth. « Le renseignement et l'élaboration de la décision diplomatique et militaire. Le cas de la France (1933-1941) ». *Relations internationales*, n° 78, été 1994, p. 241-260.

Duroselle, Jean-Baptiste. « Louis Barthou et le rapprochement franco-soviétique en 1934 ». *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1962, 3 (4), p.525-545.

Duroselle, Jean-Baptiste. « L'influence de la politique intérieure sur la politique extérieure de la France. L'exemple de 1938 et 1939 ». dans *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939*, Paris, CNRS, 1975. p. 225-241.

Dyck, Harvey L. « German-soviet Relations and the anglo-soviet break, 1927 ». *Slavic Review*, 1966, 25 (1). p. 67-83.

Ferretti, Valdo. « L'estremo oriente nelle relazioni anglo-sovietiche. Note sul valore dell'accordo navale del 29 Iuglio 1936 ». *Storia Contemporanea*, 1984, 15 (3), p. 399-417.

French, David. « 'Perfidious Albion' faces the Powers ». *Canadian Journal of history*, 1993, 28 (2), p.177-187.

Girault, René. « Les relations franco-soviétiques devant la crise économique de 1929 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 27 (avril-juin), 1980, p.237-257.

Haslam, Jonathan. « The Comintern and the origin of the Popular Front, 1934-1935 ». *Historical Journal*, 22 (3), 1979. p. 673-691.

Herndon, James S. "British Perceptions of soviet military capability, 1935-9" dans Wolfgang J. Mommsen et Lothar Kettenacker (dir.), *The Fascist Challenge and the policy of appeasement*, Londres, G.Allen & Unwin, 1983, p.297-319.

Jacquier, Charles. « La gauche française, Boris Souvarine et les procès de Moscou ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1998, 45 (2). p.451-465.

Jelavich, Barbara. « British Observers of soviet affairs, 1917-1939 ». *Russian Review*, 1992, 51 (3). p.408-417.

Jeanneson, Stanislas. « La difficile reprise des relations commerciales entre la France et l'URSS (1921-1928) ». *Annales : histoire, économie et société*, 2000, 19 (3). p.411-429.

Lammers, Donald N. « The engineers' trial (Moscow 1933) and Anglo-Soviet relations ». *South Atlantic Quarterly*, 1963, 62 (2). p. 256-267.

Lammers, Donald L. « Britain, Russia, and the revival of "Entente Diplomacy": 1934 ». *Journal of british studies*, 6 (2), 1967, p.99-123.

López Celly, Arigo. « Joseph Paul-Boncour e l'avvio della collaborazione politica franco-sovietica nel 1933 ». *Storia e Politica*, 1976, 15 (4). p. 646-687.

Lungu, Dov B. « Nicolae Titulescu and the 1932 Crisis concerning the Soviet-romanian Pact of non-aggression ». *East European Quarterly*, 1984, 18 (2). p. 185-213.

Manne, Robert. « The British decision for alliance with Russia, may 1939 ». *Journal of Contemporary History*, 1974, 9 (3), pp.3-26.

Manne, Robert. « The Foreign Office and the Failure of anglo-soviet rapprochement ». *Journal of contemporary history*, 16, n° 4 (1981), p. 715-755.

Meltz, Renaud. « Louis Barthou et Alexis Léger, un couple improbable au service de l'impossible alliance franco-soviétique ». *Revue d'Europe Centrale*, 1999, 7 (2). p.1-36.

Munholland, Kim et Hines H. Hall. « Allegiance or interest ? Jacques Sadoul and Franco-soviet Relations from Brest-Litovsk to the Nazi-soviet Pact ». *Proceedings of the annual meeting of the Western Society for french history*, 1983, 11. p. 348-358.

Neilson, Keith. « Pursued by a Bear: british estimates of soviet military strength and anglo-soviet relations, 1922-1939 ». *Canadian Journal of history*, 1993, 28 (2), p.189-221.

Nicholson, Steve. « Censoring Revolution. The lord Chamberlain and the Soviet Union ». *New Theatre Quarterly*, 1992, 8 (32), p.305-312.

Niedhart, Gottfried. « British attitudes and policies towards the Soviet Union and international communism, 1933-1939 » dans Wolfgang J. Mommsen et Lothar Kettenacker (dir.), *The Fascist Challenge and the policy of appeasement*, Londres, éd. G.Allen & Unwin, 1983, p.286-296.

Novácková, Helena. « La politique étrangère française et l'Union soviétique après la prise du pouvoir par le nazisme en Allemagne ». *Historica*, 1990, 30. p. 169-229.

Orlov, B. M. « V poiskakh soizuznikov. Komandovanie krasnoi armii i problemy vneshnei politiki sssr v 30-kh godakh ». *Voprosy Istorii*, 1990, 4. p. 40-53.

Owen, G. L. « The Metro-Vickers crisis : anglo-soviet relations between trade agreements, 1932-1934 ». *Slavonic and East European Review*, 1971, 49 (114). p.92-112.

Perrier, Patrick. « Relations aéronautiques franco-soviétiques, (1933-1939) ». *Revue historique des armées*, 1991, 4, p.108-116.

Popov, V. I. « K istorii politiki mirnogo sosushchestvovaniia. Voprosy kollektivnoi bezopasnosti vo vziamootnosheniakh sssr i anglii 1933-1937 gg. ». *Istoriia SSSR*, 1963, 7 (4). p. 52-74.

Porch, Douglas. « French Spies and counter-spies ». *Intelligence and national security*, 1987, 2 (1). p. 191-195.

Quinault, Rolland. « Churchill and Russia ». *War & society*, 1991, 9 (1). p. 99-120.

Roberts, Geoffrey. « The Fall of Litvinov. A revisionist view ». *Journal of contemporary history*, 24 (octobre 1992). p. 639-657.

Roberts, Geoffrey. « The Alliance that failed. Moscow and the triple alliance negotiations, 1939 ». *European History Quarterly*, 1996, 26 (3). p. 383-414.

Salerno, Reynolds M. « Multilateral Strategy and diplomacy. The Anglo-German Naval Agreement and the mediterranean crisis, 1935-1936 ». *Journal of strategic studies*, 1994, 17 (2). p. 39-72.

Schinness, Roger. « The Conservative Party and anglo-soviet relations, 1925-1927 ». *European Studies Review*, 1977, 7 (4). p. 393-407.

Steel, James. « 'Staline l'humaniste' ou l'édification d'un mythe ». *Revue française de science politique*, 1986, 36 (5). p. 633-645.

Soutou, George-Henri. « La perception de la puissance française par René Massigli en 1938 ». *Relations internationales*, n° 33, printemps 1983. p.11-22.

Swain, Geoffrey. « Bitten by the Russia Bug. Britons and Russia, 1894-1939 ». *Intelligence and national security*, 1998, 13 (4). p. 245-250.

Thompson, Willie. « Stalin's stooges ? The CPGB 1920-1940 ». *Modern History Review*, 1996, 7 (3). p.31-33.

Thorpe, Andrew. « Stalinism and british politics ». *History*, 1998, 83 (272). p. 608-627.

Uldricks, Teddy J. « Debating the role of Russia in the origins of the Second World War », dans Gordon Martel, dir. *The Origins of the Second World War*

*War reconsidered. The A.J.P. Taylor debate after twenty-five years*, Boston, Allen & Unwin, 1986, p.135-154.

Vaïsse, Maurice. « Les militaires français et l'alliance franco-soviétique au cours des années 1930 » in *Forces armées et systèmes d'alliance : colloque international d'histoire militaire et d'études stratégiques*, Université de Montpellier, 1981, p. 689-703.

Vaïsse, Maurice. « La perception de la puissance soviétique par les militaires français en 1938 ». *Revue historique des armées*, 3, 1983, p. 19-25.

Verrocchio, Ariella. « L'Unione sovietica a Parigi. L'immagine dell'URSS nella Francia del Fronte Popolare ». *Ventesimo Secolo*, 1992, 2 (5-6). p. 375-399.

Vidal, George. « L'armée française face au problème de la subversion communiste au début des années 30 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 204, décembre 2001, p.41-65.

Wark, K. W. « Review article : appeasement revisited ». *The International History Review*, XVII, 3, août 1995. p. 545-562.

Watson, Derek. « Molotov's Apprenticeship in foreign policy. The Triple Alliance Negotiations in 1939 ». *Europe-Asia Studies*, 2000, 52 (4). p. 695-722.

Watt, Donald Cameron. "Chamberlain's ambassadors" dans Michael Dockrill et Brian McKercher, dir. *Diplomacy and world power. Studies in british foreign policy 1890-1950*, Cambridge University Press, 1996, p.136-170.

Williams, Andrew. « Le parti travailliste et l'Union soviétique, 1917-1939 ». *Relations internationales*, 1986, n° 45. p.5-18.

Williams, Andrew. « The Labour Party's Attitude to the Soviet Union, 1927-1935. An Overview with specific reference to unemployment policies and peace ». *Journal of contemporary history*, 1987, 22 (1). p. 71-90.

Wilson, Duncan. « Anglo-Soviet relations. The Effect of ideas on reality ». *International Affairs*. 1974, 50 (3). p. 380-393.

Young, Robert J. «A. J. P. Taylor and the problem with France», dans Gordon Martel (dir.), *The origins of the Second World War reconsidered. A. J. P. Taylor and the historians* . Londres et New York, 1999, p.75-92.

Zhilin, Pavel A. « The USSR and collective security 1935-1939 ». *Scandinavian Journal of history*. 1977, 2 (1-2). p. 147-159.

### Thèses et mémoires

Doerr, Paul W. *Caution in the Card Room. The British Foreign Office Northern Department and the USSR, 1934-1940*. Thèse de Ph.D., University of Waterloo, 1993. 713 p.

Furnia, Arthur H. *Anglo-French Relations, 1931-1938*. Thèse de Ph.D., Georgetown University, 1958.

Garnier, Laurie J. *Principles and methods. The Reaction of the Foreign Office to the policy of appeasement, 1937-1939*. Mémoire de maîtrise, Dalhousie University (Canada), 1994. 145 p.

Hochman, Jiri. *The Soviet Union and the failure of collective security (1934-1938). A Study in shared responsibility*. Thèse de Ph.D., The Ohio State University, 1982. 462 p.

Johnson, Shawnessy Y. *The Polish 'sickness' and franco-soviet relations, 1934-1939*. Mémoire de maîtrise, Simon Fraser University (Canada), 1997.

Johnston, William C. *The Illusion of appeasement. Lord Halifax's Imperial Experience and Chamberlain's foreign policy 1937-1939*. Mémoire de maîtrise, University of Waterloo (Canada), 1982.

Kahng, Gyoohyoung. *Intervention and coexistence. The Comintern's Revolutionary Propaganda in Great Britain and anglo-soviet relations, 1920-1927*. Thèse de Ph.D., Ohio University, 1998. 338 p.

Kappel, Gary H. *Air diplomacy. British Policy and the air pact proposal of 1935*. Thèse de Ph.D., West Virginia University, 1987. 203 p.

Layne, Christopher. *British Grand Strategy, 1933-1939. Theory and practice in international politics*. Thèse de Ph.D., University of California, Berkeley, 1981. 897 p.

Lewis, Terrance L. *A Climate for Appeasement ? Anti-War Sentiment in Britain and its use by british policy makers*. Thèse de Ph.D., State University of New York at Binghamton, 1986. 250 p.

Long, Rolland. *Historians and the british policy of appeasement. A Study in the historiography of appeasement*. Mémoire de maîtrise, The University of Regina (Canada), 1990. 178 p.

Ostrander, Richard G. *The Origins of french appeasement, 1919-1936*. Mémoire de maîtrise, San José State University, 1990. 241 p.

Rostow, Charles N. *Toward Alliance. Thesis and antithesis in anglo-french relations, 1914-1936*. Thèse de Ph.D., Yale University, 1979. 504 p.

Wade Miyuki V. *The Munich Pact Revisited. Another view of Munich and Chamberlain*. Mémoire de maîtrise, California State University, 2001. 93 p.